Le Conseil d'Etat étudie la demande de dispense scolaire le jour du shabbat

FAUT-IL autoriser les élèves de confession israélite à s'absenter le samedi, jour du shabbat? Cette question a été soumise au Conseil d'Etat vendredi 31 mars. Le commissaire du gouvernement, magistrat qui, en dépit de son titre, n'est mullement lié au gouvernement, estime qu'il faut refuser ces absences, sous peine de remettre en cause le principe selon lequel « la loi de la République s'impose aux précentes relieieux ». Pour Yann Aguila, l'assiduité est

une règle fondamentale de la vie scolaire. En outre, la jurisprudence européenne dit que, lorsque les élèves ant la possibilité de suivre, dans des écoles confessionnelles, une scolarité mieux adaptée à leurs convictions, ils ne sauraient se plaindre des contraintes existant dans les établissements publics. Ces conclusions, toutefois, n'engagent nullement le Conseil d'État luimême, qui pourrait, comme dans l'affaire du foulard Islamique, renvoyer aux proviseurs le soin de trancher les litiges au cas par cas.

La carrière de M. Tapie bloquée par la justice

Le retrait de M. Hory de la course à l'Elysée est accueilli avec satisfaction par M. Jospin

d'appel de Paris avait-elle été rendue, confirmant, vendredi 31 mars, la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie ainsi que celle de trois de ses sociétés, le députéhomme d'affaires engageait un nouveau débat juridique dont l'enjeu est, tout simplement, son avenir personnel. Ruiné, couvert de dettes à l'égard du Trésor et du Crédit lyonnais - la cour d'appel estime ce passif à plus d'un milliard et demi de francs -, M. Tapie n'a plus guère que ses mandats électoraux nour assurer sa subsistance et. pour tout dire, sa présence sur la scène politique.

Au même moment, Jacques Meltick, lui aussi ancien ministre des gouvernements de ganche, député du Pas-de-Calais et maire de Béthune, comparaissait, dans sa ville, pour subornation de témoin à la suite des ses affirmations dans l'affaire OM-VA. Vendredi encore, Jean-François Hory, qui avait amené M. Taple chez les radicaux de gauche avant de transformer sa formation en Radical et de se déclarer candidat à l'élection prési-

A PEINE la décision de la cour dentielle, s'est retiré de cette compétition. Il s'est déclaré prêt à soutenir Lionel Jospin, anquel il ne faisait pourtant guère concurrence.

Les dernières péripéties de l'aventure Tapie et consorts ne sont pas de nature à restaurer l'image de la gauche de gouvernement, alors que le combat entre les deux principaux candidats de droite, Jacques Chirac et Edouard Balladur, devient de plus en plus

Conseiller général des Bouches-du-Rhône, député du même département et membre de Parlement européen. Bernard Tapie se voit entraîné dans la déconfiture de ses sociétés. Or la conséquence de cette débâcle financière est, aux termes de la lol, «l'incapacité d'exercer une fonction publique élective » durant cinq années. Immé-diatement applicable, la décision de la cour d'appel, qui confirme celle rendue le 14 décembre 1994 par le tribunal de commerce de Patis, interdit à M. Tapie de briguer de nouveaux mandats. Aussi est-il contraint de renoncer, au moins pour quelques années, à l'écharpe



dont il revait à haute voix depuis des mois, celle du maire de Marseille, interrogé vendredi soir sur FR3, M. Tapie s'est déjà posé en exfutur candidat en déclarant que s'il n'avait pas, au moment du scrutin, «la certitude de pouvoir exercer la fonction une fois élu», il renoncerait à sa candidature.

En revanche, la question du devenir de ses mandats actuels, qualifiée vendredi de « complexe » par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, n'est pas tranchée. Dans une lettre adressée à Edouard Balladur

avant la décision de la cour d'appel, le député-homme d'affaires avait demandé au premier ministre de surseoir à « l'engagement de toute procédure tendant à faire constater son ineligibilité tant qu'il n'aura pas été statué définitivement sur son cas par les juridictions saisies ». Ayant apponcé son intention de former un pourvoi en cassation contre sa mise en liquidation personnelle, M. Tapie espère ainsi retarder l'exécution de cette décision.

du mandat de l'ONU en ex-Yougoslavie

■ Renouvellement

Renouvelant pour huit mois le mandat des « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, le Conseil de sécurité a décidé de les répartir en trois forces distinctes pour la Croatie, la Bosnie et la Macédoine, placées sous le commandement unique du général Janvier.

■ Une diplomatie en quête d'influence

Le dernier volet de notre enquête sur l'état de la France porte sur la politique étrangère : la diplomatie française s'efforce de conserver un certain poids à travers la construction européenne. p. 8

Verdict controversé au procès de Furiani

Au procès de la catastrophie de Furiani, les responsables techniques et les dirigeants sportifs sont condamnés à des peines de prison, mais le tribunal de Bastia a écarté la responsabilité de l'admi-

Mort de la comédienne **Madeleine Sologne**

L'héroine de L'Eternel Retour, adaptation moderne par Jean Cocteau de la légende de Tristan et Yseult, s'est éteinte vendredi à l'âge de quatre-vingt-deux

■ Pierre Mauroy au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Pierre Mauroy, ancien premier ministre, qui soutient la candidature de Lionel Jospin, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 2 avril, à partir de 18 h 30. L'émission est aussi télévisée sur la chaîne câblée RTL 9.

■ Les éditoriaux du « Monde »

Irritations polonaises;

p. 12

Les Etats-Unis laissent glisser le dollar



ALAN GREENSPAN

ILS SONT très peu nombreux outre-Atlantique, ceux qui discutent l'extrème compétence d'Alan Greenspan dans le domaine économique. Pour celui qui préside la Réserve fédérale des Etats-Unis depuis août 1987, les résultats sont là, spectaculaires. Les Etats-Unis, qui sont entrés en 1995 dans leur quatrième armée de croissance, ont créé quelque six millions d'emplois depuis l'été 1991. Le miracle est que la vigueur et la durée de l'expansion outre-Atlantique (plus de 4% en 1994) n'a pas provoqué d'inflation. Les équipements industriels sont utilisés dans beaucoup de secteurs audelà des limites du raisonnable, le taux de chômage moyen est redescendu à des niveaux inconnus de-puis très longtemps (moins de 6% de la population active), traduisant un état de plein emploi dans de nombreuses régions, et la hausse des prix ne s'accellère pas. Le bilan d'Alan Greenspan serait meilleur si le président de la Fed ne manifestait pas autant d'indifférence à la glissade du dollar, qui ébranle tout le système monétaire international et fragilise la reprise économique en Europe.



Bricolage et magie font rouler les camions nigérians

LAGOS de notre correspondante

L'ingéniosité des mécaniciens nigérians, experts dans Fart de faire rouler des véhicules qui sous d'autres cieux seraient depuis longtemps à la casse, ne connaît pas de limite. Mais la crise économique les pousse parfois à de dangereux expédients.

Un responsable de la Commission fédérale de la sécurité routière (CFSR) a protesté récemment contre l'usage, par de nombreux conducteurs de poids lourds, d'une mixture à base de « Krest bitter lemon » (une boisson gazeuse de fabrication locale) et d'urine humaine en guise de... liquide pour circuit de freinage. Il paraît que le vrai produit est devenu trop cher, et des gens astucieux se sont souvenus que, durant la guerre civile, les Biafrais asslégés avaient recours pour le système de freinage à un mélange d'urine et de lait de

Or non seulement le nouveau liquide made in Nigeria est d'une efficacité douteuse, mais les camionneurs ne respectent presque iamais les Ilmitations de vitesse. Pour éviter les accidents, a également déploré le responsable de la CFSR, ils se fient trop souvent au « iuju » - c'est-à-dire aux talismans fabriqués par les sorciers -, quand ils seraient bien mieux Inspirés de ne pas dépasser le cent kilomètres-heure, comme l'exige le règlement.

L'insoociance des conducteurs de poids lourds est l'une des principales causes d'accidents qui coûtent chaque année, selon le secrétaire du gouvernement fédéral, Aminu Saleh, jusqu'à 2 % du produit national brut des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), une statistique qui vaut sans doute pour la plupart des pays de l'Afrique subsaha-

Au Nigéria surtout, l'affiux de pétrodollars a permis l'importation massive de véhicules dont les conducteurs n'ont qu'une notion approximative du Code de la route, et affichent une nette préférence pour les dépassements à droite. L'hécatombe était telle que l'écrivain Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, navré d'avoir à enterrer chaque semaine des étudiants ou des collègues de son université d'ife, s'était laissé convaincre par le président Ibrahim Babangida de prendre la tête de la CFSR. Sa campagne de sensibilisation a eu des effets positifs, contrecarrés hélas par la dégradation, depuis dix ans, du parc automo-

Pour limiter les risques, le gouvernement a interdit depuis cette année l'importation de

véhicules vieux de plus de huit ans. Mais on. assiste encore trop souvent à des carambolages aussi spectaculaires que meurtriers, notamment lorsqu'un camion-citeme, bourré d'essence, vient percuter, à la suite de l'éclatement d'un pneu ou d'un dépassement aventureux, un car surchargé de passagers.

La corporation des routiers est d'autant plus difficile à discipliner qu'elle exerce un monopole de fait sur le trafic de marchandises. Les rares lignes ferrovialres construites par les colonisateurs britanniques n'ont bénéficié d'aucun investissement substantiel depuis l'indépendance, le puissant lobby des transporteurs ayant découragé le gouvernement fédéral de s'intéresser aux chemins de

Du nord au sud, les poids lourds restent les rois incontestés de la route, le pied sur l'accélérateur et l'œil fixé sur les nids-de-poule, protégés par leurs grigris, mais aussi, suivant leurs convictions, par le nom d'Aliah ou de Jésus inscrit en grosses lettres à l'arrière de leur remorque. Les carcasses de mastodontes échouées dans le fossé prouvent en tout cas que l'urine humaine ne fait pas encore de mi-

Michèle Maringues

POINT DE VUE

La République, sans préjugés par Jacques Toubon

LES PATHÉTIQUES objurgations que plusieurs personnalités socialistes adressent à leurs électeurs habituels attirés par la démarche de Jacques Chirac apparaissent, à mes yeux, comme une enteur d'optique et de fond quant aux enjeux de la politique française contemporaine.

Pourquoi toujours recommencer les mêmes combats hérités du passé, pourquoi essayer de les ressusciter quand ils ont disparu de l'esprit de la plupart de nos concitoyens? Pourquoi vouloir démontrer, absolument et péremptoirement, sans prendre la peine de lite ce qu'il écrit, ni d'écouter ce qu'il dit, ni d'examiner ce qu'il propose, que jacques Chirac est et reste « à droite » ? La question n'est pas de se situer à droite ou à gauche, de défendre des programmes préfa-briqués. Il s'agit de faire face, d'urgence, avec courage et générosité,

sans aucune entrave partisane. La situation de notre pays est marquée par une fracture sociale, des inégalités et des injustices, que quatorze années de présidence et de gouvernements socialistes (et en partie communistes) n'ont rien fait pour réduire, bien au contraire.

souffrent les Français aujourd'hui, ce n'est pas continuer avec Lionel Jospin: comment pourrait-il rompre avec la spéculation comme art de vivre, la déshérence des valeurs morales, l'écoeurement des forces vives, la comuption des principes les plus sacrés de la République, si ce n'est reprendre les recettes illusoires du programme socialiste de 1981? Qui veut repasser ces plats glacés?

Mals la réponse ne consiste pas non plus, comme le faisait Edouard Balladur, à nier la fracture ou à se contenter de la contrôler par le biais des « solutions » de la technique, de Fadministration et d'un système qui a ignoré, aveugle et lointain, la montée de l'exclusion.

Pour faire face, nous avons besoin d'un vrai et profond changement dans la conduite des affaires publiques. Un vrai changement qui repose sur une autre logique, dégagée de convenances dépassées. Croit-on que les Français suppor-

teront longtemps, après l'élection présidentielle, que le pouvoir poli-

tique, les dirigeants du pays, dans

leur diversité et leur conformisme,

1995 soit à la hanteur de ses souffrances, de ses attentes, de ses aspi-Jacques Chirac en a pris pleinement conscience, il a conçu son projet à partir des Français et non pas à partir du pouvoir. C'est pourquoi il propose d'écarter les tabous, de sortir des catégories en usage, d'arrêter les politiques sans efficacité et de mettre en œuvre de nouveaux ob-

continuent à assister impuissants

aux drames de la misère, aux inter-

rogations angoissées des jeunes, à

l'affaiblissement de nos capacités

d'inventer et de bâtir? Le peuple veut que le résultat de l'élection de

nements, de rendre possible ce qui Quelques exemples? Utiliser l'indemnisation du chômage à donner un emploi aux chômeurs de longue durée plutôt qu'à leur assurer une subsistance, gérer autrement la protection sociale et non pas la rationsalaires un rôle moteur dans la croissance et non pas les opposer au dé-

veloppement de l'emploi, réduire les

jectifs, dans un nouvel état d'esprit, autrement dit de renverser les évé-

dépenses publiques en supprimant les crédits qui s'avèrent inutiles.

Changer aussi sur les chantiers déterminants de notre vie en société: la lutte contre l'illettrisme, l'intégration des banlieues, l'insertion des

Cette volonié est en œuvre à Paris où jacques Chirac est déjà passé de la parole aux actes. Sanni social, prévention du sida, accès gratuit aux soins pour plus de cent mille exclus, premier (et seul) exemple de recours à la réquisition de logements vides, voilà qui répond mieux qu'une polémique aux procès d'intention, aux schémas sciérosés.

Face à l'urgence de la situation française, j'en appelle à la liberté de jugement, à l'intelligence critique et au dialogue républicain. Je respecte les engagements et les attachements sincères, j'apprécie que des personnalités des milieux politique, intellectuel ou attistique apportent leur soutien à Lionel Jospin, par fidélité, en vertu d'une appartenance foncière à ner, accorder aux augmentations de . la famille de la gauche. N'est-ce pas ce que j'ai moi-même fait en apppuyant d'emblée la candidature de Jacques Chirac, par la force de l'évi-

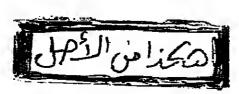
dence (et pour l'honneur de la politique). Mais on ne saurait se pronon-cer dans cette campagne à partir de préjugés, idéologiques ou affectifs. Pourquoi ne pas reconnaître que le caractère et la vision de Jacques Chirac dépassent les clivages partisans pour prendre en charge les aspirations de la majorité des citoyens, et juger de ses propositions avec sangfroid, au fond? Pourquoi manier la peur au lieu de nourrir l'espoir ?

Appartenir « à la gauche », vouloir la justice, l'égalité, la solidanté, c'est, dans les circonstances historiques que nous vivons, donner sa chance à l'espoir, l'espoir que Jacques Chirac fait naître dans le peuple qui souffre; c'est lui donner la force politique et morale de rétablir la République. La République qui n'appartient à personne, à aucun pouvoir en particulier, qui n'est ni de droite ni de ganche, mais qui embrasse dans la même sollicitude et la même ambition tous les enfants de la patrie.

Jacques Toubon est ministre de la cuitore et de la francopho-

120

推到事



INTERNATIONAL

MONNAIES La décision prise . jeudi 30 mars par la Bundesbank de baisser ses taux d'intérêt à court terme n'a pas eu d'effets durables sur la dollar qui a continué à s'affai-

blir, rendant les produits américains de plus en plus compétitifs dans le monde. • LES PAYS EUROPÉENS et le Japon, dont la compétitivité est menacée, commencent à éprouver

des difficultés pour exporter, ce qui menace la reprise naissante dans ces régions. En l'absence de mesures prises par les Etats-Unis eux-mêmes, le déficit grandissant du

commerce extérieur américain et l'engagement financier de Washington dans la crise mexicaine rendent improbable un redresse-ment durable du dollar.

LA MEIL-

LEURE RÉPONSE de l'Europe à de nouvelles crises de changes est la création d'une monnaie unique dont les Allemands surveillent avec attention les préparatifs.

pforpronu. C

Le glissement du dollar fragilise la reprise en Europe et au Japon

La décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs n'a pas fait remonter le billet vert. Celui-ci souffre toujours des déficits extérieurs américains et des risques financiers liés à la crise mexicaine

LA BUNDESBANK a fourni une nouvelle preuve de sa capacité à conduire une véritable politique monétaire en réduisant jeudi 30 mars deux des trois taux d'intérêt à court terme dont elle a la charge. Décision dictée par des préoccupations d'ordre intérieur mais aussi extérieur. Car, outre la défense bien comprise des intérêts de ses entreprises mises en difficulté par la compétitivité du dollar, les autorités monétaires allemandes viennent de prouver que la défense du système monétaire européen (SME) leur tenait à coeur, un système affaibli par la crise des changes qui secoue le monde depuis le début de l'année.

Il y a aussi des aspects moins glorieux à la baisse des taux allemands. conséquence directe de l'impuis sance – ou de la mauvaise volonté – des Etats-Unis à faire remonter le dollar. L'appel lancé il y a dix jours par les ministres de l'économie et des finances français et allemands aux autorités américaioes (Le Monde du 23 mars), n'avait pas eu de résultats. Le billet vert était resté très faible contre les monnaies les plus solides, à savoir le deutschemark et le yen, vis-à-vis desquelles il s'inscrivait en baisse de 10 % depuis le début de l'armée. Une chute inquiétante pour les pays européens et le Japon, à peine engagés sur la voie de la reprise économique et déjà menacés de ralentissement: peut-être un demi-point de croissance perdu cette année par les pays de l'Union européenne du fait de prix moins compétitifs et de la dégradation prévisible de leurs exportations. Un peu plus d'un demi-point encore perdu l'année prochaine, si le dollar demeurait aux bas niveaux où il se trouve actuelle-

La décision de la Bundesbank, si elle a un peu amélioré les choses au sein du SME, n'a pas eu d'effet sur le dollar, qui après un trés léger rebond, a continué de s'affaiblir, bat- telle hausse aurait pourtant eu

Le desequilibre de la balance des palements courants la hausse des prix.

Le déficit des palements

extérieurs des Etats-Unis n'a cessé de s'aggraver. Le quasi-équilibre de 1991 s'explique par les contributions à la guerre du Golfe."

tant même tous ses records de baisse vis-à-vis du yen. La question reste donc entière de savoir si le geste allemand sera efficace, s'il peut avoir des effets durables en l'absence d'une stratégie cohérente et constante de la part des Etats-Unis, allant d'interventions concertées sur les marchés jusqu'à l'annonce d'un plan destiné à réduire les déficits grandissants de leurs balances commerciale et des paiements extérieurs:

On sait déjà que le Comité de l'open market (Réserve fédérale) qui s'était réuni mardi 28 mars n'avait pas jugé nécessaire de remonter une inuitième fois les taux d'intérêt à court terme, passés de 3 % à 6 % depuis février 1994. Une comme effet de soutenir le dollar, en attirant les capitaux à court terme. On comprend mal les raisons de la Fed. Car outre qu'un ralentissement de la croissance américaine n'apparaît pas do tout évident comme le montre le bond impressionnant de la production nationale au quatrième trimestre (+5,1 % en rythme annuel), les marchés s'inquiètent régulièrement de la moindre déclaration officielle donnant à penser que les autorités monétaires ne sont pas complètement mobilisées par la lutte contre

Les marchés, qui comprement mal que Washington, déjà aux prises avec d'énormes déficits extérieurs, se soft financièrement beaucoup engagé - directement ou par l'intermédiaire du FMI - dans le plan de sauvetage du Mexique, un nian qui risque fort de devoir être étendu à d'autres pays d'Amérique latine sans oublier, bien sûr, les pays d'Europe de l'Est et leurs gi-gantesques besoins.

COMPÉTITIVITÉ DÉGRADÉE Selon le Wall Street Journal, la de-

mande de capitaux des pays émergents a été multipliée par quatre ces dernières années, aiguisant une concurrence qui n'existait plus an début de la décennie. En d'autres termes, la crise actuelle des changes qui bouleverse les rapports de compétitivité entre pays - c'est bien ce que répètent avec de plus en plus d'insistance les industriels allemands - pose à nouveau le problème des excès commis dans les pays émergents en matière d'investissements, à une époque où les capitaux étaient aboudants et la demande faible dans le monde. Le temps est arrivé où les pays industrialisés ont de nouveau besoin d'investir, rendant l'épargne plus rare et plus chère, révélant les engagements excessifs de nombreux pays en développement, incapables de supporter le coût renchéri de leurs emprunts. La crise mexicaine peut à l'évidence se renouveler

dans d'autres pays. Les autorités monétaires américaines, pourtant les mieux informées du monde, ne semblent pas avoir pris l'entière mesure de la contradiction née d'une situation intérieure profondément déséquilibrée et « d'interventions extérieures » anssi coûtenses que déstabilisantes. Pour rassurer les marchés qui voient ces contradictions, Washington annait di annoncer un échéancier crédible de réduction de son déficit commercial, passé d'un peu moins de 100 milpon amassant dans le même temps 780 miliards de dollars d'avoirs. Un déséquilibre qui explique largement - outre l'omniprésence du dollar dans tous les pays du monde - la dégradation progressive du bil-let vert, qui à travers des bauts et des bas, s'est dévalué depuis 1988 de 30 % par rapport au yen et de 13 % par rapport au deutschemark.

A défaut d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt par la Fed et dans l'attente d'une stratégie globale de réduction des déficits extérieurs, les autorités monétaires américaines auraient pu au moins chercher à organiser des interven-

Des interventions efficaces

Les Etats-Unis n'ont pas toujours boudé les interventions sur les marchés des changes pour faire descendre ou monter le cours du dollar lorsque celui-ci était jugé trop élevé ou an contraire trop bas-Il v a exactement dix ans, le torchon avait commencé de brûler avec un dollar à 3,47 marks et à 10,61 francs. Des parités atteintes à la fin du mois de février 1985, qui eurent des résultats tellement catastrophiques en termes d'échanges commercianx et de palements extérieurs, que la nouvelle équipe conduite par James Baker ne se fit pas prier pour souscrire sept mois plus tard l'accord de l'hôtel Plaza à New York sur le thème « le dollar doit baisser ». Ces accords du 22 septembre 1985 décidèrent des interventions concertées. Ils furent renouvelés un peu plus tard par ceux du Louvre (22 février 1987) sur le thème « le dollar a assez baissé ». Preuve que le système peut fonctionner dans les deux sens...

liards de dollars en 1992 à quelques 170 milliards l'année dernière, l'OC-DE prévoyant 187 milliards de dollars cette année. Bilan aussi inquiétant dn côté de la balance des paiements courants, qui a affiché un déficit de 154 milliards de dollars l'année dernière, soit plus du double de ce qui avait été enregistré en 1992 (68 milliards), preuve que les Etats-Unis - que ce soit les ménages, les entreprises on le secteur public - n'épargnent pas assez

par rapport aux besoins du pays. Ainsi, depuis 1982, le pays a accumulé une dette exténeure voisine de 1250 milliards de dollars, le Jations sur les marchés des changes en concertation avec les autres grandes banques centrales. De ce point de vue, l'échec de la concertation internationale est patent et l'on se demande ce que pourront bien se dire les représentants des sept grands pays industrialisés (G7) lorsqu'ils se retrouveront à Washington dans trois semaines pour la réunion du FMI.

Si l'utilité des interventions concertées sur les marchés des changes est discutée sur le long terme, notamment aux Etats-Unis, leur efficacité à court terme n'est guère douteuse. Comme elles sont

souvent gardées secrètes, on ne sait si la Fed est intervenue ces dernières semaines pour faire remonter le dollar. Mais il semble bien que dans la crise qui secoue les marchés des changes depuis trois mois, l'essentiel des efforts ait été supporté par les pays dont les mounales ne cessent de s'apprécier, et d'abord par le japon.

L'attitude des autorités américaines pose un grave problème. Car de l'évolution du dollar vis-à-vis du yen et des monnaies du SME, va dépendre l'épanouissement de la reprise économique en Europe et au Japon, ou son affadissement. L'expérience a le plus souvent montré que les Etats-Unis n'aiment pas - pour des raisons idéologiques notamment - intervenir sur les marchés des changes. Outre-Atlantique, le credo officiel a presque toujours été que le taux de change qui se forme spontanément sur le marché est le « bon prix ». Cette vision des choses, qui était clairement celle de l'administration Reagan première époque (1981-1984) et de son sous-secrétaire au Trésor. Bervi Sprinkel, monétariste pur et dur, a tout de même connu des exceptions, qui furent plutôt heureuses, comme le prouvèrent les accords dn Plazza (1985) et du Louvre

Il n'est pas certain que l'équipe qui entoure Bill Clinton soit décidée à mener une politique de dollar plus fort. Les besoins de l'économie américaine restent prioritaires, et d'abord le souci d'exporter et de ne pas casser la croissance économique. L'Europe va donc devoir d'abord compter sur elle-même. En tentant de réduire ses taux d'intérêt et ses déficits publics tout en préparant une Union monétaire dont l'existence limitera progressivement les volte-face du dollar.

Alain Vernholes

Le geste de la Bundesbank n'a pas eu d'effet durable

« JE NE PENSE PAS que notre décision puisse être en mesure de changer significativement l'évolution des devises », avait expliqué jeudi 30 mars Hans Tietmeyer en commentant la baisse des taux directeurs allemands annoncée quelques heures plus tôt. Le président de la Bundesbank ne croyait pas si bien dire, puisque le calme n'est pas du tout revenu sur le marché des changes.

Après quelques heures de répit, le billet vert est retombé brutalement. Il a atteint. vendredi 31 mars, son plus bas niveau historique de 86,10 yens face à la devise japonaise. Face à la monnaie allemande, le dollar est revenu de 1,4130 à 1,3630 mark et face au franc de 4,93 à 4,78 francs. Ce repli du billet vert a ravivé les tensions sur les devises européennes. La lire a reculé de 1200 à 1238 lires pour 1 mark. La couronne suédoise a touché vendredi après-midi un record à la baisse à 5,3875 pour 1 deutsche-

1 deutschemark, mals certains professionnels soupçonnaient la Banque de France d'être intervenue sur le marché des

LES OPÉRATEURS PRIS À CONTREPIED

De nombreux économistes avaient cru jeudi après-midi que la baisse surprise des taux directeurs allemands allait offrir un dénouement heureux à la crise que traverse le marché des changes. Le deutschemark, devenu moins rémunérateur, le dollar allait pouvoir se redresser. Ce scénario optimiste ne s'est pas vérifié. « Le plus étonnant et le plus inquiétant », observe le directeur de la saile des marchés d'une grande banque française, « c'est que le violent rebond du dollar observé immédiatement après la baisse des taux allemands a fait très mal aux opérateurs de marchés car elle les a pris à contre-

mark. Le franc français a, pour sa part, mieux résisté et a fini la semaine à 3,50 pour profité du rebond éphémère du dollar pour revendre celui-ci à des niveaux attractifs.

Les marchés financiers interprètent la baisse des taux directeurs de la Bundesbank et l'assouplissement de la politique monétaire japonaise (la Banque du Japon a fait baisser vendredi matin le tanz de l'argent au jour le jour de 2,25 % à 1,75 %) comme une réponse à l'immobilisme de la Réserve fédérale américaine (Fed), et donc, comme une preuve éclatante de l'absence de concertation entre autorités monétaires internationales. « Il manque la pièce maîtresse, c'est-àdire une hausse des taux américains », observe un économiste.

Mardi 28 mars, le conseil de la politique monétaire de la banque centrale américaine avait décidé de laisser inchangés ses taux directeurs. Aux yeux des professionnels, seule une chute de Wall Street nu du marché obligataire américain serait susceptible d'infléchir la politique monétaire de la Fed dans le

sens d'une plus grande rigueur. D'autres experts soulignent que la baisse des taux directeurs allemands rend désormais la Bondesbank moins sensible à la faiblesse du dollar. L'impact négatif que pouvait avoir la réévaluation du deutschemark sur la croissance de l'économie allemande a été largement compensé par la réduction des taux directeurs. « On pourrait presque dire que la Bundesbank a pris ses profits sur le deutschemark en assouplissant sa politique monétaire », résume Philippe Brossard, économiste au Crédit lyonnais.

Une Réserve fédérale américaine indifférente à la faiblesse du dollar, une Bundesbank devenue moins sensible à la vigueur du mark, une Banque du Japon totalement désorientée... Le marché des changes risque de connaître des séances très animées.

Les Allemands rappellent que l'UEM doit être un engagement à long terme

QUAND, EN 1979, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont fondé le système monétaire européen, la démocratie cbrérienne aliemande, alors dans l'oppositinn, avait dénoncé une « zone inflatianniste ». Elle avait tort, reconnaît maintenant Wolfgang Schäuble, président du groupe CDU-CSU au Bundestag: « La vérité, c'est que le SME a contribué à

promouvoir la stabilité en Europe.» Pour les Allemands, il ne fait aucun doute que l'Union économique et monétaire (UEM) doit concourir an même but, au-delà de la phase préparatoire actuelle. La stabilité est plus que la condition préalable à la monnaie unique, elle doit être l'objectif permanent de l'UEM après l'entrée dans la troisième phase.

Dans cette perspective, les critères de convergence définis par le traité de Maastricht sont des don-

nées durables qui ne sauraient être négligées une fois la troislème phase réalisée, en 1997 ou en 1999. Autrement dit, l'UEM est un engagement à long terme en faveur d'une politique de stabilité et de rigueur. C'est pourquoi, dans la conception allemande, il existe un lien étroit et nécessaire entre l'UEM et l'Uninn politique. Il faut d'abord un consensus sur les principes généraux que le gouverne-ment allemand définit ainsi : défense de l'éconnmie de marché, excluant toute idée de planification « à la française », réduction du rôle de l'Etat dans l'économie, donc privatisation, refus de la dévaluation compétitive et du contrôle des mouvements de capi-

Les États participant à l'UEM devront accepter one concertation régulière de leurs pulitiques écommiques - c'est le sens des programmes de convergence - et se snumettre à une surveillance étroite de leurs politiques budgétaires de la part de leurs partenaires et de la Banque centrale européenne.

RAPPELS À L'ORDRE ET AMENDES En cas de dépassement des défi-

cits autorisés, les Etats fautifs feront l'objet de rappels à l'ordre et, en cas de récidive, de sanctions, éventuellement sous forme d'amendes. Le traité de Maastricht ne prévoit pas de solidarité financière entre les membres de l'UEM. qui reviendrait à faire payer par les contribuables des pays vertueux les dépenses excessives des Etats

Dans l'hypothèse de la monnaie unique, les États seront privés d'un certain nombre d'instruments de pilotage économique dont ils discompenser des différences de compétitivité. Ils ne pourront ainsi agir ni sur les taux de change (fixes par définition à l'intérieur de la zone) ni sur les taux d'intérêt, puisque les décisions seront du ressort de la RCF

Ce qui ne veut pas dire que tous les aspects de la politique économique et financière devront être « communautarisés ». Dans la mesure où les gouvernements nationaux ne pourront plus agir sur les taux de change et les taux d'inté-rêt, disent les Allemands qui réfléchissent à l'UEM, il sera nécessaire de préserver la flexibilité pour certalnes actions, afin de tenir compte de la diversité des situations. Ainsi la politique des revenus et la politique sociale - au-de-là du seull minimum assuré par la Charte sociale européenne - resteront nationales, comme la puli-

vements nbligatoires ni les systèmes d'imposition ne devront être uniformisés, afin que chaque Etat dispose encore de moyens d'ajustement nécessaires ponr améliorer sa position concurrentielle an sein de l'Union euro-

La discipline extrêmement stricte que l'Allemagne entend « exporter » chez ses partenaires ne s'acquiert pas du jour au lende-main. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a coutume de dire, à l'adresse des Français qui se targuent des efforts de rigueur faits depuis 1983, que la crédibilité exige plus que quelques années. On comprend dans ces conditions qu'il envisage un délai « de trois ans au moins » entre le début de la troisième phase de l'UEM et l'introduction de la monnaie unique.

La croissance s'est accélérée aux Etats-Unis au 4º trimestre 1994

LE PRODUIT intérient brut (PIB) des Etats-Unis a progressé de 5,1 % en rythme annuel an quatrième trimestre 1994 par rapport au trimestre précédent. Ce nouveau bond a surpris par son ampleur. La croissance qui avait déjà été de 4% an troisième trimestre, selon les chiffres définitifs, s'est donc accelérée en fin d'année. L'indice de prix lié au PIB, le déflateur, qui est l'une des mesures de l'inflation, s'est établi à 1,3 % en rythme annuel. Sur l'ensemble de 1994, le PIB a augmenté en moyenne de 4,1 %, après 3,1 % en 1993, enregistrant ainsi sa plus forte progression depuis 1984, année où la croissance avait atteint 6,2 %.

La révision en nette hausse de la croissance au quatrième trimestre est due notamment à une augmentation des investissements en biens d'équipement (avious commerciaux) et à une amélioration de la balance commerciale, a indiqué le département du commerce.

L'économie américaine a donc continué de croître - au moins jusqu'à la fin de 1994 - à un rythme très supérieur à 2,5 % l'an, qui seion les calculs est le rythme au-delà duquel la croissance engendre des tensions inflationnistes, les capacités en équipement et en emplois étant snr-utilisées. Cependant en février dernier, les commandes industrielles considérées comme un bon baromètre de l'activité manufacturière ont baissé de 0,2 % par rapport à janvier, accusant leur premier recul depuis quatre mois.

La Forpronu, divisée en trois, reste dans l'ex-Yougoslavie

Un nouveau mandat sera défini pour les « casques bleus » de Croatie

Le mandat de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie est renouvele. Mais, en votant vendredi 31 mars les résolucependant placées sous un commandement militaire et tions 981, 982 et 983, le Conseil de sécurité a restructu-

une direction politique uniques.

NEW YORK (Nations unies) de notre carrespondante

ME REPORTED OF Profiles of the same Steen of the state of the state

Magazine de la financia del la financia de la finan

the Arts

CADO CONTRACTOR

Arriva de la companya della companya della companya de la companya de la companya della companya

AND MET THE STATE AND

BETT IN I

All facts

ARABIA ISA

gade, part to the form

THE IN

解除 は 1000 で 10

Table The Control of the Control of

PRESIDENCE -

April 150 73

\$4 \$2550

a croissance

est acceleree

ax Etats Univ

k partie !!

14 trimestre 100

The State of the S

happy deposits in

White program is the control

eri. Mar i serve e i serve e

ت بترو مارم

Mary of the second of the seco

PEW SHIP SE

WEDGE CONTRACTOR

Conscientes du danger que pourrah entrainer le départ des contingents de l'ONU de leur région, les autontés des Républiques de l'ex-Yougoslavie ont accepté le renouvellement du mandat des « casques bleus » qui a expiré à la fin du mois de mars. Le Conseil de sécurité a donc adopté vendredi 31 mars, à l'unanimité, trois résolutions qui restructurent la force des Nations unies dans le territoire de l'ex-Yougoslavie en trois opérations distinctes pour la Croatie, la Bosnie et la Macédoine. Les nouveaux mandats sont valables pour une période de huit mois allant jusqu'au 30 novembre 1995.

Malgré des appels des dirigeants bosniaques - qui veulent une force plus interventionniste -, les mandats pour la Bosnie ainsi que pour la Macédoine restent inchangés. Le mandat pour la Croatie devrait être défini sur le terrain. L'impression prévaut que les « cahiers des charges » des « casques bleus » restent difficilement applicables, mal definis, sans ressources suffisantes. « Naus savons très bien que les mandats ne sont pas taut ce que les intéressés auraient pu souhaiter, a adnils un diplomate onusien, mais le choix pour eux était entre la Grande Serbie, la guerre généralisée, ou le statu quo : tout le monde a apté pour ce demier. »

commandement et de direction politique sur l'ensemble du théatre opérationnel. Le général français Bernard Janvier et le diplomate laponais M. Yasushi Akashi assureront respectivement les directions militaire et politique des forces. Chaque opération sera aussi dotée d'un commandement milhaire ainsi que d'un représentant civil séparé. Le quartier général des forces demeure à Zagreb.

VIVES PROTESTATIONS

La force en Bosnie garde le nom actuel de la Forpronu, celle de la Macédoine sera Fordéprénu – pour Force de déploiement préventif des Nations unies. La force en Croatie, après des semaines de débat, s'intitule, malgré les vives protestations des Serbes séparatistes de la Krajina, Onurc - pour Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance. Cette force devrait être composée d'environ huit mille soldats dont mille à la frontière. Il n'a pas encore été décide si les quatre mille autres soldats Issus de l'ancien contingent de la Forpronu en Croatie seraient redéployés en Bosnie.

Le mandat de l'Onurc, selon les termes de la résolution 982, sera la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu du 29 mars 1994, l'application de l'accord économique si-

Bien que distinctes, les trois gné entre Zagreb et les Serbes de forces préservent l'unité de Knin et la surveillance des fron-

tières internationales de la Croane. Le représentant du secrétaire général, le diplomate norvégien M. Thorvald Stoltenberg, continue ses négociations pour l'applicacion du mandat avec les deux parties. Les sécessionnistes serbes de Krajina sont opposés à ce que les « casques bleus » exercent un rôle La résolution indique que les

 casques bleus * sont chargés d'« aider à contrôler [les frontières] en procédant à des abservations et en présentant des rapports » sur les mouvements de troupes et de matériels militaires. L'OTAN peut, selon la résolution, intervenir militairement « en étroite coardination avec le secrétaire général » pour défendre le personnel de l'Onurc, Les milieux milhaires à l'ONU se disaient très mal à l'aise avec un mandat qui « peut être interprété de manière différente par les belligé-

Lors des interventions au Conseil, le groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne et France) a fait l'objet de nombreuses critiques. Les Russes ont été visés pour leur soutien implicite aux Serbes; les Allemands pour leur appui inconditionnel au gouvernement croate.

Afsanė Bassir Pour

Les forces russes affirment contrôler les principales villes de Tchétchénie

Après d'intenses bombardements, Goudermès et Chali sont tombées

Trois mois et demi après le début de l'intervention militaire dans la petite République indépendantiste du

tants tchetchenes dans les villes de Goudermes et Cha-Caucase, l'armée russe affirme être finalement venue à li, transformées en champs de ruines.

MOSCOU de notre correspondante

« Navrantes, indécises, héroiques, inutiles »: c'est ainsi qu'un général russe qualifiait, il y a cent cinquante ans, les déjà longues années de guerre menees par son pays dans le Caucase du nord. Or, la connaissance de l'Histoire ne semble pas être le fort des dirigeants actuels du Kremlin, qui clament de nouveau victoire en Tchétchénie. Après la chute du palais présidentiel de Grozny en janvier, puis celle de la capitale elle-même un mois plus tard, c'est la prise des deux autres villes principales de la netite République, Goudermès ieudi 30 mars, et Chali, vendredi 31 mars, qui vient d'être annoncée par le commandement russe. Celui-ci affirme désormais « cantròler » 80 % du territoire tchétchène et annonce même « la fin de la

phase active des combats ». En réalité, les troupes russes n'ont plus mené de « cambats » en Tchétchénie depuis janvier : elles se contentent d'occuper des ruines, la où leurs bombardement d'aviation et d'artillerie ont d'abord fait place nette pour les « vainqueurs ». Dans les montagnes du sud, où les blindés ne peuvent pénétrer, des avions lächent roquettes et bombes, y compris sur des camps de réfugiés. Tous ces bombardements sont désormais occultés par

les médias russes. Les télévisions,

« privées » ou non, ne filment plus que les arrières russes et citent les seuls communiqués officiels. Ceuxci ne parlent, éventuellement, que de bombardements contre « les concentrations des forces de Daudaev » et démentent que des cibles

DES « UNITÉS D'AUTODÉFENSE »

civiles scient visées...

Mais le « contrôte » que Moscou affirme exercer en territoire « nettove west sujet à caution. Officiellement, les villages tchétchènes sont de plus en plus nombreux à passer des accords avec les forces russes, qui promettent de cesser les pilonnages s'ils forment des « unités d'autadétense » pour chasser les « cambattants » du président indépendantiste Diokhar Doudaev. En réalhé, il s'agit dans beaucoup de cas de mystifications que les Russes acceptent pour sauver la face.

Ce sonr, en effet, les combattants tchétchènes eux-mêmes qui s'inscrivent sur les listes de membres des groupes d'autodéfense remises aux autorités militaires russes. Dans un cas au moins, des villageois ont même reçu des armes des Russes pour former leur groupe. Dans un autre, l'émissaire du gouvernement installé à Grozny (théoriquement pro-russe mais formé de Tchétchènes), revenu dans son village pour dresser la liste réclamée en haut-lieu, est allé lui-même

dans les forets avoisinantes persuader les jeunes maquisards locaux de s'enroler...

Car l'armée russe, qui ne manquerait certes pas de munitions Dour raser routes les localités du pays, manque d'hommes capables d'entrer dans celles-ci (au risque de subir des pertes) et de les occuper toutes. Mais même a Grozny, comme dans les régions du nord théoriquement ·· pro-russes », les problèmes ne font que commencer. Un corps de policiers tchetchènes est certes en cours de constitution, mais les Russes, à juste titre méfiants, ne leur donnent pas d'armes. Des altercations ont déjà eu lieu entre policiers tchétchènes et forces de police spéciale russes, qui tentent de s'opposer au retour de plus en plus massif des réfugies tchétchènes à Grozny.

Un retour que Moscou a été contraint d'autoriser afin de trouver des bras pour la « recanstruction - des ruines, mais qui menace à terme sa présence armée. A moins que le Kremlin n'écoute, encore une fois, la solution préconisée par Vladimir Jirinovski, récemment promu en grade par l'armée pour services rendus à la Patrie : ne pas recontruire Grozny et en faire un champ d'exercice militaire pour

Sophie Shihab

La droite populiste favorite des élections en Suisse italienne

BERNE

de notre correspondant «Le Tessin aux Tessinois.» Comme naguère en Lombardie voisine, le populisme fait florès en Suisse italienne. La crise économique aidant, le slogan de la tigue locale devait marquer la campagne des élections du dimanche 2 avril dans le canton du Tessin.

Signe de l'exacerbation des tensions, la Ligue des Tessinols pourrait bien l'aire son entrée au gnuvernement cantonal. Créée il y a cina ans, dans le sillage des ligues d'Italie du Nord et en réaction contre les partis traditionnels, la Lega est en train de chambouler le paysage politique du Tessin.

En 1991, lors de son premier coup d'essai aux élections fédérales, elle avait d'eniblée obtenu 23 % des voix, réussissant à imposer deux conseillers nationaux (deputés) et l'un des deux conseillers aux Elats (senateurs) du canton à Berne. Depuis, ses mots d'ordre ont influence le choix des Tessinois. Les citoyens de cette région italophone se sont prononcés tour à tour contre l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), contre la création d'un corps de « casques bleus » helvétiques ou encore contre un assouplissement des naturalisa-

LE PARTI DE LA RUPTURE

En fait, la Ligue des Tessinois reflète, à sa manière, les changements intervenus dans ce canton périphérique d'3 peme 300 000 habitants. Après des années d'euphone financière et de spéculation immobilière, « la Lega, explique un sociologue, est en partie un produit d'importation d'Italie et en partie le produit de la crise ».

Les adversaires de la Lega lui reprochent d'avoir introduit en Suisse une culture politique basée sur «l'invective, l'injure et le spectack ». Se présentant comme le parti de la rupture, la Lega se distingue tant par son style que par ses formules à l'emporte-pièce. Dirigée par deux . forts en gueule », un entrepreneur marbrier de Lugano, Giuliano Bignasca, et un député. Flavio Maspoli, elle ne cache pas ses accointances idéologiques avec la droite nationaliste suisse emmenée par Chris-

toph Blocher. Pour permettre au Tessin de prendre en main son destin, la Leprésident de cette région auto-président de cette région auto-où les r nome, a comparé la nécessité de poids.

tionnaires, d'ouvrir des casinos, de baisser la TVA sur le tourisme et de restreindre le droit d'asile. Et, pour que tout soit bien clair, son affiche électorale proclame « Tourne le das au passé », avec, pour l'illustrer, les rondeurs vues de dos d'une star locale du pomo, candidate de la Ligue des Tessinols au Parlement cantonal.

La droite populiste ayant su exploiter les ressentiments d'une partie de la population, le système assurer à la Lega au moins un des cinq sièges du gouvernement.

L'Albanie demeure le pays le plus « optimiste » d'Europe de l'Est

DE TOUS les peuples de l'ancien bloc communiste, les Albanais sont sans doute ceux qui ont le plus souffert d'un système totalitaire au dogmatisme féroce et suranné. Cinq ans après la chute du mur de Berlin, il est donc peu surprenant que ce soient ces mêmes Albanais qui demourent les plus confiants en l'avenir (59 %), même si leur situation matérielle demeure l'une des plus dégra-

C'est ce qui ressort du demier « Eurobaromètre » réalisé par la Commission européenne dans dix-huit anciens pays communistes en 1994. Ce rapport, qui pourrait s'intituler « Etats d'âme et état des lieux à l'Est », présenté, vendredi 51 mars à Paris, par l'institut de marketing GfK, maitred'œuvre de l'étude, démontre toutefois que l'optigénérale, plutot morose.

Même si les réponses négatives sont en baisse par rapport aux précédentes études menées de- vanche, en Pologne et en Hongrie, les deux pion-Jean-Claude Buhrer puis 1990, 30 % des habitants des pays de l'Est et niers des réformes a l'Est, seuls 15 % des habitants

des pays baltes prévoient néanmoins une dégradation de leur situation en 1995. Cette « amélioration » s'explique en partie par le fait que les pays d'Europe centrale et orientale ont - pour la première fols - enregistré une croissance économique en 1994, à l'exception de la Bulgarle, où le taux d'insatisfaction (91 %) était le plus élevé avant les elections de décembre dernier, remportées par les socialistes (ex-communistes).

UN STRESS « ÉNORME »

Parmi les anciens pays socialistes d'Europe, deux groupes ressortent, grassa modo, de cette étude. D'un côté, l'Albanie et la Roumanie, jadis les plus pauvres et fermés, où respectivement 54 % et 40 % de la population estiment que la situation proportionnel en vigueur devralt misme des Albanais contraste avec la tendance financière va s'améliorer en 1995 et ou les partisans déclarés d'une économie de marché sont les plus nombreux (71 % et 67 %). De l'autre, en re-

attendent une amélioration de leur revenus en 1995 et moins d'un quart d'entre eux pensent que la situation de leur pays est en voie d'amélioration. Du falt même de leur avance sur leurs voisins (l'agriculture polonaise a toujours résisté à la collectivisation totale et les premières mesures de libéralisation du commerce remontent à la fin des années 60 en Hongrie), « les attentes etaient plus fortes » dans ces pays, note Rudolf Bretschnelder, le directeur autrichien de Gik.

Il n'y a qu'en Russle que tous les indicateurs sont au rouge; plus de deux tiers des Russes jugent de façon négative l'évolution du pays, l'économie de marché, la démocratisation, la situation des droits de l'homme et leur propre situation financière. De manière générale, remarque M. Bretschneider, « l'ensemble de ces sociétés subissent un stress énorme à tous les niveaux, car tout a changé en si peu de temps 🖦

Y-M. R.

Un transfert d'archives nationales suscite une polémique en Espagne

Faut-il rendre à la Catalogne les documents saisis par les franquistes ?

MADRID de notre correspandant

Plus d'un demi-siècle après la fin de la guerre civile - et pratiquement vingt ans après la mort de Franco -, cette page douloureuse de l'histoire d'Espagne provoque encore des remous.

Le passé a resurgi à propos de la mémoire des événements qui, de 1936 à 1939, ont ensanglanté le pays tout entier: les archives historiques nationales, « section guerre civile » dont le siège est à Salamanque, divisent le pays. La décision prise le 17 mars par le pouvoir socialiste d'autoriser le transfert en Catalogne des documents relatifs à cette époque et réclamés depuis quinze ans par la Généralité (gouvernement) de Barcelone a réveillé les vieux démons endormis et a provoqué la

polémique. Les cinq cent sept calsses contenant la mémoire républicaine de la Catalogne avaient été saisies par les troupes franquistes après la défaite. Pendant des années, elles permirent à la dictature de puiser les renseignements nécessaires pour instruire les procès contre les communistes, les syndicalistes, les anarchistes et les francs-maçons. Aujourd'hui, le gouvernement de Catalogne considère que le retour de ce « butin de guerre » n'est que justice réparatrice. Jordi Pulol.

récupérer cette « histaire intime de la Genéralité » au retour en Espagne du Guernica de Picasso.

C'était compter sans le sentiment national, l'irritation sous-jacente envers les exigences autonomes de Catalogne et la mise en avant de la préservation de l'unité des archives nationales présentée comme argument de fond.

la présidence, Alfredo Pérez Ru-

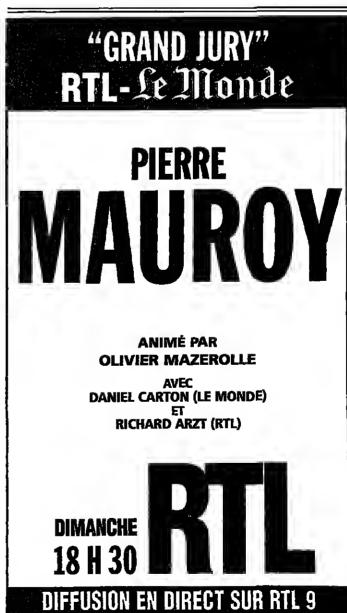
« GUIGNOL » HISPANIQUE Les déclarations du ministre de

balcaba, annonçant que le gouvernement étudierait les réclamations d'autres institutions concernant les documents entreposés sur près de 3 kilomètres d'étagères dans le collège San Ambrosio ont semé l'émoi dans la population de Salamanque. «Il ne s'agit d'aucune manière d'un canflit territorial. C'est un canflit entre deux draits: celui d'une institutian qui réclame ses archives et celui d'une ville qui veut garder ses archives historiques. Deux droits qui, setan le gouvernement, sont parfaitement canciliables », a tranché le ministre. Mais, déjà, le Pays basque en profite pour demander aussi la restitution de sa tranche d'histoire. Et, demain, pourquoi pas les Asturies ou Valence? Patrimoine national contre patrimoine régional? La querelle est servie, et elle n'est pas sans importance dans ce royaume où les nationalismes locaux ont du

« Aucun dossier ne sortira d'ici », a décidé le maire socialiste de Salamanque, Jesus Malaga. Des policiers municipaux étaient aussitôt placés devant le banment. Des registres de signatures étaient immédiatement ouverts au public, tant par l'opposition du Parti populaire (conservateur) que par la municipalité. Au total, quarante mille signatures étaient recueillies pour que la cité castillane - qui abrite l'une des plus anciennes universités d'Europe - puisse « rester l'un des lieux d'études et de recherches qui rassemble la mémaire historique récente de l'Espagne », selon les vœux du maire.

Une manifestation silencieuse a réuni, jeudi 30 mars, plusieurs milliers de personnes dans les rues de Salamanque outragée. Des intellectuels, des historiens comme Paul Preston, specialiste de Franco, et des professeurs ont pris parti pour ou contre le transfert * des archives de la répression ». Pourquoi ne pas profiter de « ces scènes grotesques du Guignal hispanique », selon l'expression utilisée par El Pais, pour créer un centre de documentation de la démocratie? Une vieille idée du ministre de la culture, Carmen Alborch, qui a tenté de calmer les esprits en garantissant qu'« aucun document ne sortirait par la farce, car la culture c'est le dialague ».

Michel Bole-Richard



La démission de trois ministres fragilise le gouvernement autrichien

LE GOUVERNEMENT DE COALITION entre les sociaux-démocrates et les conservateurs a de nouveau été affaibli par la démission, vendredi 31 mars, de trois ministres sociaux-démocrates. Cette crise est le résultat d'un bras de fer inédit en Autriche entre le gouvernement et les syndicats sur la politique de rigueur budgétaire, destinée à freiner un déficit public de plus de 50 milliards de francs en 1995. Les deux partis au pouvoir sont paralysés par des querelles internes et la coalition gouvernementale n'est plus soudée que par la crainte d'une mon-tée en puissance de la droite nationaliste de Joerg Haider. — (Corresp.)

OUZBÉKISTAN: sept opposants ont été condamnés à des peines allant jusqu'à douze ans de prison pour complot contre l'Etat par la Cour suprême d'Ouzbékistan, vendredi 31 mars, selon l'agence Interfax. Les condamnés sont tous membres du parti interdit Erk (Liberté), apposé au régime autoritaire du président Islam Karimov, dont le mandat a été prolongé jusqu'à l'an 2000 lors du référendum « sovié-

tique » du 26 mars, approuvé par 99 % des électeurs.— (AFR)

— AUTRICHE : un militant néo-nazi a été condamné à quinze ans de prison, vendredi 31 mars, par la cour d'assises de Vienne. Hansloerg Schimanek, trente et un ans, a notamment été accusé d'avoir formé un moovement paramalitaire. C'est la plus lourde peine pronancée en Autriche contre un néo-nazi. L'avocat de la défense a fait

■ IRLANDE : des représentants du gouvernement britanniques et du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, ont eu, vendredi 31 mars à Belfast, des entretiens préparatoires à des négociations officielles sur l'avenir de l'Irlande du Nord. Le Sinn Fein exige que les négociations portent sur le départ des troupes britanniques. - (Reuter)

■ GRANDE-BRETAGNE: le premier ministre, John Major, se rend dimanche 2 avril à Washington pour une visite de trois jours destinée à relancer les relations américano-britanniques, après le différend sur le dossier nord-irlandais, illustré à nouveau en mars par la visite triomphale aux Etats-Unis du chef du Sinn Fein, Genry Adams. - (AFR) ■ GRÈCE : le premier ministre, Andreas Papandreou, a demandé aux agriculteurs, vendredi 31 mars, de lever leurs barrages qui paralysent le pays depuis douze jours. Le chef du gouvernement n'a cependant fait aucune concession aux manifestants, qui protestent contre un nouveau projet de législation fiscale et réclament une hausse globale de 30 % des prix des produits agricoles. - (Reuter.)

■ SERBIE : le Serbe Dusko Tadic, poursuivi pour crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine, va pouvoir être traduit devant la justice internationale, la Chambre haute du Parlement allemand, ayant adopté, vendredi 31 mars, un texte autorisant son extradition. Il pourra ainsi être déféré devant le Tribunal international de La Haye. M. Tadic, trente-neuf ans, est soupçonné d'avoir tué au moins trente-deux personnes dans le camp d'Omarska et d'en avoir torturé soixante et une autres. - (AFP)

■ALGÉRIE: une personne a été tuée et deux autres blessées, vendredi 31 mars, dans l'explosion d'une voiture piègée à Tizi-Ouzou, en Kabylie. D'autre part, Rachida Hammadi, la journaliste de la télévision d'Etat, blessée le 20 mars dans un attentat à Alger, est décédée à Paris où elle avait été transportée. – (AFP)

■ MAROC: le référendum d'autodétermination au Sahara occidental n'aura pas lieu avant janvier 1996, au plus tôt, a annoncé, vendredi 31 mars, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Les Nations unies, qui ont déjà retardé ce scrutin à de nombreuses reprises, depuis trois ans, l'avaient en dernier lieu prévu pour le mois d'octobre 1995. - (AFP.)

■ GUINÉE: la date des élections législatives a été fixée au 11 juin prochain, a annoncé vendredi 31 mars, le ministre de l'intérieur. Ces élections seront le premières en Guinée depuis l'instauration du multipartisme en 1992. - (AFP.)

AMÉRIQUES

■ BOLIVIE : un ancien responsable de la lutte antidrogue en Bolivie, Faustino Rico Toro, a été extradé vers les Etats-Unis, vendredi 31 mars. Cet ancien colonel est accusé d'avoir facilité l'importation de 100 kilos de cocaine. Il s'agit de la première extradition de la Bolivie vers les Etats-Unis depuis trois ans. - (AFP, Reuter)

■ ÉTATS-UNIS : le sénateur républicain de Pennsylvanie, Arien Specter, a annoncé, jeudi 30 mars, sa candidature à l'élection présidentielle de 1996. Ce centriste, qui défend le droit à l'avortement, est la cinquième personnalité à briguer l'investiture du parti républicain. -

ARGENTINE: le gouvernement a publié, vendredi 31 mars, les noms de cinq cent quarante-cinq disparus sous la dictature militaire. Les associations des droits de l'homme continuent de réclamer la publication des noms des militaires et policiers impliqués dans ces assassinats. - (Carresp.)

BANGLADESH: les chefs de file des musulmans fondamentalistes ont lancé, vendredi 31 mars, un ultimatum au gouvernement pour que celui-ci prononce l'interdiction des organisations non gouvernementales (ONG), accusées de mener des activités anti-islamiques. « Naus donnons un mais au gouvernement pour interdire les ONG. Sinan, nous entrerons en guerre », a déclaré Moulana Mohluddin Khan devant quelque 2000 fondamentalistes et militants d'extrême

Le footballeur Eric Cantona n'ira pas en prison

LA COUR D'APPEL de Croydan (sud de Londres) a condamné le 31 mars le footballeur Eric Cantona à cent-vingt heures de travail cammunautaire au lieu de quinze jours de prison ferme auxquels la vedette de Manchester United avait été condamnée initialement pour avoir frappé un supporteur de Crystal Palace lors d'un match de football en janvier. Eric Cantona n'ira donc pas en prison. Le juge de la caur d'appel de Croydon a estimé que la condamnation prononcée le 23 mars par le tribunal de cette banlieue de la capitale avait été excessive par rapport à la faute commise, une agression contre un spectateur qui avait insulté Cantona lors du match apposant Crystal Palace à Manchester United. Le juge n'a pas retenu l'argument du conseiller jundique de la Cauronne selon lequel il s'agissait d'un acte hautement répréhensible. L'avocat du joueur français a souligné que son client avait été la cible de provocations de la part de Matthew Simmons qui avait déjà eu maille à partir avec la justice. La décision de la cour de Croydon a été accueillie avec soulagement par Eric Cantona. Des supporteurs de Manchester avaient fait le déplacement à Croydan pour soutenir leur Idole. A l'annonce du verdict, certains d'entre eux se sont mis à pleurer de joie, d'autres ont crié : « Le roi est libre ! », voire entonné La Marseillaise, une scène pour le moins insolite dans un monde footballistique peu réputé pour sa francophilie. Cantona devrait désormals entraîner des jeunes des banlieues défavorisées, sans doute celle du Moss Side, le quartier désaffecté de la grande métropole.

La signature d'un accord sur les droits des Indiens débloque les négociations de paix au Guatemala

La guerre civile qui dure depuis trente-quatre ans, et a fait 100 000 morts, pourrait prendre fin en août

Entamées officiellement en 1991, les négocia-tions de paix entre le gouvernement guatémai-« accord sur l'identité et les droits des peuples majoritaire dans ce pays d'Amérique centrale (50 % des dix millions d'habitants). tèque et la guérilla ont pris un nouvel élan avec indigènes » qui prévoit des réformes en profon-

MEXICO de notre carrespondant

« Le Guatemala est un pays multiethnique et multilingue » et « la discrimination ethnique sera désormais considérée camme un délit », reconnaît le document signé entre le gouvernement et les rebelles guatémaltèques. Le texte prévoit une série de modifications constitutionnelles pour favoriser la participation politique des indiens et le développement de leur culture (écoles bilingues, drolt d'utiliser leurs costumes traditionnels en toute circonstance, etc). Pour la première fois, les autorités reconnaissent danc officiellement que les Mayas existent et qu'ils ont des

A l'issue de discussions très dures, qui avaient conduit les

deux parties au bord de la rupture à plusieurs reprises et à la suspension du dialogue direct depuis octobre 1994, les représentants du gauvernement et les quatre «commandants» de l'Unian révolutionnaire nationale guatémaltèque (IJRNG) ne cachaient pas leur satisfaction, au cours de la cérémonie organisée dans les locaux du ministère mexicain des affaires étrangères.

jean Arnault, le « modérateur » désigné par les Nations unies pour rapprocher les belligérants, et les ambassadeurs des six pays «amis», chargés d'appuyer la négociation (Colombie, Espagne, Etats-Unis, Mexique, Norvège et Venezueia), étaient tout aussi optimistes, qualifiant d'« histarique » ce nouveau pas vers la paix qui, seion le calendrier établi

août prochain, si les parties parvienneot à un accord sur les points suivants : réforme agraire, « rôle de l'armée dans une société démocratique », réformes constitutionnelles et participation de l'URNG à la vie politique.

Selon M. Arnault, « cet accord

est la preuve que les deux parties sant animées par une véritable volonté politique et sant prêtes à faire preuve de souplesse » pour mettre fin à un conflit qui a fait plus de cent mille victimes depuis trente-quatre ans.

L'approche des élections, prévues pour oovembre, semble avoir contribué à ce nouvel état d'esprit dans la mesure où la guérilla, en très nette perte de vitesse depuis quelques années, a de bonnes raisons de craindre la vic-

par l'ONU, devrait être signée en toire des forces liées au général Rios Moutt (actuel président du Parlement), qui mena une lutte d'une violence inouie contre les insurgés au début des années 80. Ce dernier, camme tous les autres dirigeants des partis représentés au Parlement, s'est cependant engagé à respecter les engagements pris par gouvernement actuel.

L'URNG peut espérer obtenir davantage de coocessions du président actuel, Ramiro de Leon, qui a contribué à réduire les violations des droits de l'homme au Guatemala, où la situation sur ce plan reste maigré tout préoccupante, comme l'indique le premier rapport de la Mission des Nations unies (Minugua).

Bertrand de la Grange

M. Clinton remercie les « guerriers de la démocratie » en Haïti

Les « casques bleus » ont pris la relève des Américains jusqu'en février 1996

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial La population de Port-au-Prince a accueilli le président américain Bill Clinton et le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avec chaleur et curiosité, mais sans l'enthousiasme des grands jours. Les deux hommes ont assisté, vendredi 31 mars, au palais national à la cérémonie de passation des pouvoirs entre la force multinationale, dominée par les Américains, et les «casques bleus » des Nations unies (6 000 soldats, dont 2 400 Américains et 900 policiers).

M. Clinton a remercié les GI, qualifiés de « guerriers de la démocratie », pour avoir accompli « une mission difficile et exigeante dont certains disaient qu'elle ne pouvoit être menée à bien ». S'adressant à la foule massée devant le palais, le président Clinton s'est félicité du succès de l'opération « Soutien à la démocratie », qui a permis de rétablir le président Jean-Bertrand Aristide dans ses fonctions mait une vaste banderole au-dessus de la foule. De-

Bill Clinton a demandé aux Haitiens de pas gaspiller la nouvelle chance qui leur est offerte. « L'espoir fuit vivre », s'est-il exclamé en français. « Kimbé ferme, pas largué » (Tenez bon, ne lâchez pas), a-t-il dit en créole. Après avoir longuement remercié les Etats-Unis et la communauté internationale, le président Aristide a souhaité que les grands problèmes de l'heure, l'insécurité et la vie chère, soient rapidement résolus. Le secrétaire général de l'ONU a pour sa part présenté Haiti comme un exemple de « la coopération réussie entre les Nations unies et les Etats-Unis > M. Boutros-Ghali a ajouté que la communauté internationale « aidera le gouvernement haitien à assurer la sécurité des prochaines élections » (législatives et municipales prévues en juin et présidentielle en décembre).

* Mister Clinton, le peuple a encore faim », procla-

vant les grilles du palais, des groupes de jeunes réclamaient à grands cris la prolongation du mandat du président Aristide. Le président Clinton a promis la réfection de 1 100 kilomètres de routes et l'envoi de volontaires du Peace Corps pour planter des arbres. Mais la grande masse de la population voudrait voir baisser le prix du riz, du sucre et de l'huile.

Le gouvernement du président Aristide doit enfin affronter une affaire embarrassante après la mise en cause par la presse américaine du ministre de l'intérieur, Mondésir Beaubrun, dans l'assassinat de l'avocate Mireille Durocher-Bertin, une opposante bien comme. « Une enquête est en cours. Je tiens à souligner que des qu'il a été informé de cet attentat, le président Aristide o demandé notre aide », a dit M. Cimton.

Jean-Michel Caroit

Aggravation de la tension à la frontière israélo-libanaise

JÉRUSALEM

de notre correspondant La guerre d'usure qui oppose Israel et les combattants chiltes du d'artillerie lourde out été acheminés Hezbollah dans le sud du Liban s'est brusquement aggravée, vendredi 31 mars, après l'exécutioo d'un haut digultaire du « Parti de Dieu » par un commando héliporté

Pour la première fois depuis des mois, plusieurs salves de roquettes katiouchas, tirées par le Hezbollah. sont tombées sur l'extrême nord

d'Israel, tuant un jeune civil et en blessant neuf autres. D'importants renforts, des chars et des pièces par l'armée israélieune dans la zone qu'elle occupe au Liban depuis 1985. Les 35 000 habitants israéliens de Nahadah et d'autres localités du nord-ouest ont passé la muit de vendredi à samedi dans les abris. Le chef de l'état-major, le général Amnon Shahak, a déclaré qu'il « espérait sans pouvoir le promettre » que cette attaque serait « la dernière ».

Selon la télévision israélienne, c'est à l'aube de vendredi, à la suite d'un accrochage avec des combattants du Hezbollah dans le sud du Liban, accrochage qui avait entraîné la mort d'un sergent israélien, que le premier ministre, Itzhak Rabin, « a donné l'ordre de faire abattre Rouda Yassine », un chef local du Hezbollah que les services de renseignement avaient répéré depuis quelque temps. Non loin du port de Tyr, la Mercedes de ce demier a été atteinte « de plein fouet » par deux missiles air-sol tirés par un hélicoptère d'assaut, a rapporté un ministre israélien

Agé de quarante-huit ans, Rouda Yassine, alias Abou Ali pour les combattants de la région, était responsable de la résistance anti-israélieune dans la région de Nabatyeh, et présenté en Israel comme « l'un des dix grands chefs terroristes du Hezbollah ». En 1991, un raid similaire avait mis fin à la carrière de Cheikh Abbas Moussaoui, secré-

taire général du « Parti de Dieu». Interrogé vendredi après-midi sur le point de savoir si le raid du matin était vraiment une bonne idée - ce n'est qu'en début de soirée que les roquettes du Hezbollah ont commencé à tomber sur la Galilée -, M. Rabin a répliqué: « Notre message aux terroristes est le suivant : ne pensez pas une seconde que nous alions attendre votre attaque pour riposter. » Vingt soldats israéliens ont été tués au sud du Liban en 1994 et quatre depuis le début de cette année. Les morts du Hezboliab se comptent par dizaines.

La Tanzanie ferme ses portes devant le flot des réfugiés du Burundi frontière est fermée ? Qu'allons-nous

GASHOHO (nord du Burundi)

de notre envoyé spécial Les réfuglés ont submergé le village. Ils arrivent de plusieurs camps avec un seul but : la Tanzanie. Ce vendredi 31 mars, à la mi-journée, le persannel du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) est débordé. Debout sur le capot de sa voiture, le responsable du HCR harangue la foule et tente d'endieuer le flot des fuyards. « La frontière tanzanienne vient d'être fermée pour des raisons de securité », hurle-t-il au côté du chef du camp de Magara qui traduit en kinyarwanda, « Retournez dans les camps! Là, nous pouvons assurer votre protection. »

Un réfugié l'interpelle: « Vous savez pourquai naus partons? Parce qu'on a peur. Vous n'avez pas une autre terre d'asile ? » En fin d'aprèsmidi, le HCR semble avoir réussi à figer ce lang cartège de désespoir : 40 000 personnes qui encambrent les deux côtés de la route sur une quinzaine de kilomètres. C'est une interminable colonne de miséreux poussés par la peur. Les adultes, comme les enfants en âge de porter quelque chose, avancent surchargés de ballats, d'ustensiles, de petits meubles. Ils marchent, pour la plupart, sans chaussures. Les plus petits ont des chiffons noués aux pieds. Il y a très peu de bicyclettes et encore mains de véhicules. Tous ant emporté les précieuses bâches en plastíque distribuées par le HCR. «La

faire? > Benoît Nahimana, professeur dans le secondaire, s'est assis au bord de la route avec son épouse et sa petite fille. Chassé de son village natal par la guerre, il s'est réfugié à Cyangugu, dans la « zone bumanitaire sûre » défendue par les soldats français en juillet et août 1994. Deux mois après leur départ, il a quitté le Rwanda parce qu'il voyait trop de gens disparaître autour de lui, des paysans comme des intellectuels. Il a échoué dans le nord du Burundi, hébergé par des amis pendant trois mois, puis les autorités locales l'ont chassé pour l'envoyer dans un camp, celui de Magara. Après plusieurs jours d'hésitation, il est parti jeudi matin, bouclant sa valise une nouvelle fois, avec pour « objectif : la

frontière » parce que la situation devenait « insoutenable ». Les réfugiés butus rwandais ne se sentent pas en sécurité au Burundi où Parmée est (comme au Rwanda) issue de la minorité tutsie (15 % de la population contre 85 % pour les Hutus). Ils sont 200 000 dans le nord du Burundi et le risque d'un exode massif vers la Tanzanie n'est pas encore écarté car le HCR n'a pas les moyens de les protéges. « Il y a des soldats qui gardent les camps, remarque quelqu'un, mais pourtant ces camps sont attaqués. Comment ? » Un officier burundais explique: « Il y a beaucoup d'anciens miliciens responsables de massacres dans les camps qui

contrôlent cette population. » Ce militaire laisse entendre que ces genslà auraient incité les autres à fuir

vers la Tanzanie. Mais ses propos sont contredits par le dirigeant d'une organisation humanitaire qui tient à garder l'anonymat: « Contrairement au Zaire, il y a eu, dans les camps au Burundi, une sorte d'autosélection des réfugiés ; ceux qui ont trempé dans les tueries n'asent pas chercher asile ici où ils risquent d'être rapidement arrêtés. C'est avant tout la peur qui a jeté les gens sur la route. *

Jean Hélène

■ RWANDA : le CICR a officiellement protesté contre la situation dans les prisons, vendredi 31 mars, en lançant depuis Genève « un appei solennel * au gouvernement rwandais et à la communauté internationale, afin d'abtenir l'améliaration des conditions de détention et « le rétablissement d'un Etat de droit et d'un système judiciaire capable de fonctionner ». Rompant avec sa politique habituelle de réserve, le CICR a dénoncé le taux de mortalité élevé, le surpeuplement « inhumain », la propagation des maladies, et l'accroissement constant du nombre de détenus, au rythme de 1 500 par semaine. Le CICR visité 30 000 prisonniers dans 135 lieux d'internement et leur a apporté des secours d'urgence. - (Corresp.)

ARRANGEMENT « CADUC »

Par l'intermédiaire des Améncains, un « arrangement » avait été conclu en juillet 1993 : les belligérants devalent s'abstenir de bombarder les zones de populations civiles de part et d'autre de la « zone de sécurité » occupée par les Israéliens dans le sud du Liban. Bien que plusieurs fois violé, aussi bien par Israël que par le Hezboilah, ce modus videndi a permis d'épargner de nombreuses vies, mais il semble désormais sur le point d'être abandonné. Vendredi soir à Beyrouth, un responsable du Hezbollah a déclaré que « l'arrangement » était dé-sonnais caduc. Garanti par la Syrie, il avait été imposé par Israel aussitôt après une vaste opération de bombardements aériens sur tout le Sud libanais. Cent trente Libanais, en majarité des civils, avalent été tués et près de trois cent mille habitants contraints de fuir vers le nord pour se mettre à l'abri. Vendredi soir. M. Ben Eliezer avouait ne pas savoir si son pays envisageait une nouvelle opération d'envergure.

Patrice Claude

INTERNATIONAL

م جونت ج S. 18 100

·** 2. - 2 2 (12 4.76. 1 .

Section 1985 Garage Control Symple Committee

7 - Fire 12 ا جار دانگ 1.20

transportaient quarante boites de carton rem-

de notre correspondant L'agression dont a été victime, le 30 mars, le chef de la police nationale, M. Takagi Kunimatsu, accentue un sentiment d'inquietude latente dans la société japonaise. Cet attentat dont, pour l'instant, l'auteur et les motifs restent inconnus, place brutalement les Japonais devant des questions qu'ils avaient mal perques.

La sécurité qui prévalait jusqu'à récemment dans ce pays n'a-t-elle pas conduit les autorités à sous-estimer des symptômes préoccupants d'évolution sociale? Le Japon ne paie-t-il pas le prix d'une trop grande assurance dans sa stabilité qui s'est traduite par un laxisme en matière de prévention des atteintes à l'ordre public ? La police, qui a joui de la confiance et de la coopération de la population, ne paraît plus, depuis un ou deux ans au moins, à la hauteur de sa réputation d'efficacité : une vingtaine de cas d'agressions dont ont été victimes des hommes d'affaires n'ont pas été résolus. D'une manière générale, on note une diminution des cas de succès des enquêtes de la police par rapport au passé.

La loi antigang de 1992 a, en outre, rompu un équilibre entre la société et les hors-la-loi. Jusqu'alors, il existait de grands syndicats du crime, organisations parasitaires commettant des délits et se livrant à des activités illicites mais qui, par une sorte d'accord tacite, ne dépassaient pas un certain seuil de tolérance et en général ne s'attaqualent pas aux citoyens ordinaires.

La loi antigang, rendue nécessaire par la pénétration alarmante de la pègre dans les activités économiques légales à la faveur de la fièvre spéculative de la fin des années 80, a eu deux cifets pervers : rompre les contacts des policiers avec le « milieu » et contribuer, en contraignant les grandes

Après les récents attentats, les Japonais s'interrogent sur l'efficacité de leur police

Les autorités sont prises de court par de nouvelles formes de criminalité

La police japonaise a arrêté, vendredi 31 mars, deux membres de la secte Aum Shinri-kyo qui

plies de produits chimiques, dont du sodium. Par ailleurs, un homme a été interpellé, samedi immobilisé quelques instants à un feu rouge 1º avril, alors qu'il frappait à la vitre du véhicule

bandes de truands à rentrer la tête, à faire émerger une petite criminalité non contrôlée. Dans les quartiers chauds de Tokyo ou d'Osaka est ainsi apparue une criminalité étrangère (essentiellement chinoise) dont les réseaux échappent largement à la police.

MOYENS RENFORCÉS Les moyens repressits dont dispose la police ont été renforcés mais sont-ils suffisants pour faire face aux probièmes actuels, s'interroge le libéral quotidien Asahi? Assurément, la police est bien informée des agissements des groupes extrémistes, de gauche comme de droite, ou de ceux d'organisations surveillées en vertu de critères datant de la guerre froide (communistes et nord-coréens). Mais est-ce de là désormais que peuvent venir des troubles? La police parait beaucoup plus démunie pour faire face à nouveaux groupes potentiellement dangereux, tels que des sectes.

Les découvertes faites dans les locaux de la secte Aum Shinri-kyo (qui a nié toute implication dans l'attentat du métro ou l'agression contre M. Kunimatsu) incitent à s'interroger : comment la police a-t-elle pu ignorer que cette secte détenait des substances potentiellement aussi dangereuses? Pourquoi n'a-t-elle pas enquêté plus à fond sur des cas mystérieux d'enlèvement et de séquestration ainsi que sur l'agression au gaz dans la ville de Matsumoto qui fit sept morts en juin 1994? Les réticences de la police à agir, conséquence d'un respect excessif de la liberté de religion (Le Monde du 31 mars), relève dans le cas présent du coupable laxisme. « Le Jopon ne doit pas devenir une société résignée qui accepte l'inefficacité de sa police » écrit

Tokyo annonce un programme limité de déréglementation

1 091 produits et 11 secteurs sont concernés

de notre correspondant article de foi par les • réformistes » arrivés au pouvoir à la suite de la perte de la majorité par les libéraux démocrates, le programme de déréglementation destiné à ouvrir davantage le marché japonais aux produits étrangers, rendu public le 31 mars par le premier ministre Murayama, est loin de satisfaire les partenaires du Japon, à commencer par les Etats-

Le programme, qui porte sur les cinq prochaines années, concerne 1 O91 produits et11 secteurs industriels (tels que la distribution et les télécommunications). Il entre en vigueur le 1ª avril, qui marque le début de l'année fiscale 1995. Bien qu'il comporte des échéances pour certains domaines, la plupart des me-

sures doivent être l'objet de négociations ultérieures avant leur mise en Annoncé il y a deux ans comme un application. Les trois quarts de cellesci sont néanmoins supposées entrer en vigueur au cours des deux prochaines années.

> Sur le millier de mesures annoncés, 724 sont nouvelles. Les autres ont déjà été en application. Certaines sont supposées répondre aux demandes des partenaires du Japon (64 de la part des Américains et 46 des Européens). On relève parmi ces mesures le souci d'harmoniser les normes pour les produits industriels et agricoles en tonction des critères internationaux. Les sociétés étrangères de conseil en investissements pourront d'autre part entrer sur le marché des fonds de pension publics.

> La question de la levée des restrictions sur les holdings, imposées par l'occupant américain en 1947 dans le cadre de sa politique d'abolition des conglomérats (zaibatsu), a été, en revanche, laissée en suspens en dépit des pressions des milieux d'affaires. De même, aucun progrès n'a été fait en ce qui concerne la réforme de la loi sur les grandes surfaces demandée par les gros détaillants et les Etats-Unis, sinon l'annonce d'une échéance (1999) pour une éventuelle révision. Aucune réforme n'a été introduite non plus en ce qui concerne le système de soutien des prix des produits agricoles, dont le coût retombe sur le consommateur.

Le quotidien Nihon Keizai, qui reflète les vues des milieux d'affaires est particulièrement violent dans la critique de ce programme qui à ses yeux comporte « très peu de nouveoutés » et « illustre l'obsence de prise de conscience de l'urgence de restructurer l'économie notionale ».



Le Conseil permanent de la francophonie est « renforcé »

À L'OCCASION du vingt-septième anniversaire de la création de l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique (ACCT, Le Monde du 19-20 mars), s'est tenue à Paris, jeudi 30 mars, une « conférence ministén'elle » des pays appartenant à la francophonie, La principale décision prise au cours de cette réunion a été de conférer au président du Conseil permanent de la francophonie (CPF) - poste actuellement occupé par l'ancien chef de l'Etat béninois, Emile Derlin Zinsou - une « autorité politique sur les organes du mouvement de la francophonie et de foire de lui la voix officielle de lo communauté francophone ». Jusqu'à présent, le président du CPF était seulement chargé de veiller à la préparation des sommets de chefs d'Etat ou de gouvernement.

lacques Toubon s'est félicité, lors d'une conférence de presse, vendredi 31 mars, de ce « renforcement politique » de la francophonie, voulu de longue date par Paris mais que répugnait à accepter l'autre principal commanditaire Philippe Pons de l'ACCT, le Canada, dont un ressortissant, l'ancien jour-

naliste Jean-Louis Roy, est actuellement secrétaire général de l'Agence. Ottawa aurait préféré que fut attribué un rôle politique au secrétaire général de l'ACCT tandis que le ministre français de la culture et de la francophonie penchait plutôt en faveur de la création d'un « secretariat général permanent de lo francophonie » jouant un rôle essentiellement politique. On est finalement parvenu à un « compromis institutionnel », qui, d'après Jacques Toubon, sera « approfondi » au sommet des parlaot-français prévu à Cotonou (Bénin) début décembre,

Parmi les idées prêtées à M. Toubon pour l'avenir en matière de francophonie figure la création d'une unité armée spéciale chargée d'intervenir lors des conflits entre pays francophones ou à l'intérieur de ces pays, comme en ce moment au Burundi. Le ministre est également désireux d'élargir encore le cercle francophone, déjà passé en un quart de siècle de vingt à près de cinquante membres.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



On croit rêver. On achète un Cabriolet Renault 19 Aria, peinture métallisée nacrée bleu méthyl, jantes en alliage léger. On allume l'autoradio 4x6 W avec commande satellite sous le volant. On se prépare à savourer la motorisation 1.8i. On abaisse la capote bleu marine pour laisser entrer le soleil... Et là, on réalise que

tionnelle, on s'est offert une série spéciale Aria à 104 900 F*. Rien à faire, il n'y a pas l'ombre d'un courant d'air dans nos finances. 'Offre promotionnelle valable jusqu'au 30/04/95, réservée aux particuliers et non cumulable avec les autres offres promotionnelles en vigueur. A.M. 95. DIAC votre linance-

ment. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

l'on n'est même pas à découvert. Bénéficiant d'une chance excep-



pourvoi en cassation, mais reste dans l'impossibilité de briguer de nouveaux mandats. • LA DÉ-CHÉANCE de ses mandats actuels (député et conseiller général des

Bouches-du-Rhône, député européen) peut désormals être engagée par la chancellerie ou par le bureau de l'Assemblée nationale, via le Conseil constitutionnel.

LA DETTE

de M. Tapie et de ses sociétés – envers le Crédit lyonnais et le Trésor, pour l'essentiel – est estimée par la cour d'appel à plus de 1,5 milliard de

philippe sext prend date après de lacques

La cour d'appel de Paris bloque la carrière politique de Bernard Tapie

La chancellerie hésite à engager la procédure de déchéance du député des Bouches-du-Rhône tant que ses voies de recours ne sont pas épuisées. Son inéligibilité à de nouveaux mandats semble, en revanche, acquise

LES JURISTES n'ont pas fini de se pencher sur le cas Tapie. La décision rendue, vendredi 31 mars par la 3º chambre de la cour d'appel de Paris, si elle constate sans ambiguité la déconfiture de ce que l'on n'ose plus guète appeler le «groupe Taple», n'en ouvre pas moins un nouveau débat : député des Bouches-du-Rhône, conseiller général du même département et député européen, Bernard Tapie doit-il ou non être d'ores et déjà déchu de tous ses mandats aux termes de l'arrêt de la cour d'appel, et ce sans attendre l'épuisement de toutes les voies de recours possibles ? Moins de deux heures après le prononcé de cette décision, l'intéressé a annoncé qu'il entendait saisir la Cour de cassation afin d'en obtenir l'invalidation, estimant que, dès lors, « il n'y a pas péril, tant sur le plan commercial que sur le plan électoral ».

En confirmant la mise en liquidation personnelle de l'ancien président de l'OM, prononcée par le tribunal de commerce de Paris le 14 décembre (Le Monde du 16 décembre 1994), les magistrats out confirmé aussi son «incapocité d'exercer une jonctian publique élective » pour une durée de cinq ans, puisque telle est la lettre de la loi du 25 janvier 1985 sur les entrela cour d'appel indique que « l'inéligibilité prévue par ce texte (...) s'apique de plein droit, sans que le juga oit à la prononcer ». Aux termes de cette décision, M. Tapie ne peut donc plus briguer aucun nouveau mandat, à commmencer par celui de maire de Marseille. Reste la question des mandats en

cours, d'autant plus capitale pour M. Tapie que la politique est devenue son unique moyen de subsistance, pour ne pas dire d'existence. Qualifiée de « camplexe » par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, cette équation a requis les compétences des les experts de la chancellerie et de Matignon : la direction des affaires civiles du ministère de la justice et le secrétariat général du gouvernement, qui fait office de « conseiller juridique du premier ministre », ont été sollicités depuis plusieurs semaines, sans être apparemment parvenus à une position tranchée. « Incapable » d'exercer ses mandats, M. Taple

s'en trouve virtuellement déchu. Encore faut-il, pour qu'elle soit effective, que cette déchéance soit constatée par le Conseil constitutionnel, puis que celui-ci en avise les différentes assemblées dont est membre l'élu désigné. Dans ce domaine, l'initiative de transmettre le dossier au Conseil constitutionnel prises en difficulté. Dans son arrêt, appartient à la chancellerie ou au



bureau de l'Assemblée nationale. Or, les députés sont restés bien silencieux sur la conduite à tenir à l'égard de leur collègue des Bouches-du-Rhône. La chancellerie, elle, falsait savoir vendredi soir qu'aucune décision o'est à attendre avant plusieurs jours.

Sans doute peu optimiste sur le contenu de la décision de la cour d'appel, M. Tapie avait préventive-

ment écrit à M. Balladur, le 14 mars. pour lui demander « que soit sursis à l'engagement de toute procédure tendant à faire constater son inéligibilité, tant qu'il n'aura pas été statué définitivement sur son cas par les juridictions saisies ». Ce faisant, le député eotretenait une confusion cotre inéligibilité et déchéance, c'est-à-dire entre mandats actuels et mandats éventuels... Or il semble

aller de soi, après l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, que M. Ta-ple ne pourra pas se présenter à la moindre élection à venir, en dépit du pourvoi en cassation qu'il

compte former. Cette interprétation semble nettement prévaloir à la chancellerie comme à Matignon et comme chez M. Tapie hii-même, puisque celuicl, interrogé vendredi soir sur France 3, a déjà confié que s'il o'avait pas « la certitude de pouvoir exercer la fonction une fois élu », il renoncerait à présenter sa candidature à la mairie de Marseille.

EVITER L'« ACHARNEMENT »

Seule se pose encore, dooc, la question de la déchéance. M. Tapie ayant, pour sa défense, fait valoir qu'en matière pénale, « oucune condomnation ne peut entraîner la déchéance automatique des droits civiques », la cour d'appel a donné, dans son arrêt, une réponse en forme de leçon de droit, en précisant qu' « une mesure de liquidation judiciaire [n'a] pas, à l'évidence, la nature d'une sonction pénole ». Pour autant, les juristes de la chancellerie n'excluent pas d'appliquer au dépoté-homme d'affaires la même pratique qu'en matière pénale, sur la base de l'examen de quatre précédents - des conseillers municipaux et généraux déchus de

leurs mandats après épuisement des voies de recours. Une exception pourrait ainsi être consentie au principe de l'exécution provisoire des décisions de justice en matière commerciale, tant il est vrai que lorsqu'il s'agit du « cas Tapie », la chancellerie ne cache pas avoir le souci de ne pas donner l'impression d'un « achamement ».

Ainsi M. Tapie pouvait-il, vendredi soir, quelques heures après la publication d'une décision de justice dont les attendus sont accablants sur la situation financière de son groupe (lire ci-dessous), contiquer à parier sur son propre avenir. Sans avoir peut-être mesuré ce risque supplémentaire : au terme du processus judiciaire, si la Cour de cassation devait à soo tour confirmer sa liquidation judiciaire personnelle, le député-homme d'affaires serait définitivement considéré comme déchu de ses mandats... à compter du 14 décembre 1994, date à laquelle la décisioo initiale fut rendue par le tribunal de commerce. Ayant entre-temps percu les indemnités liées à l'exercice de ces mandats, il pourrait alors être conduit à en rembourser le montant, ajoutant ainsi une nouvelle dette aux précé-

Hervé Gattexno

Jacques Mellick, héros du mensonge

de notre envoyé spécial A Béthune, les soirs de haine, les braillards sortent de l'ombre. Peu importe qu'ils soient tout au plus une cinquantaine, minoritaires dans une cité plutôt calme : l'essentiel est qu'ils aient de la voix et du vocabulaire, manière de faire bonne mesure sous l'œll gourmand des caméras. Vendredi 31 mars, à l'heure de l'apéro du soir, ils étaient là, massés devant le palais de justice comme autant de corbeaux à l'entrée du champ. Ils guettaient la sortie de Jacques Mellick, leur maire, « Monsieur le moire », jugé sur ses terres pour subomation de témoin à l'encontre de son ancienne attachée parlementaire, Corinne Krajewski, dans le cadre de l'affaire VA-OM (Le Monde daté 19-

Au terme d'une audience de six heures, c'est justement cette jeune femme qui descendit la première les marches du palais. La clique des forts en gueule se mit à beugler vengeance : « Connasse I Connasse I », puis, après ses premières larmes, « Salope ! Salape ! ». Comme elle était ralentie par les photographes, il était temps de lancer l'offensive finale. Un retraité : « Tu n'es même pos une socialiste ! » Un moustachu en survêtement : « Pétasse, tu es la honte de Béthune I » Une jeune maman, un enfant dans les bras : « Va te faire foutre ! »

Descendit alors Jacques Mellick, seigneur en son fief, buste droit et regard fier. Ses fidèles acclamaient leur héros du mensonge : « Mellick! Mellick! », accélérant sa chute en donnant à cette sortie des allures pathétiques, entre fin de règne et fin de ripaille ? Il est vral que la ville savait à quoi s'en tenir : une heure ! autre image de sa personne. Il faliait avoir vé-

plus tôt, le procureur de la République, Christian Roussel, avalt requis contre lui une « longue peine » de prison avec sursis (le maximum prévu par la loi en matière de subornation de témoin étant de cinq ans) et, surtout,

l'inéligibilité pour une période de deux ans. Béthune risque donc de perdre son maire, coupable d'avoir voulu servir d'alibi à Bernard Taple. Le tribunal, dont le jugement sera rendu le 14 avril, devra dire si, à l'approche de sa déposition à Valenciennes, Jacques Mellick a exercé des pressions sur Corinne Krajewski, également citée comme témoin dans le dossier VA-OM. Il lui aurait en effet demandé de persister dans le mensonge en affirmant qu'elle se trouvait bien avec lui à Paris, le 17 juin 1993, chez M. Tapie. Il aurait aussi évoqué le travail de son époux à la mairie de 8éthune et insisté sur le fait que, en cas de témoignage contraire au sien, elle porterait la responsabilité de la défaite des socialistes aux prochaines élections.

JE N'AI NI TUÉ NI VOLÉ NI TRICHÉ »

Si le député (PS) du Pas-de-Calais admet avoir fourni un faux témoignage à la justice en prétendant qu'il était avec M. Tapie le 17 juin 1993, s'il reconnaît avoir rencontré son ancienne collaboratrice à deux reprises le 16 mars, veille de leurs dépositions, il nie avoir cherché à l'influencer. Mais il partait, devant le tribunal de sa ville, avec un tel retard de crédibilité, qu'il a dû adopter un profil bas. Oublié, donc, le Mellick « révolutionnaire ». C'est un maire, le leur, que les magistrats ont découvert. Un élu penaud, soucieux de donner une

cu la folle matinée valenciennoise du 17 mars pour prendre la mesure du changement de ton et d'attitude.

Dans une salle d'audience à la sonorisation défectueuse, des employés ou des anciens employés de la mairie vinrent s'exprimer en faveur de M. Mellick, contre la thèse soutenue par Mr Krajewski. M Dupond-Moretti, avocat de la jeune femme après avoir été celui de Jacques Glassmann, le joueur grâce auquel l'affaire VA-OM a été révélée, put ironiser sur « l'équipe très soudée » de la mairie.

M. Mellick, deux fois, dix fois, a répété qu'il ploi », thème sensible dans cette région de chômage, qu'il avait «toujours protégé» ses collaborateurs, qualité appréciée sur ces terres solidaires. « Je n'ai ni volé, ni tué, ni triché », martela-t-il enfin; ce qui n'a pas empêché le procureur Roussel de rejeter l'explication du mensonge initial (M. Mellick prétendait qu'il avait voulu aider M. Tapie pour sauver l'entreprise Testut, implantée à Béthune).

Le simple examen des faits le plaçait en réalité dans une position périlleuse. En rappelant le « contexte » d'une affaire qu'il avait luimême vécue en tant qu'avocat de Jacques Glassmann, Me Dupond-Moretti livra d'ailleurs au tribunal une tout autre image de ce volet béthunois du scandale VA-OM. Pareille mise au point paraissalt effectivement judi-Valenciennes et Béthune, où régnait une forme de « loi du silence ». Sauf pour les braillards, bien sûr.

Philippe Broussard

Plus de 1553 770 000 francs de passif

EN CONFIRMANT la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie, la cour d'appel de Paris a prononce le plus sévère des réquisitoires contre la gestion du député et homme d'affaires. Les cinq antes du 31 mars tirent un trait sur son aventure financière, au terme de laquelle les magistrats chiffrent le « passif global connu » à 1553 773 277,72 francs au moins, « sous réserve des déclarations de créances à venir ». Alusi établissent-ils l'« incapacité [de M. Tapie] à faire face à ce passif

global ». De fait, les magistrats relèvent que « l'ensemble des actifs immabiliers et mobiliers, tant des sociétés concernées que des époux Tapie, pourrait difficilement être réalisé pour plus de 500 millions de francs, soit le tiers du passif à apurer ». Au passage, ils signalent que M. Tapie «fait état d'un patrimoine personnel, notamment mobilier, qui aurait été évalué jusqu'à 400 millions de francs et qu'il mentionne, selon ses diverses conclusions, pour 150 millions ou pour au moins 200 millions, olors que sa valeur d'ocquisition se-

La Financière et Immobilière Bernard Tapie (FIBT), propriétaire de son hôtel particulier parisien et du Phocéa, présenterait un passif d'environ 387 millions de francs;

la société Bernard Taple Gestion (BT Gestion), petite structure de conseil en entreprises, affiche une dette de 24 millions de francs; la société Groupe Bernard Taple (GBT), qui contrôle les derniers actifs industriels - Testut, Terraillon, La Vie claire - via le holding Bernard Tapie Finance (BTF), preseme un solde débiteur de plus de 690 millions de francs.

*LOGIQUE LIQUIDATIVE >

De cette jungle de sigles et de dettes, les magistrats de la cour d'appel ont extrait quelques certitudes, fondées sur les constatations des liquidateurs désignés par le tribunal de commerce. Les plans de redressement proposés par le député et homme d'affaires sont à ce point considérés comme peu crédibles que les magistrats évoquent, à propos de la déconfiture de GBT, la « logique liquidative » de M. Tapie. La cour note tootefois que la liquidation de cette dernière société « ne peut en aucune manière compromettre les chances de redressement de BTF » - c'est-à-dire des eotreprises industrielles avec leurs salariés -, mais c'est pour mieux répondre à un argument de M. Tapie : le tribunal de commerce ayant reconnu à BTF une chance de se redresser. le député et bomme d'affaires invoquait « l'imbrication » de ses différentes sociétés pour accorder cette chance à l'ensemble de son groupe, donc à lui-même.

Aux termes de la décision du 31 mars, qui entérine la liquidation judiciaire de FIBT, GBT et BT Gestioo, M. Tapie se trouve, en sa qualité d'associé desdites sociétés, entraîné dans leur chute et à soo tour en liquidation judiciaire. En revanche, la responsabilité de M. et M™ Taple en taot que « commercants » - en l'occurrence marchands de biens, au travers de leurs sociétés patrimoniales -, visée le 14 décembre par le tribunal de commerce pour les placer une seconde fois en liquidation, a été

Dès vendredi soir, M. Taple s'est employé à convertir ce petit succès de forme en victoire, déclarant qu'il n'était plus victime que d'un « effet mécanique » et qu'il suffi-rait de redresser ses sociétés pour que cet effet soit annulé. On l'aura compris, les conclusions de la cour d'appel de Paris ne sont pas aussi

H. G.

cleuse tant le décalage semblait flagrant entre rait de 52 millions environ »...

COLLÈGES

LYCEES

« La qualité partout pour tous! Avec des horaires et diplômes nationaux. >>

SMES/FSU

M. Hory retire sa candidature à l'élection présidentielle

l'annonce de la coofirmation de la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie par la cour d'appel de Paris, de celle du retrait de la candidature à l'élection présidentielle de Jean-François Hory. Le rideau est tombé en même temps, vendredi 31 mars, sur le tandem victorieux des élections européennes.

Dans un communiqué rendu public en milieu d'après-m/di, M. Hory indique qu'il a décidé de se retirer parce que « la gauche française court le risque de ne pas figurer au second tour de l'élection présidentielle » et qu'il refuse d' « en porter lo responsabilité ». Le candidat de Radical se dit également « très déterminé d faire barrage à la droite et éviter d notre pays un chaix entre le canservatisme agité et le conservatisme compassé » et affirme que son mouvement « prendra taute sa part dans l'effart de rassemblement

UNE HEURE tout juste sépare des citoyens de gauche ». Quelles que soient les explications officielles données à ce renoncement et les accusations lancées contre l'ostracisme des médias, la déci-sion de vendredi est d'abord la sanction de l'échec d'une stratégie

et d'un candidat. Cinq semaines après son entrée en campagne, M. Hory n'était pas parvenu à donner de la crédibilité à sa candidature, créditée de 0,5 % à 1 % d'intentions de vote dans les

A la suite des réserves exprimées, dès le début, par un certain nombre de personnalités de Radical favorables à Lionel Jospin, puis le lâchage, décisif, de Bernard Tapie, les défections s'étalent multipliées à l'intérieur du parti, ren-dant même difficile la réunion des cinq cents signatures nécessaires au dépôt de la candidature. Quant aux nouvelles recrues de Radical, attirées par le succès de Juin 1994 elles ne sont pas montrées plus fidèles : après Noël Mamère et An-dré Sainjon, ce fut au tour d'Antomette Fouque d'abandonner le compagnonnage avec Radical au profit de M. Jospin.

Après avoir entraîné son parti dans l'aventure Tapie, M. Hory le laisse aussi exangue qu'en 1993. Il a revendiqué sa « part de responsabilité personnelle » dans l'échec et annoncé que Radical se prononcera, lors de la réunion de son consell fédéral, le 5 avril, sur « l'évaluation » de sa tentative de candidature.

Un communiqué diffusé tardivement, vendredi, précise toutefois que M. Hory reprend « dès ce solr la présidence effective de Radical », qu'il avait abandonnée à Jean-Michel Baylet pour la durée de la campagne. M. Baylet, comme Michel Crépeau, s'est félicité de la « décision sage » prise par M. Hory.

Philippe Séguin prend date auprès de Jacques Chirac

« Pense à ce peuple !... »

de notre envoyé spécial

Jacques Chirac s'est-il trouvé un modèle? Après avoir rendu visite, dans l'après-midi, à quelques-uns des nombreux sites sportifs ou culturels qui accueillent les élèves des écoles à horaires aménagés, le maire de Paris a rendu un hommage appuyé, vendredi 31 mars, à son collègue d'Epinal, Philippe Séguin. « Ici, à Epinal, les esprits républicains dominent. Voilà l'image de la cité que l'on aimerait construire paur notre pays. Vailà un bel exemple pour bâtir une France pour tous », a-t-il affirmé. ,

A l'occasion de ce déplacement dans les Vosges, département dont tous les parlementaires RPR, à l'exception du président de l'Assemblée nationale, ont donné leur préférence à Edouard Balladur, M. Chirac a surtout rencootré des enfants, au bord d'un tatami ou d'une piscine, au bas d'un mur d'escalade, dans un gymnase et dans les serres municipales. Il a pu constater que le nombre des journalistes qui suivent ses déplacements ne cesse de grandir. Des confrères de la presse étrangère, quelques éditorialistes et un conseiller diplomatique britannique étaient de la partie à Epinal. «Si Je suis élu... », s'est risqué à dire, « avec beaucoup de réserve », le candidat, pour annoncer devant trois ou quatre mille personnes que, dans cette hypothèse, il adressera un message aux deux Assemblées afin de les inviter « à légiférer outrement et à dépenser outre-

« LES GUIGNOLS DE L'INFO :

idele a la lighe de co s'est imposée depuis de longs mois, l'ancien président du RPR s'en tient, à un dispants austère, s'estitel, à Epinal, sur les institutions -, quitte à lasser un peu ses auditoires, lesqueis attendent en vain quelques bons mots. Tout au contraire, M. Chirac a gommé de son discours écrit, vendredi, l'unique allusion à ceux qui l'accusent de démagogie

et qui « le soir, sur les estrades, sèment à tous vents ». Il est vrai qu'en matière de polémique électorale, M. Séguin avait auparavant rempli son office en provoquant les buées du public à la seule évocation de « l'actuel premier ministre ».

Allant jusqu'à imiter la marionnette de Nicolas Sarkozy dans « Les Guignois de l'info » - « Pourquoi ? Eh I bien, je vais vous le dire » le président de l'Assemblée nationale a répliqué aux accusations selon lesquelles M. Chirac serait un « professionnel de la politique ». « Si l'on veut dire par là, a-t-il déclaré, qu'il cansidère sa chorge d'élu camme ossez exigeante et assez noble pour lui cansacrer tout son temps, alars, je veux bien convenir que ce n'est pas danné à tout le monde. » M. Séguin a ajouté: « La façan dont certains s'y prennent pour "faire peuple" suffit à démontrer combien ils sont lain du peuple. » Le maire d'Epinal a carrément accusé, sans le nommer, le premier ministre de mensonge: « On naus ment quand an dit que lo France va mieux. »

M. Séguin a pris date pour l'avenir en affirmant : «Le président, s'il veut être celul de tous les Français, doit attirer sur son nom bien ou-delà de ce qui était sa famille d'origine. La majorité présidentielle de demain n'a donc pas vocation à rester forcément contenue dans les limites de la majarité parlementaire. » S'autorisant pour « une dernière occasion » à tutoyer M. Chirac, le président de l'Assemblée nationale a lourdement insisté sur ce conseil en forme de mise en garde: « Cher Jacques Chirac, demain, si, comme je l'espère, tu gagnes cette élection, ne te laisse pas voler ta victoire l. N'aublie pas le pacte républicain I (...) Pense à ce peuple, qui est de appie tout au-tant qu'il est de gauche I (...) Pense à ce peuple qui ne veut pas se démobi-

liser un soir de mai ! » « C'est un propos que je n'oublierai pas », a répondu M. Chirac.

Jean-Louis Saux

Le maire de Paris promet de renouveler le personnel politique

doute privés du débat télévisé triangulaire - Édoaard Balladur, Jacques Chirac, Lionel Jospin - que plus d'une chaîne rève d'organiser. Le premier ministre-candidat et le candidat socialiste réclament cette Joute, mais le maire de Paris ne veut pas en entendre parler (lire cicontre). Faute de face-à-face, les électeurs ont droit, jour après jour, à un débat à distance dans lequel les petites phrases, décriées mais prisées, sont autant de messages, sinon de « missiles », envoyés au

Ainsi, lors de soa passage à l'émission « La Marche du siècle » sur France 3, le 29 mars, M. Chirac a décoché un propos qui n'avait rien d'improvisé sur le thème des « équipes nouvelles » qui dirige-ront le pays dans l'hypothèse de sa victoire à l'élection présidentielle. « Il ne pourrait être questian (...) de prendre les mêmes et de recomm cer », a glissé l'ancien président du RPR. Le même soir, Alain Juppé, président par intérim du mouvement néogaulliste, ea déplacement à Angoulème, déclarait que « le temps est venu d'une nouvelle génération de responsables gouvernementaux ». Afin que le message solt parfaitemeat perçu, jeao-Louis Débré, premier secrétaire général adjoint du RPR, soulignait le trait, le lendemain, à Montauban. « S'il est élu, Jacques Chirac fera appel à des femmes et des hammes neufs pour conduire le changement », insistait le porte-parole du

Ce tir groupé répondait, en premler lieu, à la dénonciation par M. Balladur, le samedi précédent, des « hommes du passe » qui, selon l'expression du général de Gaulle, « font leur petite cuisine sur leurs petits réchauds » (Le Monde du 28 mars). Le propos visait, en poin-

LES FRANÇAIS seront sans tillé, M. Chirac, mais il avait également une autre portée car, depuis un momeat, le maire de Paris, conforté par soo comité politique (Alain Juppé, Philippe Séguin, Alain Madelin), ne veut pas laisser s'insinuer un doute ou un maleotendu au sujet du « rassemblemeat » auquel il aspire et du « changement » qu'il préconise.

PAS DE PASSE-DROITS

Selon son entourage, le rassemblement doit concerner les Français, et πon pas les « cénacles parisiens » ni le « microcosme », pour reprendre aa mot de Raymond Barre. De même le changement doit se faire avec des têtes nouvelles, celles, en particulier, de ceux qui entourent M. Chirac depuis le début de son combat.

En clair, les ralliés sont certes les bienvenus, mais ils ne peuvent miser sur des passe-droits. Ceux qui, comme Charles Pasqua, vantent le bon choix et la réussite de la campagne de M. Chirac (Le Monde du 21 mars) ou qui, comme Simone Veil, s'incluent prestement dans l'opération de ressoudage de la majorité si M. Balladur ne figure pas au second tour (Le Monde du 17 mars) ne doivent se faire aucune iliusion. Il en va de même pour tous les autres ministres qui, dans leur grande majorité, se sont rangés derrière le premier d'entre eux.

Tel est le message. Et, pour ajouter à sa clarté, un proche du ministre des affaires étrangères ajoute que « M. Juppé est moins gêné de siéger, au gouvernement, à côté de M. Balladur qu'à côté de M. Pasquo ». Elu chef de l'Etat, M. Chirac ferait donc « monter » la jeune classe - les nouveaux députés de mars 1993 - aux postes de

commande de la République. Olivier Biffaud

the war the second the second that the second the secon

Edouard Balladur multiplie les promesses en faveur des personnes âgées

Le premier ministre s'avance à son tour sur le terrain « social »

retraites en 1996 et une augmentation du taux mise en cause du SMIC, car il estime qu'une « de-Les personnes âgées et les veuves ont été, vendredi 31 mars, l'objet des attentions d'Edouard Balladur, qui a envisagé une revalorisation des

da réversion des pensions au conjoint survivant. Le premier ministre refuse, par ailleurs, toute

régulation à l'américaine » aurait des conséquences nuisibles en France.

LE PREMIER MINISTRE-CAN-DIDAT a-t-il compris que sa victoire ou soa échec dans la course à l'Elysée se jouent en grande partie sur le terraia social? A entendre les déclarations qu'il a faites depuis quelque temps, une évidence s'impose : tout en mettant les Français en garde contre les « faiseurs de miracles », il se soumet chaque jour dayantage aux lois de toute campagne électorale, qui veulent que les candidats multiplient les promesses.

Edogard Balladur a d'abord infléchi sa position sur les salaires pour rester dans la course aa « mieux-disant » social, que Jacques Chirac mène en tête depuis le début de la campagne. Il cultive, mainteaant, l'électorat des personnes âgées, qui lui est resté jusqu'à présent fidèle (31 % des plus de soixante-cinq ans se disent prêts à voter pour lui au premier tour, selon un récent sondage de Louis-Harris pour Infoma-

M. Balladur les a mises à l'honneur, vendredi 31 mars, lors de l'inauguration de la maison de retraite de l'hôpital de Poatoise (Val- d'Oise). « Avec le retour à l'équilibre des camptes de l'assurance-vieillesse [elle sera quand même déficitaire de 27 milliards de francs sur 1994-1995], les retraités pourront participer oux fruits de la croissance, pour lo première fois, le 1º janvier 1996, a-t-il annoncé mais la priorité doit être accordée à la revalorisation des pensions mo-

M. Balladur entead que l'alloca-

tion-dépendance, expérimentée dans douze départements, soit, à la fois. « suffisante pour couvrir le coût de la dépendance et versée à domicile comme en établissement. paur affrir le libre choix». Le candidat laisse entendre que le montant de l'aliocation expérimentale actuelle (4 300 fraacs par mois sous conditioa de ressources). pourrait être relevé; il confirme qu'elle ne devra pas être réservée aux seules personnes âgées restant à leur domicile; comme certains conseils généraux en ont décidé pour l'allocation compea-

M. Balladur s'est engagé, aussi, à porter le taux de la pensioo de réversion des veuves à 60 % dès l'an prochain (54 % actuellement) et à veller « à ce que les conditions

satrice existante.

de versement de l'allocotion-veuvage soient réexaminées et que les plafands de ressources, ainsi que les plafonds de cumul des droits, solent révisés afin d'être fixés à un niveau juste et équitable ».

« DU CAS PAR CAS »

Ces promesses a'empêchent pas le premier ministre de peaufiner l'image d'un candidat faisant du social dans la quance. « Il faut se garder de s'engager dans lo voie d'une dérégulotion du trovail à l'oméricaine, a-t-Il déclaré, vendredi, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse. Jamais je n'ai voulu, si peu que ce soit, mettre en cause le SMIC et je ne le mettrai pas en cause. Il ne faut pas, sous prétexte qu'il faut lutter pour l'emplai, détruire toutes les protections

M. Balladur juge que l'assouplissement des règles inscrites dans la loi quinquennale sur l'emplol est «suffisant paur un fonctionnement souple de l'économile ». Il affiche la même modératioo sur la réduction du temps de travail, estimant que «s'il y o mesure abligatoire et générale, celo créera du chômage » et qu'il vaut mleux faire du « cas par cas par la négociotion contractuelle ». Enfin, il se montre très prudent sur les fonds de peosion et se démarque une nouvelle fois de M. Chirac en réaffirmant que les dépenses de santé oe doivent pas augmenter plus vite que la richesse oationale.

Jean-Michel Bezat

« Il nous reste cinq semaines »

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale Une semaine jour pour jour après Jacques Chirac, le candidat Edouard Balladur a fait, lui aussi, vendredi 31 mars, le déplacement à Bordeaux. Cette journée était placée sous le signe de la politique sociale. Devant près de quatre mille per-sonnes, M. Balladur a vivement rétorqué au président de la République, qui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Mutuelle de la fonction publique, mercredi 29 mars, était interveau sur le sujet. « Une voix auguste o cru

bon de me faire la leçon sur les acquis sociaux, a relevé M. Balladur. S'agissant de protection saciale, d'assurance-vieillesse ou de retraite, je n'ai

de leçons à recevoir de personne. » A l'adresse de Jacques Chirac, M. Balladur a réaffirmé son souci de mener une campagne de « vérité » et de « lucidité ». « C'est parce que je respecte les Français que je ne veux pas leur vendre du vent», a-t-il déclaré. Il s'est montré optimiste sur l'issue de la campagne, en affirmant: « Il nous reste cinq semaines, puisque le second tour est le 7 mai. » Auparavant, François Bayrou avait

défendu le bilan du gouvernement en déclarant: «Si vous n'étiez pas candidat, votre politique aurait toutes

les vertus. » Contrairement à son adversaire RPR, M. Balladur n'avait eu droit qu'à une visite privée d'un quart d'heure dans le bureau du maire de la ville, Jacques Chaban-Delmas, qui a pris positioo eo faveur de. M. Chirac, M. Balladur affirmait mie le maire « avait exprimé le souhait » de le rencontrer, ce que l'entourage de M. Chaban-Delmas démentait.

Pascale Robert-Diard

Trois fois deux, une fois six

Y AURA-T-IL, oul ou non, un débat telévisé entre les principaux candidats, ayant le 23 avril, premier tour de l'élection présidentielle ? Depuis quinze jours, TF1 et France 2 rivalisent de propositions, affinées et peau-



finées, qui viennent s'empiler sur les bureaux des états-majors de campagne. Pour tenter de séduire les futurs bretteurs, toutes les figures géométriques ont été essayées par les deux chaînes:

« trois fois deux » (Balladur-Chirac, Chirac-Jospin, Balladur-Jospin), « une fois trois »... Jeudi 30 mars, TF 1, dans une ultime tentative, a même tenté le « une fois six ». Dans la masse, se dit-on à TF1, l'absence de Jacques Chirac se verra moins.

C'est, en effet, le niet du maire de Paris qui oblige à toutes ces contorsions. A la mijanvier, alors qu'il connaissait l'infortune des sondages, Jacques Chirac réclamait un

oistre-candidat ... Il est tout à fait essentiel que les Français comprennent qu'il ne s'apit pas d'une querelle de personnes », expliquait-li à l'époque. Edouard Balladur avait alors décliné l'invitation. Aujourd'hui, M. Chirac veut parler le moins possible et n'entend donc pas se perdre dans un débat télévisé. « Il y a six mois, naus ovons été vertement renvoyés dans nas cardes sur deux arguments, explique-t-on au QG chlraquien: d'abord, on ne débat pos dons son propre camp ; ensuite, il n'y pas de raison de ne pos inviter les outres candidats. On imogine assez, en autre, ce que paurroit donner auiaurd'hui une querelle à deux sous l'æil goguenard d'un Lionel Jaspin assis à la même

Aujourd'hui en position de challengeur, le chef du gouvernement déploie ses dernières forces pour organiser cette rencontre. Le premier ministre-candidat a confirmé qu'il est d'accord pour un « débat à trois ». Par lettre du 29 mars, rendue publique le lendeface-à-face télévisé avec le premier mi- l main, Il en a même Informé le candidat so-

cialiste, Llonel Jospin, Le 30 mars, Daniel Vaillant, directeur, de campagne, de M. Jos-pin, a confirmé oralement à Jean-Pierre Elkahbach, PDG de France-Télévision, qu'il est d'accord pour un débat à trois. L'étatmajor du candidat socialiste pourrait même envisager un débat entre Llonel Jospin et les deux candidats RPR à tour de rôle.

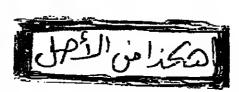
Entre-temps, Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1, a lancé l'idée d'« un grand débat à six ». Il l'a fait savoir par lettre, le 30 mars, aux intéressés : Edouard Balladur, Lionel Jospin, Jacques Chirac, Robert Hue, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villlers. Il espère au moins cinq réponses positives. « Mals attention I Ce se-ra la dernière tournée », souffie Gérard Carreyrou. Vendredi 31 mars, à 20 heures, seuls Robert Hue et Jean-Marie Le Pen avaient répondu positivement à cette offre de la dernière chance. TF1 a fixé aux candidats le fundi 3 avril comme date limite.

Ariane Chemin



Pour connaître la liste des fréquences, topez 36.15 RMC*





ÉCEMMENT,

un chercheur américaln du

Centre d'étu-

giques de Was-

hingtoo Inter-

Est-ce que la

rogealt:

France campte encare? »Sur une

scène internationale de plus en

plus mondialisée, un pays qui re-

présente moins de 1 % de la popu-

lation du globe et 0,5 % de ses

terres immergées compte-t-il en-

La guerre froide enterrée, avec

l'écroulement de l'URS5, de quel

poids diplomatique pèse une na-

tion qui s'était fait une spécialité

de vouloir jeter des ponts entre

l'Est et l'Ouest? Un pays qui vou-

lait, de temps à autre, faire croire

qu'il n'appartenait pas tout à fait

au bloc occidental ou s'efforçait, à

tout le moins, d'y occuper une po-

sition originale afin d'empêcher que les affaires de la planète ne

solent réglées par un condomi-

nium américano-sovlétique? Un

pays qui avait appris à faire en-

tendre sa voix, à manifester « sa

différence », dans un système bi-

La question du chercheur amé-

ricain Steven Philip Kramer (CSIS,

« Does France 5till Count? », The

Washington Papers, nº 164) peut

polaire qui n'existe plus?

seln du camp occidental.

lienne » ?



UNE DIPLOMATIE EN QUÊTE D'INFLUENCE

La construction européenne est restée au cœur de la politique étrangère

La fin de la guerre froide a modifié le jeu de la France

En perte d'influence sur certains de ses terrains d'action privilégies - Afrique, Maghreb -, par-fois peu active dans les nouveaux pòles de puissance - region Pacifique, Amerique latine -, la

France s'efforce en construisant l'Europe de conserver un certain poids sur la scène internationala. Après avoir tiré profit de la division de l'Europe, sa diplomatie doit faire entendre sa voix dans un monde plus complexe et chaotique que celui de la guerre froide, où l'influence d'un pays ne se mesure plus seulement en termes politiques et militaires.

confrontation entre les Etats-Unis et l'URS5, dans une Europe marquée par la division de l'Allemagne, la France a fait entendre sa voix - sans doute au-delà de ce que ses moyens auraient dû lui

Mais dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, que pèse une diplomatie volontariste quand les rapports de forces s'établissent autant en influence économique, financière et culturelle que dans la stricte sphère du politique et du militaire? L'étalon du pouvoir n'est plus la seule possession de l'arme atomique ou le nombre de divisions que peut mobiliser un pays (encore que ce dernier élément compte toujours, comme on l'a vu au moment de la guerre du

encore se formuler ainsi: la L y a d'autres instruments France a-t-elle toujours les moyens d'une « diplomatie gaulde mesure. La France, combien de multinatio-En gros, les années Mitterrand nales? Combien de séries téléviont assuré la continuité de cette sées diffusées de par le monde? Combien de films à l'affiche, de ambition française, celle de « compter » sur une scène inter-Los Angeles à Bombay? Mesurée nationale marquée par la présence au palmarès des prix Nobel en des deux Supergrands. On s'est sciences exactes et des brevets en permis d'afficher, au molns au nilogiciels informatiques, jaugée en veau rhétorique, un côté volonnombre d'habitants de la planète encore francophones, appréciée à tiers lyrico-tiers-mondiste (c'est le l'aune de ses capacités exportadiscours de Mexico) de nature à trices en matière de culture popumanifester notre indépendance au laire, jugée sur la qualité de de-On a présenté, en revanche, un vise-refuge que peut présenter le franc (par rapport au mark ou au

profil d'allié fidèle des Etats-Unis lorsqu'il s'agissait (crise des euroyen), la France aurait perdu de son missiles) de faire pièce aux teotatives d'intimidation des Sovié-Ce serait même là l'une des tiques en Europe. En bonne causes de sa déprime des années 90. Alain Duhamel range au tradition gaulliste, on est resté dans l'Alliance atlantique sans en nombre des « peurs françaises », rejoindre la structure militaire indont il a dressé le répertoire, la tégrée. Ou si on l'a, ces demiers « crainte du déclin », le « pressentimols, un peu réintégrée, ce fut ment de l'insignifiance, valre de l'effacement français» au On a voulu maintenir une zone XXI siècle, dans un monde où les critères de la puissance ont changé, où Sony et Microsoft sont de-

d'influence privilégiée au Magh-reb, avec de piètres résultats pour empêcher l'évolution que l'on sait venus des acteurs d'une scène inen Algérie. On s'est efforcé de ternationale qui n'est plus conserver un réseau d'influences seulement dominée par les Etats. en Afrique francophone où la Si encore il s'agissait des mêmes France entretient des liens an-Etats, la France, un des plus vieux ciens, et souvent douteux, avec et des plus solides Etats-nations des régimes de plus en plus d'Europe, serait assurée de poucontestés (le courage des soldats voir beaucoup « compter ». Mais françals qui ont participé à là encore, la donne a été bouleversée. La croissance économique, la I'« opération Turquoise » n'effacera pas le drame du Rwanda). poussée démographique, l'émer-A la table des Grands, on a prêgence de nouveaux centres de

servé cette petite « différence » qui a permis à Paris de dire tout haut aux Etats-Unis des choses que bien d'autres membres de l'Alliance pensaient tout bas et de faire beaucoup de bruit sur la question des dissidents soviétiques là ou d'autres Européens (l'Allemagne, notamment) étaient plus silencieux.

Dans l'espace laissé par la

fait partie du « club » qui (avec la Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie) monopolise encore les cinq sièges de membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais ses zones d'influence immédiate - là où elle «compte encore» - correspondraient aux cercles de misère et de turbulence de l'époque: Afrique

noire, Bassin méditerranéen... C'est oublier l'Europe qui, plus que jamais, fut, ces dernières années, le terrain d'exercice privilégié de l'influence française - polltique, économique, commerciale. C'est là que la France réalise maintenaot l'essentiel de son commerce extérieur, là qu'elle joue, en partenariat étroft avec l'Allemagne, un rôle prépondé-

Quand le couple franco-allemand est en phase, la France, au seln de l'Europe, obtient des résultats sans commune mesure avec son poids réel. Hors de ce cadre, Paris n'aurait Jamais eu gain de cause, dans les domaines de l'agrivieuses de la part de ses alliés. Mais qui lui vaut d'être présente : n'est-elle pas le plus gros contributeur de « casques bleus » en mission de par le monde?

En respectant « le principe de réalité » (qui la range au niveau des puissances moyennes) tout en poursuivant ses « idéaux » (dont elle veut croire à l'universalité), la France, dit encore Alain Juppé, est capable d'obtenir sur la scène internationale « des résultats qui n'ont aucun rapport avec une simple arithmétique de la puissance ». Et l'un des moyens de réaliser cette synthèse entre idéal et principe de réalité serait de bâtir l'Europe ; l'Europe comme médiateur, véhicule de la continuité de l'ambition française sur la scène internationale. Les trois principaux candidats à la présidence le disent à peu près dans les

EPUI5 quelques années, la construction d'une Europe qui ne

Moins de 1,5 million de Français expatriés

Les Français s'expatrient peu, moins que les ressortissants des grands pays volsins d'Europe de l'Ouest. Voici une estimation de la carte des Français à l'étranger.

En Europe, près de la moitié des Français expatriés oot élu domicile en Europe, soit environ 852 000 personnes, dont 183 000 en Beigique, 165 000 en Allemagne, 130 000 en Grande-Bretagne et 109 000 en Suisse. En Afrique, la population française a tendance à décroître. Les Français expatriés dans l'Afrique francophone sont estimés à 126 000, les principales commooautés résidant en Côted'ivoire (20 000), à Madagascar (18 000) et ao 5énégai (16 000). Au Maghreb, la population française serait de quelque 100 000 personnes. Les États-Unis hébergent la communauté française la plus importante (242 000 personnes), le Canada 108 000 et seulement 80 000 Français vivent dans toute l'Amérique latine. Enfin l'Asie-Océanie compte une centaine de milliers de Français (la plupart d'entre eux sont Installés en Australie, 60 000).

féroce bataille qui l'opposa aux Etats-Unis au moment des négociations du cycle de l'Uruguay (le dernier grand accord de libéralisation du commerce International

conclu dans le cadre du GATT). C'est au travers de la construction d'une Europe unie, dont elle veut faire un nouveau pôle de puissance, que la France entend « régler cette adéquation difficile entre l'ampleur de ses ambitians (...) et la réalité de ses moyens ». L'expression est d'Alain Juppé.

E dernier des ministres des affaires étrangères de I'ère Mitterrand, par la grâce de la cohabitation, aura incarné avec brio cette tradition française d'une diplomatie volontariste ou activiste qui vaut à la France autant de critiques moqueuses que de remarques enéconomique mais aussi un partenaire politique des Grands - Chine, Etats-Unis, Japon, Russie - est au cœur de la diplomatie française. C'est l'objectif do traité de Maastricht ratifié en septembre 1992. Il suppose l'avènement d'une politique extérieure et de défense commune, donc, aussi, un début d'armée européenne qui devra trouver sa place dans le dispositif d'alliance avec les Etats-Unis, l'OTAN, ou à ses côtés (ce

fin de ce siècle). En toile de fond de cette quête française d'une Europe unie, il y a, toujours, la crainte de l'éternel retour de l'hégémonie allemande : si l'Allemagne n'est pas arrimée à une Europe forte, elle dominera une partie du Vieux Continent; si on ne fait pas l'écu, le mark sera la monnaie européenne, etc.

sera l'un des grands débats de la

Sur ce chemin, il y a eu et il y aura des déceptions. Au moment précis de l'après-guerre froide - la décomposition de la Fédératioo ougoslave – où il aurait fallu que la France par Europe interposée fasse quelque chose, l'UE, par manque de movens, de volonté et d'eotente entre ses membres, a

été incapable d'éviter le pire. Plus grave peut-être : la volonté d'exister encore, de « compter », par le biais d'une Europe constituée en grande puissance politique et militaire - et pas seulement économique - à côté des Etats-Unis et des autres Grands, cette volonté n'est pas forcément partagée avec la même ferveur sur le Vieux Continent.

Là est la limite de l'exercice entamé par la France pour que perdure une influence menacée, écrivait, dans Le Monde du 7 février, Guillaume Parmentier, spécialiste des questions diplomatico-militaires : la «recette » concoctée par Paris pour pallier « l'essoufflement » de sa puissance - « échanger de la sauveraineté cantre de l'influence » - est fondée, expliqualt-il, sur un présupposé parfois contestable « seion lequel les intérêts et les politiques de la France et de ses partenaires de l'UE convergent nécessairement ».

La Grande-Bretagne n'a pas le méme tropisme européen que la France. L'Allemagne a ses attlrances tout à l'est du continent Les candidats à l'Union européenne comme la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne - bref, ceux qui ont éprouvé la botte soviétique - ont vertement fair savoir à François Mitterrand, à Prague en juin 1992, qu'ils n'avalent aucune envie de voir l'Europe se constituer en entité indépendante des Etats-Unis.

Bruxelles, la France est seule quand elle veut maintenir l'alde de l'Union européenne à l'Afrique; ses partenaires pencheraient plutôt pour une redistribution de l'assistance en faveur de l'Europe du Centre et de l'Est, etc.

Enfin, sur le front intérieur, le débat et les résultats serrés du référendum sur le traité de Maastricht ont manifesté les réticences européennes d'un grand nombre de Français.

Mais l'Europe se fait, lentement, laborieusement. La direction prise paraît irréversible. Et, jusqu'à présent, personne, à Paris, n'a proposé meilleur chemin, pour que la France « compte encore ». que celui de la construction euro-

Alain Frachon

Repères

• 18 octobre : à la veille du sommet de Cancun (Mexique) pour un nouvel ordre économique mondial, M. Mitterrand prononce à Mexico un discours sur les relations Nord-Sud.

1982 • 4 mars : M. Mitterrand est le premier chef d'État européen à se rendre en Israël. Devant la Knesset, il se déclare favorable an principe d'un État palestinien

Août : le premier contingent français arrive à Beyrouth pour participer à l'évacuation des combattants de l'OLP 1983

• 20 janvier : devant le Parlement de Bonn, M. Mitterrand lance un appei au respect de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, et se prononce pour l'installation de nouveaux missiles américains en Allemagne.

• Aout : pour relancer l'action en faveur de la francophonie, le conseil des ministres décide la création de trois organismes, dont uo Haut Conseil International présidé par le chef de l'État.

● 2-3 décembre : le conseil européen de Luxembourg adopte l'Acte unique comportant notamment la perspective du Grand Marché en

• Février : opération « Épervier » : la France Intervient au Tchad. 1989 Avrii : le rapport du « comité Delors » propose trois étapes

pour parvenir à l'Union monétaire. • Novembre : chute du mur de Berlin.

1990 • 4 avrii : le président de l'OLP. M. Arafat, est reçu à l'Elysée par M. Mitterrand.

● 19 avril: MM. Kohl et Mitterrand appellent leurs partenaires européens à accélérer la création de l'Union monétaire et à s'orienter vers une Union politique.

• 15 septembre: opération « Daguet » : après l'invasion du Koweit par l'armée iraklenne, M. Mitterrand décide de participer à l'intervention multinationale et annonce l'envoi en Arabie saoudite de plus de quatre mille soldats.

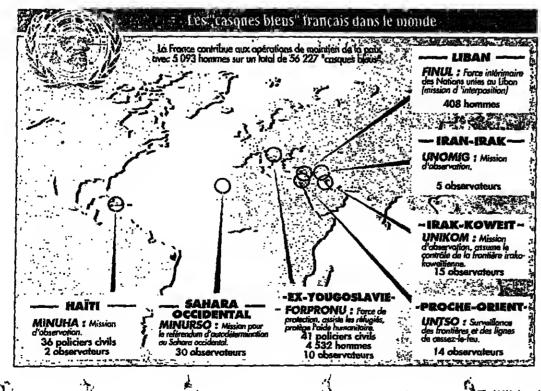
Octobre: MM. Kohl et Mitterrand annoncent un proje de création d'un corps d'armée franco-allemand. • 10 décembre : l'accord sur le

traité d'Union européenne est signé par les Douze au sommet de Maastricht. 1992

20 septembre : les Français approuvent par 51,5 % des voix le traité sur l'Union européenne. 1993 • 21 janvier : MM. Kohl et

Mitterrand célèbrent le trentième anniversaire du traité de l'Élysée, signé le 22 janvier 1963 entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. • Juin: opération

« Turquoise » : après les massacres au Rwanda, la France envoie des soldats pour protéger une zone de sécurité pour les réfugiés.



pouvoir - politiques, financiers,

commerciaux -, tout cela survient

dans des zones où la France est

largement absente : Asie, Amé-

rique latine, Europe centrale et

La France, membre du G 7 (qui

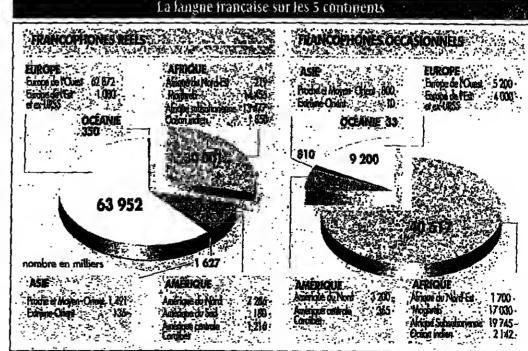
regroupe les pays dits les plus in-

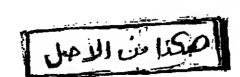
dustrialisés), reste l'une des toutes

premières économies mondlales;

détentrice de l'arme nucléaire, elle

orientale.





placée sous le c

la Haute-Nor.

La Haute-Normandie sera la seule région placée sous le contrôle budgétaire de l'État

Le Nord-Pas-de-Calais a voté « in extremis » un budget

fois, une chambre régionale des comptes, puis

Le vendredi 31 mars marquait la date limite pour seule, la Haute-Normandie, n'a pas été en mel'adoption des budgets des conseils régionaux. Sur les 22 régions de France métropolitaine, une sure de se doter d'un budget. Pour la première

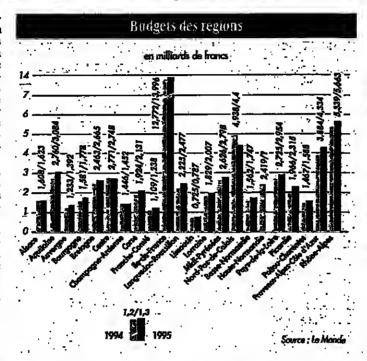
un préfet, vont donc se substituer à des élus, pour établir le budget d'une région, puis le mettre en œuvre, par arrêtés.

DANS DIX-NEUF RÉGIONS métropolitaines sur vingt-deux, la droite détient la présidence des conseils régionaux. Mais, dans la plupart des cas, ces présidents ne disposent pas d'une majorité cohérente. C'est pourquoi le vote - dans les délais légaux, c'est-à-dire avant le le avril – des budgets primitifs pour 1995 a soulevé de gros problèmes dans trois régions : le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie (lire cidessous), et l'Ile-de-France.

Dans les deux premières régions, en l'absence de majorité, le vote du budget s'effectue toujours sur la corde raide. Les problèmes de l'Îlede-France sont plus nouveaux : jusqu'alors, Michel Girand, le président RPR, avait pu s'appuyer sur une partie des écologistes pour renforcer sa majorité RPR-UDF et éviter ainsi de s'allier avec le FN. Mais la querelle Chirac-Balladur a divisé le groupe RPR et Michel Giraud a dû négocier jusqu'au demier moment pour obtenir finalement l'appui d'une grande partie du groupe Génération Ecologie et l'abstention des Verts. Il est vrai que les écologistes, souvent en position de groupe charnière, jouent une partie délicate : chaque fois qu'une région éprouve des difficultés à faire voter son budget, faute de majorité, la proportionnelle en vigueur pour l'élection des conseils régionaux, en partie responsable de cet émiettement, est mise en cause. Or les écologistes sont précisément les plus chauds partisans de ce mode de scrutin, gage de leur survie.

TROPISME A LA HAUSSE

Maintenant que la quasi-totalité des budgets est adoptée, ce sont les contribuables, une fois encore, qui vont maugréer. Certes, les impôts directs régionaux représentent une falble part du total des impôts locaux, les régions étant des structures légères. Mais ils continuent d'augmenter: parmi les dix-neuf régions de métropole pour lesquelles des données définitives sont disponibles, seules cinq (Centre, Basse-Norman-



die, Picardie, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes), n'augmentent aucun des taux des autres impôts directs (taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti). Deux (Bretagne et Languedoc-Roussillon) évitent d'augmenter les leurs pour le foncier non bâti. Les antres, en dehors de l'Alsace qui caracole loin devant, augmentent les taux de 2 à 7 %.

Cette progression constante de la tiscalité locale est l'un des principaux chevaux de bataille de ceux qui remettent en cause la décentralisation, même si - campagne présidentielle oblige -, un silence impressionnant règne en ce moment sur ce point_ Outre l'éternel problème du décalage entre les transferts de charges et de moyens effectués par l'Etat, l'une des explications de ce tropisme à la hausse est que les régions sont, depuis quelques années, entraînées par l'Etat dans un mouvement de cofi-

nancements de divers équipements. notamment par le biais des contrats de Plan, qui alourdissent leurs charges et cette fois sans aucune compensation.

Au surplus, la crise se fait sentir, en particulier dans l'évolution des bases sur lesquelles est prélevée la taxe professionnelle, dont le produit représente environ la moitié des ressources fiscales directes des régions.

Les bases retennes pour le calcul de cette taxe reflètent, schématique-ment, le niveau d'activité - et en particulier d'investissement - des entreprises en 1993, au creux de la vague. L'augmentation de ces bases se situe dans une fourchette de 3 à 4 %. Les années précédant la crise, les bases

augmentalent de 8 % ou plus.

Malgré tout, les chiffres, sur une seule année, doivent être maniés avec précaution : une forte augmentation n'indique pas forcément une frénésie de dépenses de la part l'élus irresponsables. Le cas de l'Alsace est très significatif: le produit attendu de la fiscalité directe enregistre une augmentation record de 19,9 %, due essentiellement à une hausse des taux d'environ 15 %, car la région a décidé de se désendetter de façon massive. En sens inverse, en Rhône-Alpes, le produit de la fiscalité directe n'augmente que de 3,1 % pour 1995, soit la plus faible augmentation enregistrée. Mais en 1994, la hausse avait été de... 60 %. D'une façon générale, l'augmentation des taux avait commencé à se ralentir en 1994 (environ +10 % contre +16 % en 1993). Sous les effets conjugués de la crise et de la pécessité de caimer le jeu après les fortes dépenses des années précédentes. Pannée 1995 s'annonce ainsi, dans plusieurs cas. comme celle d'une sorte de pause budaétaire.

J.-L. A. avec les correspondants du « Monde »

Les tribulations du Nord-Pas-de-Calais

Le projet de budget présenté par l'exécutif Verts-PS du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, p mésidé nar M™ Marie-Christine Blandin (Verts), a été adopté vendredi 31 mars par 39 voix pour, 15 voix contre et 55 abstentions. Le nouveau budget s'élève à 4,4 milliards de francs. Il apparaît largement corrigé par rapport à la version reje-tée le 30 janvier, qui prévoyait une forte hausse de la fiscalité rejetée par le groupe UDF-RPR, le plus important de l'opposition. La majorité relative Verts-PS a dû se résoudre à des économies, et an recours à l'emprunt. Cela n'a pas empêché Me Blandin de rappeler une fois de plus son attachement à la proportionnelle. - (Corresp.)

François Mitterrand plaide pour une Europe des valeurs

« IL FAUT QUE VOUS CONVAINQUIEZ des millions de consciences européennes » a lancé Prançois Mitterrand, vendredi 31 mars, aux quelque 250 jeunes réunis à Paris pour la onzième assemblée générale du Forum Jeunesse de l'Union européenne. « Si on ne réussit pas les prochaînes étapes, on risque de remettre en cause les précédentes » a-t-il averti, rappelant que la construction européenne connaissait actuellement « une sorte de cran d'arrêt ».

Le président de la République, qui s'est réjouit de ce que l'Union commence « à sortir de la seule conception de l'Europe de marché », en a tout de même profité pour déplorer qu'elle paraisse « parfois lointaine aux citoyens » et « donne trop souvent l'impression de rester prisonnière de structures administratives ». Il a appelé l'Union européenne à « assurer ses devoirs sociaux » et à privilégier désormais les valeurs de « tolérance, d'égalité des chances, de solidarité et de protection des

Le président de l'AMF demande aux élus locaux de soutenir M. Chirac

DANS UNE LETTRE OUVERTE adressée aux membres de l'Association des maires de France (AMF), le sénateur et maire de Bapaume (Pas-de-Calais), Jean-Paul Delevoye (RPR) rappelle à ses adhérents son choix en faveur du candidat Jacques Chirac, et leur demande de rejoindre les comités de soutien de leur département. « Nous, les 50 000 élus locaux, nous connaissons plus que d'autres les angoisses et les aifficultés de nos concitoyens, écuit M. Delevoye. Face à la dilution de l'esprit national, face à la dilution de l'esprit civique, nous devons réagir ». « Prenons garde à une démocratie par défaut, par manque d'intérêt des citoyens », lance le président de l'AMF, qui engage les élus locaux à participer avec lui « autour de Jacques Chirac, à la restauration du Pacte républicain ».

■ SOCIAL: Mª Sinsone Veil, ministre des affaires sociales, de la Santé et de la Ville a annoncé vendredi 31 mars à Fort-de-France (Martinique) que la parité absolue des prestations familiales entre les DOM et la Métropole serait effective « dans l'année qui vient ». Maleré le rattrapage prévu par la loi sur la famille du 25 juillet 1994, il subsiste au détriment des DOM, « un décalage de prestations de 200 millions de francs » et selon Mac Veil, le premier ministre a décidé « de résorber cet écart au plus tard le 31 mars 1996 », date à laquelle « l'enveloppe « famille » des DOM aura strictement le même poids que celle versée en Mé-

■ SALAIRES: le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD) « salue le courage » de Jean Gandois pour ses déclarations en faveur de hausses de salaires dans les entreptises prospères, mais il estime que « le partage des bénéfices est la seule voie d'avenir ». En effet, cette formule « restitue aux salariés une part de la richesse produite », tout en préservant la souplesse nécessaire des coûts par rapport aux aléas du marché. Le CJD propose donc « d'engager des démarches contrac-tuelles et durables de partage des bénéfices plutôt que d'augmenter massivement les salaires »

■ EMPLOI : Michel Giraud, ministre du travail, a répondu, vendredi 31 mars, aux critiques de Lionel Jospin et de Jacques Chirac sur la baisse des chiffres du chômage. Il a estimé que « l'essentiel » de la progression du chômage était survenue en 1993 et qu'elle « résultait des plans sociaux arrêtés, par les socialistes avant leur départ »; «Si l'on confond les CRE [contrats de retour à l'emploi] avec une procédure statistique, on se trompe lourdement » a ajouté le ministre en réponse à l'acques Chirac pour qui le chômage a augmenté statistiquement de 230 000 personnes en deux ans, et de 350 000 si l'on ajoute les CES et

■ CODE ÉLECTORAL: la direction des Journaux officiels vient de publier une nouvelle édition du Code électoral. Cet ouvrage de 598 pages (vendu au prix de 175 francs dans les librairies ainsi qu'au siège du Journal officiel, 26, rue Desaix, 75727 Paris cedex 15) recense les textes relatifs à l'élection présidentielle et aux municipales. Il contient noramment les lois de janvier et février 1995, dites « anticorruption », sur le financement des partis politiques. (Renseignements au (16-1) 40-58-

RHIN-RHÔNE: les opposants au projet de mise au grand gabarit de la liaison fluviale Rhin-Rhône devaient se rassembler, les samedi 1º et dimanche 2 avril à Besançon, à l'appel d'une quarantaine d'organisations régionales, nationales et internationales, dont Saône-Doubs vivants-WWF, France Nature Environnement, Greenpeace, l'Union nationale des fédérations de pêche, la Fédération nationale des usagers des transports, les Verts, l'AREV, Ecolo J et Génération Ecologie, die grünen, European Rivers Network... Cette mobilisation intervient alors que se préparent les décrets constituant, entre la compagnie nationale du Rhône et EDF, la société qui devrait assurer la réalisation d'un ouvrage de deux cent trente kilomètres dont la construction, chiffrée au minimum à 17 milliards de francs, affecterait profondément la vallée du Doubs, selon ses opposants, sans que l'utilité économique d'un tel équipement ait été démontrée. - (Corresp.) ■ NUCLEAIRE : la commission d'enquête chargée d'étudier le projet de stockage d'uranium appanyri à Bessines (Haute-Vienne) a remis lundi 27 mars un avis défavorable. La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) envisage d'implanter sur une ancienne mine un entrepôt pour stocker 265 000 tonnes de sesquioxyde d'uranium, dit uranium appauvri. La commission a conchi que le produit à stocker n'offre pas assez de garantie et estime que les dispositions prévues en cas d'accident sont insuffisantes. - (Corresp.)

M. Rufenacht victime de la bataille municipale du Havre

ROUEN

de notre correspondant Après le rejet en seconde lecture, le 20 février. du projet de budget primitif de la région de

Haute-Normandie, Antoine Rufenacht, président RPR depuis 1992, a tenté jusqu'au dernier moment de trouver une solution pour enrayer le «scénario catastrophe», selon une expression souvent entendue dans les couloirs du conseil régional. Une hypothèse avait été émise, vendredi : s'il parvenait, avant minuit, à fixer une date de convocation du conseil régional, le préfet de région aurait pu autoriser une nouvelle lecture du budget en avril. Il n'en a finalement rien été. On s'achemine donc vers une « première » en France : la chambre régionale des comptes sera saisie et devra, en lieu et place des élus, établir un équilibre entre les dépenses et les recettes. Elle aura un mois pour transmettre le fruit de sa réflexion au préfet de région qui prendra les arrêtés d'exécution.

M. Rufenacht gouverne la région avec une majorité relative extrêmement réduite. 5ur 55 conseillers régionaux, le groupe RPR-UDF ne compte que 19 élus rejoints par le seul « chasseur » (CNPT). Aux régionales de 1992, le PS avait obtenu 14 sièges, le PCF, 5 le FN, 8, les Verts, 4 et Génération Ecologie, 4. M. Rufenacht était devenu président au troisième tour de scrutin par 29 voix contre 21 à Laurent Fabius (PS), 4 à André Letourneur (Verts) et une abstention. Le député RPR du Havre avait bénéficié des 8 voix du FN. Deux autres voix d'origine indéterminée, qui auraient dû se porter sur M. Fabius, l'autorisèrent, une fois les voix FN retirées du décompte, à accepter son élection face à M. Fabius, à score «théorique » égal, « au bénéfice de

DÉFECTION DES ÉCOLOGISTES Depuis, M. Rufenacht n'a jamais réuni d'autre majorité que de circonstance, et seulement après avoir convaincu les Verts et GE de le soutenir au coup par coup. Ainsi, ces derniers sauvèrent en seconde lecture les budgets de 1993 et 1994, le contrat de plan Etat-région et le contrat interrégional du grand bassin parisien. Mais en cette année électorale, les écologistes ont refusé le rôle de roue de secours d'Antoine Rufenacht qui s'apprête à se lancer, depuis son fauteuil de président de la région, à la conquête de la mairie commu-

niste du Havre. Le président du conseil régional a déjà entrepris une grande tournée d'explications auprès

nels, adressé un courrier à ceux qui « vivent » des crédits de la région ou relèvent de sa compétence. Devant la fédération patronale de Rouen, il a laissé entendre que le budget, fixé dans son projet pour 1995 à 2,7 miliards, pourrait être amputé de 80 millions si les magistrats de la chambre refusent de toucher aux taux des impôts, et de 200 millions s'ils gardent le même ni-

veau d'emprunts qu'en 1994. Quelle sera la marge de manœuvre de Jean-Paul Proust, le préfet de région, juge et partie pour les crédits d'application du contrat Etat-région qu'il a cosigné avec le président du conseil régional, soit près de 40 % des crédits de paiement? Ses premiers arrêtés d'exécution peuvent techniquement sortir entre les deux tours de l'élection présidentielle, mais la campagne des municipales suivra de près.

De budgétaire, la bataille devrait aussi devenir plus politique. Fort de sa maiheureuse expérience et personnellement hostile à la proportionnelle, Antoine Rufenacht espère convaincre le prochain gouvernement - lui-même soutient Jacques Chirac - de modifier le mode de scrutin régional.

Etienne Banzet

Les ministres de l'aménagement du territoire s'attaquent au « scénario du souhaitable » pour l'Union européenne

STRASBOURG de nos envoyés spéciaux L'aménagement du territoire est certes une affaire d'Etats et de régions, mais une concertation s'impose, tant les problèmes dépassent les frontières. Telle a été, en substance, la conclusion de Monika Wulf-Mathies, commissaire européen chargé de la politique régionale, devant les ministres de l'Union responsables de l'aménagement du territoire, sous la présidence de Daniel Hoeffel, le ministre français. Les travaux menés les 30 et 31 mars à Strasbourg ont permis de mesurer que l'idée d'une vision globale dans ce domaine progresse

Pour ce rendez-vous, la délégation à l'aménagement du territoire

cartes à l'horizon 2015, établies en commun avec les partenaires européens - le « scénario de l'inacceptable », comme l'a baptisé M. Hoeffel (Le Monde dn 1ª avril). Ce dernier a annoncé à Strasbourg que les ministres souhaitaient «s'attaquer au scénario du souhaitable ». Selon lui, la tâche devient urgente : d'ici un an, c'est-à-dire sous la présidence italienne, l'Union devrait avoir élaboré un schéma de déve-

loppement « volontariste ». A cette fin, il est envisagé d'accroître les crédits destinés à la coopération interrégionale et transnationale. En outre, il va être créé un observatoire européen de l'aménagement du territoire, qui devrait territoire de l'Union doit-il rester

and the contract of the same of the contract o

rite d'épargner les susceptibilités des Etats membres. Pour l'instant l'aménagement du territoire ne relève pas, en effet, de la compétence communautaire. Pourtant, il est des domaines où la concertation est indispensable. Ainsi, les ministres allemand, belge, français, luxembourgeols et néerlandals ont profité de leur rencontre pour signer une convention afin de maîtriser les crues du Rhin et de la Meuse, avec le concours de fonds européens (13 millions de françs). Les inondations de cet hiver ont accéléré cette prise de conscience coi-

Le développement équilibré du

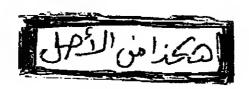
et à l'action régionale (Datar) avait commencer ses travaux avant la fin du seul ressort des politiques natio-mis à plat – sous la forme de trois de l'année. Cette décision a le mé-nales, être traité à l'échelon intergouvernemental ou peut-il être aussi géré par les institutions européennes? Tant M Wulf-Mathies que M. Hoeffel ont souligné qu'il faudra bien se résoudre à clarifier la situation à l'occasion de la révision du traité de Maastricht, prévue en 1996. D'autant que l'arrivée à moyen terme des pays d'Europe centrale et orientale va singulièrement changer la donne. L'inquiétude vient, en outre, de la rive sud de la Méditerranée, à propos de laquelle Paris plaide pour une plus grande coopération « euro-méditer-

> Marcel Scotto et Martine Valo

Le climat se détériore à la mairie de Bordeaux

LA COMMUNICATION D'UN RAPPORT de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine sur la gestion du Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux (CAPC) a provoqué, vendredi 31 mars, la séance la plus agitée que le conseil municipal ait connu depuis des dé-cennies. L'affaire Bez et les ennuis de santé de Jacques Chaban-Delmas avaient déjà singulièrement modifié le climat. Au difficile exercice du compte administratif et du budget 1995, se sont ajounées les anomailes de gestion du CAPC, considéré par les Bordelais comme une des « danseuses » de M. Chaban-Delmas, avec le Grand Théatre et l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine.

Le rapport de la chambre régionale des comptes dénonce la gestion de fait aussi bien pour l'association qui géraît le CAPC jusqu'en 1993 que pour la ville de Bordeaux, et donc son maire. Ces informations étaient connues depuis longtemps. Le train de vie des responsables du centre ainsi que les largesses de la municipalité à son égard faisaient jaser. L'événement tenait à ce que le rapport définitif aurait du être lu à la fin de la séance du conseil. L'opposition attendait donc ce moment avec jubilation. Mais l'affaire s'est réduite à une courte communication de M. Martine Moulin-Boudard, adjointe chargée de la culture, signalant l'existence de la lettre qui avait été communiquée aux adjoints en début de séance. Il n'y a pas en de débat. M. Chaban-Delmas a levé la séance au milieu d'un tohu-bohu de protestations de l'opposition. – (Corresp.)



18 février 1991 relatif aux « droits et obligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré » • IL DEVAIT en particuller dire si ce texte,

tion d'absence afin d'observer le shabbat, est ou non contraire à la liberte religieuse et si, en conséquence, il convient d'accorder des

dispenses pour les cours du samedi • FAISANT RÉFÉRENCE à l'affaire du « foulard islamique », le commissaire du gouvernement, Yann Aguila, qui ne s'exprime pas au nom du

gouvernement, e estime qu'autoriser ces absences remettrait en question le principe selon lequel « la loi de la République s'impose aux pré-

ceptes religieux ».

Le Conseil d'Etat examine la question de l'école le jour du shabbat

A la suite de la demande de dérogation présentée par le consistoire israélite de France, le commissaire du gouvernement estime qu'il ne faudrait pas s'engager dans la voie d'un enseignement « à la carte » où chacun, selon ses convictions, choisirait ses disciplines et ses horaires de présence

FAUT-IL autoriser les élèves de confession israélite à s'absenter de l'école le samedi, jour du shabbat? L'assemblée du contectieux du Conseil d'Etat s'est penchée sur cette question, vendredi 31 mars, devant un public venu en nombre. Le commissaire du gouvernement (magistrat qui, en déplt de son titre, n'est nullement lié au gouvernement), Yann Aguila, a répondu qu'il faut par principe refuser ces absences, sous peine de remettre en question le principe seion lequel « lo loi de lo République s'impose aux préceptes religieux ». Ses conclusions, toutefois, n'engagent nullement la jundiction elle-même, qui rendra son arrêt d'ici one quinzaine de jours.

La question de savoit si l'on peut concilier « le temps de l'école et le temps de Dieu », c'est-à-dire l'obligation d'assiduité scolaire et la liberté religieuse, était soulevée par deux affaires. La première était défendue par le Consistoire central israélite de France et deux associations religieuses. Ces trois requérants demandaient que le Consell d'Etat annule un article du

« droits et abligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré ». Pour eux, ce texte, qui défi-nit l'obligation d'assiduité, est contraire à la liberté rebgieuse, car il ne prévoit pas que les élèves bénéficient d'autorisations d'absence afin d'exercer un cuite qui commande le repos le samedi. La seconde affaire concernait un élève de terminale, Youathan Koeo, qui n'avait pas pu s'inscrire en mathématiques supérieures au lycée Masséna de Nice parce qu'il voulait être dispensé d'assister au cours le samedi (Le Monde du 23 février 1994).

Le commissaire du gouvernement a rappelé que la jurisprudence nationale confère un caractère « relotif » à la liberté religieuse: celle-ci peut être mise en baiance avec d'autres considérations telles que le maintien de l'ordre, l'Intérêt du service public ou les contraintes d'une activité professionnelle. L'avis rendu par le Consell d'Etat sur l'affaire du foulard islamique, en 1989, prévoit d'ailleurs que le respect de la liberté de conscience est limité, entre autres, par l'obligation d'assiduité.

LE PRAGMATISME DÉCONSEILLÉ La jurisprudence européenne affirme, elle aussi, la relativité de la liberté religieuse. En outre, la Cour européenne estime qu'il est possible de restreindre les manifestations de cette liberté lorsque le système éducatif donne aux élèves a possibilité d'exercer librement leur religion dans un autre établissement. L'affaire présentée au Conseil d'Etat trouverait une solution simple devant la Cour européenne, a observé M. Aguila, car « des lors que les intéressés ont la

mieux adaptée à leurs convictions religieuses, ils ne souroient se ploindre des contraintes existant dans les établissements publics ». Première réponse possible, le Conseil d'Etat pourrait juger que les absences doivent étre, par principe, accordées, comme le de-

possibilité de suivre, dans les écoles

confessiannelles, une scolorité

gieuse un caractère absolu, ce qui serait contraire à la jurisprudence. Il pourrait, deuxième réponse possible, dire que les proviseurs devront trancher an cas par cas. Le pragmatisme de cette solution serait conforme à la jurisprudence retenue dans l'affaire du foulard. mais, dans ce cas, « quels critères prendre en compte? », demande M. Agnila, qui cite : « La nature des cours qui ant lieu le samedi matin? L'âge ou le niveou scolaire des élèves? Le nombre d'enfonts concernés? » Il déconseille cette solution parce qu'il juge qu'elle porte « en germe un risque d'at-

teinte au principe d'égalité ». C'est donc - troisième réponse possible - un refus de principe que M. Aguila préconise. Il explique que l'obligation d'assiduité est le corollaire de l'obligation scolaire. «Si l'on choisit, dit-il, de participer à lo communauté scoloire, on dait en accepter les contraintes. La participotion oux cours, condition préalable de la transmission du savoir et du contrôle des connaissonces, est la première d'entre

L'obligation d'assiduité souffre quelques dérogations à l'occasion des fêtes retigieuses. Une circulaire du ministre de l'édacation nationale en date du 12 décembre 1989 prévoit ainsi que des autorisations d'absence sont accordées, à titre exceptionnel, pour certaines fêtes qui s'inscrivent dans un calendrier établi au niveau national. Cependant, selon le commissaire du gouvernement, la questioo du repos hebdomadaire ne peut être rameoée à celle des fêtes religieuses, cela en raison de son caractère systé-

Le maître des requêtes ajoute qu'il n'est pas possible de traiter l'affaire du shabbat sans avoir à l'esprit l'existence d'autres demandes latentes, provenant de différentes communautés rellgieuses. Il observe que la pratique du repos le samedi a jusqu'à présent reposé sur une certaine tolérance, comme le montre l'absence de contentieux, et que l'affaire présentée au Conseil d'Etat est « la manifestation d'un probième réel et nauveau, celui de l'attitude de l'Etat face à des communautés dont l'identité tend à s'affirmer plus fortement à travers un certain renforcement du sentiment religieux ».

M. Aguila conclut que « tout doit ètre fait pour rechercher en omont une règle commune, acceptable par tous », et qui, une fois fixée, « devrait s'imposer à tous de la même facon ». L'administration doit faire son possible pour respecter les exigences liées aux convictions religieuses des élèves lorsqu'elle fixe le caleodrier des exameos ou qu'elle procède aux inscriptions dans les classes n'ayant pas cours le samedi.

En aval, l'assiduité est de rigueur. Reconnaître un droit à la dérogation serait « s'engager dans la voie d'une école "à la carte", où chocun, selon ses convictions, choisirait ses disciplines et ses horaires de présence ». Après avoir proposé de rejeter les requêtes, M. Aguila a achevé son exposé sur un vieil adage araméen, « Dina di malonta dino », signifiant : « Lo loi du pays où tu résides est ta lai. »

Rafaële Rivais

La République et le droit des minorités

mandent les requérants; mais il

conférerait ainsi à la bberté reli-

APRÈS le foulard, le shabbat. La revendication d'élèves israélites pratiquants d'une dispense des cours du samedi, examinée, vendredi 31 mars, par le Conseil d'Etat ne suscitera pas le cataclysme provoqué, en 1989, par l'affaire des



« foulards Islamiques ». Le statut de la religion Julve dans la société, française n'est pas comparable à celui de l'islam, facilement transformé en épouvantail et porteur de craintes pro-

fondes aux origines complexes. Pourtant, la question soulevée devant la plus haute juridiction administrative apparaît autrement plus ample que le contentieux des fameux « fichus » qui défraient régulièrement la Chronique. Au-delà de la revendica tion ostentatolre d'une foi religieuse dans le cadre de l'école publique, c'est la demande d'un statut personnel particulier autorisant des absences régulières qui se trouve posée. Avec, en toile de fond, le vaste débat sur le respect du droit des minorités dans la Répu-

La question de la compatibilité entre le respect du shabbat et la scolarité dans l'enseignement public n'est pas nouvelle pour les Français pratiquant la religion juive. La plus grande tolérance était de règle, jusqu'à ces demières années. Des chefs d'établissemeot fermaient les yeux sur les absences du samedl. Certains élèves juifs élaboraient un compromis entre les prescriptions religieuses et les exigences scolaires . « Mai-même, (...) j'allais en cours le samedi mais je n'écrivais pas... », rappelait, dans un entretien accordé au Monde en 1989, le grand rabbin joseph Sitruk, qui fréquentait le lycée Masséna de Nice, celui-là même dont il est question au Conseil d'Etat.

Pour les élèves comme pour les personnels, un modus vivendi étalt généralement trouvé localement. A tel point que la justice n'avait jamais été saisie de cette question. Depuis longtemps aussi, l'éducation nationale, toute laique et obligatoire qu'elle est, a

su proposer à ses élèves musulmans et juifs des menus sans porc. Chaque année, elle publie une liste des commémorations arméniennes, des fêtes juives et musulmanes qui peuvent donnet lieu à des autorisations d'absence sauf en cas de « perturbations du déroulement de la scolorité ». Pour les élèves concernés, l'école n'est donc pas obligatoire. le lour de la célébration du Noël arménien, de l'Aid el Fitr ou de Yom Rippour, par

SI la questioo du samedi se trouve aujourd'hul posée, c'est que l'« affaire du foulard » et la frénésie qui l'a entourée ont généré à la fois de nouveaux comportements et des demandes Inédites. Depuis 1989, les principaux et proviseurs ont nettement raidi leur attitude, au point que le refus d'autoriser les absences régulières est devenu la règle.

La crainte des coers d'établissement est évidenment de voir se multiplier les demandes oon seulement incompatibles avec une scolarité normale et les exigences des emplois du temps, mais génératrices de replis commuoautaires ingérables. Après le shabbat des juifs, le vendredi des musuimans, se disent-ils. L'apparition de demandes mosulmanes d'exemption de certaines disciplines (éducation physique, piscine, biologie), voire de certains cours (Voltaire et la philosophie des Lumières, éducation sexuelle), conduit les responsables de la vie scolaire à redoubler de prudence et à refuser de s'engaget dans une négociation. Au point de rendre difficilement praticables

les arrangements autrefois évidents. Parallèlement, il semble que les débats sur le « foulard islamique » aient eu pour conséquence inattendue de réveiller les ardeurs de jeunes juifs pieux. Certains observateurs notaient ainsi une floraison de calottes sur des têtes de collégiens et lycéens, à la dernière rentrée, après la publication de la « circulaire Bayrou » interdisant le port de « signes ostentatoires ». Cette tendance a d'ailleurs été encouragée par les propos d'Edouard Balladur assurant que la kippa, à la différence du « foulard islamique », n'avait pas le caractère d'un « signe ostentatoire ».

La revendication d'une dispense systématique des cours du samedi pose à l'institutioo scolaire et à la société tout entière des questions autrement plus dérangeantes. La remise en cause de l'organisation de la semaine scolaire et de l'obligation d'assiduité met en leu l'existence même de l'enseignement. Pris à l'échelon individuel, les absences du samedi ne causent un préjudice qu'à cehui qui les observe, en compromettant la réussite scolaire, singulièrement dans une classe de maths sup' où les indispensables « colles » préparant les concours font systématiquement la jole des samedis. Mais elles n'ébranient pas la République et ne gênent pas les

Après le débat sur le foulard islamique, c'est la demande d'un statut particulier qui se trouve présentée

Considéré à l'échelon de la société en revanche, la reconnaissance de la liberté de biffer tous les samedis des emplois du temps ouvrirait, à l'évidence, la voie à d'autres exigences « communautaires ». Se poserait aux proviseurs la question des critères d'acceptation ou de refus de ces « exceptions culturelles » réclamées par différentes obédiences religieuses.

Le contentieux ouvert devant la haute Juridiction du Palais-Royal donne l'occasion à l'Etat de préciser sa conception de la laicité dans le contexte nouveau de la poussée de revendications religieuses diverses. Une si-tuation bien différente de celle qui prévalait voici un siècle, lorsque la République luttait pour s'affranchir de la domination d'une religion unique. Ironie rétrospective de l'Histoire, l'école publique apparaissait alors comme l'instrument et le symbole de l'éman-

cipation et de l'intégration des minorités rant plusieurs heures, vendredi protestantes et juives. Aujourd'hui, la Répu- 31 mars, par une manifestation blique doit relever un tout autre défi, celui de d'environ deux cent cinquante la mise en cause des règles de vie communes personnes protestant contre la sous la poussée de revendications commu-rétention d'un couple de nautaires et d'exigences religieuses. Ainsi se commerçants algériens menacé profile la menace d'une école en libre-service d'expulsion à la suite d'un arrêté où chaque élève choistrait son emploi du préfectoral confirmé par le tributemps et ses enseignements au gré de ses nal administratif de Châlons-surconvictions. Les risques de glissements ne se Marne. Installés en France depuis limitent d'ailleurs pas à la sphère scolaire, à 1965, Boudall et Aicha Daoud l'heure où Jean Paul II fait le procès des lois avaient séjourné en Algérie de

Pour autant, la laïcité, qui porte aussi en revenir sur cette décision et s'est elle le respect de toutes les opinions et engagé à leur fournir un visa toucroyances, ne peut signifier leur négation. Le ristique avant la régularisation de redéploiement de la carte des religions en leur situation. France, l'émergence de l'islam et le renforce- . III GARD : un ancien directeur ment général des pratiques suppose aussi de l'office des HLM, Gilbert Sardes aménagements. Le calendrier des létes 🛽 zi, est la quatorzième personne légales peut-il cootinuer à ne prendre en misc en examen par le juge Chriscompte que le culte chrétien? L'école pu- tian Lernould dans l'affaire des blique doit-elle continuer de considérer les HLM du Gard. Il est soupçonné cultures et traditions religieuses comme des «d'infraction oux règles des mortabous? Commeot évitet l'engrenage des chés publics » tandis qu'un entreexigences particulières à l'école sans inciter à preneur et sa fille, Roger et Yanla multiplication des établissements communick Perez, ont fait l'objet d'une

Un arrêt du Conseil d'Etat, filt-il de prin- faux » et « entrave à la liberté des cipe, ne peut évidemment pas offrir une so- marchés publics ». Une partie du lution générale à ces interrogations. Pour- dossier des HLM du Gard passera tant, pour être utile, la décision attendue devant le tribunal correctionnel dans l'affaire du shabbat devrait marquer des de Nîmes, le 3 mai, avec la orientations claires, applicables concrète- comparution de Claude Pradille. ment par les enseignants et l'administration. sénateur et maire (PS) de Sauve, L'incomprébension oée des ambiguîtés de écroué depuis le 5 janvier, et de l'avis du Conseil d'Etat rendu en 1989 à pro- dix autres prévenus. pos du « foulard islamique » constitue, à cet LYON: un incendie dans un égard, un précédent redoutable. L'éducation limmeuble du centre de Lyon. nationale attend des consignes claires, une vendredi 31 mars en fin de matirègle facilement applicable. Comme c'est le née, a provoqué la mort de deux cas de plus en plus fréquemment, le juge est personnes, un bomme de trentesommé d'apporter une réponse à la fois opé- cinq ans et une fillette de six ans, rationnelle et juridiquement étayée à un pro- tandis qu'un autre enfant de cinq blème de société que l'effacement des re- ans a été hospitalisé dans un état pères communs ne permet plus de régler grave à l'bôpital Edouard-Herfacilement sur le terrain.

■ EXPULSION : le commissariat de police de Salnt-Dizier (Haute-Marne) a été bloqué dusur l'avortement votées démocratiquement. 1989 à 1993. Le préfet a accepté de

procédure pour «faux, usoge de

riot. Le feu s'est déclaré dans un appartement du quatrième étage Philippe Bernard occupé par une famille africaine.

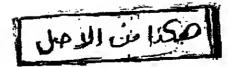


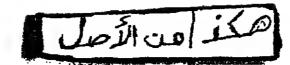
Spéciale présidentielle

Patrick de Carolis reçoit en direct **Lionel Jospin**

Dimanche à 20h45 sur







HORIZONS

Un entretien avec Tony Anatrella

« L'individualisme va du souci de soi à l'idée qu'il n'y a plus de vie devant soi »

PSYCHANALYSTE, chercheur en psychiatrie sociale, spécialiste de l'adolescence. Tony Anatrella porte souvent des diagnostics vigoureux, parfois surprenants et anticonformistes, sur l'état de la société. Ses principaux ouvrages sont : Interminables adolescences (Le Cerf-Cujas. 1991); Non à lo societé dépressive (Flammarion. 1993); Le Sexe oublié (Flammarion. 1992). Il décrit, sur un ton vif et provocant, la crise des ressources intérieures et de la subjectivité dont patit, selon lui, l'homme d'aujourd'hui. Il explique toutefois que la « société dépressive » n'est pas

5 15 15 1

1225

9 . Tale

f#7

41.0

A 13 70 1

2.5

And the second

rijaan da saabaa saabaa da saab

1.1

3.

#61

· 🛊 Partiery

« Vous tentez de mesurer les conséquences sur le lien social des ruptures d'identité et d'idéal qui se produisent chez les individus. Quels sont les principaux symptomes sur lesquels s'appuie votre diagnostic de « société dépressive »?

- Les Français ne vivent pas bien subjectivement. Ils se plaignent évidemment des contraintes agressives de la vie urbaine ou de la mort du monde rural, mais aussi du stress morbide, du doute de soi, du climat social délétère, de la perte d'un proiet de vie, de la duperie, du désespoir politique, du manque de confiance, autant d'éléments qui rendent le lien social difficile. Nous perdons aussi le savoir-faire dans le domaine éducatif. Beaucoup de parents ne savent pas se situer en adultes face aux enfants et aux adolescents. Les convictions sont floues et les désirs provisoires. D'où le succès des mages, des astrologues, des sectes, des extraterrestres, des possessions, des vies multiples, etc. La crise de l'autorité paralyse aussi le lien social et le dévalorise. C'est ainsi que de nontbreuses conduites de « fantaisie », voire de transgression, sont Interprétées comme des marques d'originalité, alors qu'elles ne sont que des signes d'asociabilité.

 La hausse du taux des suicides est un des signes flagrants de ce mal de vivre subjectif, avec douze à quatorze mille morts par an en France. Le phénumène augmente chaque fois que la société ne parses membres entre eux. De même. le développement d'une violence pont casser et détruite « gratuilement wet non pas pour cher à l'in-



- A quol attribuez-vous ce tiques à propos de l'interdit, manque de ressources de l'homme d'aujourd'huipour faire face à des difficultés, personnelles ou conjugales, qu'il ne sait plus, à vous entendre, traiter ni maîtriser?

 A une perte de repères existentiels et à une crise profonde de la subjectivité et de l'Intériorité. La pensée symbolique, qui normalement achève la maturation psychique, est saccagée dans la ication actuelle On passe vient plus à signifier la relation de son temps à déconstruire, à désacraliser, à démythifier, davantage pour nier que pour comprendre, et à solliciter la pulsion à l'état premier, au nom de la spontanéité qui

comme si les Interdits fondamentaux se confondaient avec l'oppression. Il suffit que quelqu'un rappelle l'existence de lois morales objectives pour que cela suscite chez certains des hurlements qui sont l'expression d'une souffrance de la structure psychique de l'idéal du moi. Devant ces phénomènes, certains s'inquiètent du manque de « repères », pendant que d'autres veulent les trouver en eux-mêmes. de facon illusoire. Les repères existent, mais nous nous préparons à ne plus savoir y recourit à cause de la défaillance de cette structure psychique.

» Les maladies de la subjectivité. dont on parle tant, que sont la boulimie, l'anorexie, les dépressions. les séparations, les crises identitaires et surtout la toxicomanie, qui, en l'espace de trente ans, a évolué de façon considérable, en sont les exemples. Les psychologies et les pathologies ont un caractère plus psychotique que névrotique et manifestent des difficultés à rejoindre le monde extérieur. D'où la dominante de personnalités floues, évanescentes et sans limites.

» Aujourd'hui, on consomme des drogues non plus pour s'évader mais pour se stimuler, etre plus fort, à l'aise avec soi-même. La drogue touche tous ceux qui manquent de ces matériaux culturels et symboliques qui permettent de créer une identité, nourrir une

- Il y a une interaction entre l'un et l'autre. La société sollicite certaines structures psychiques comme le narcissisme. Elle conditionne un type de développement qui favonsera ou non le lien social. Nous avons construit en quarante ans ce que nous sommes aujourd'hui. Nous avons créé les conditions psychiques à la toxicomanie. Il n'y a pas de falalité, nos modes de vie en sont à l'origine. Dans une société qui appabeaucoun en pann ligence et dans l'oubli de ses fondements anthropologiques pour construire son identité, le suiet soi-disant libre se retrouve subjectivement aliéné.

» D'où le succès d'un psychologisme ambiant que l'on retrouve dans les émissions de confidences sur les ondes. Des animateurs, parfois sous couvert de médecine, manipulent en public la vie psychique de chacun. Cette incitation à livrer sa vie intime en société est une transgression de l'intériorité. On confond les discours et les lieux où ils peuvent s'exprimer. Il est grave de ne plus savoir vivre la distinction entre le public et le privé, le dedans et le dehors, le for interne et le for externe.

 Cette absence de différence relève d'une tendance psychotique entretenue par des confidences publiques. Beaucoup se complaisent dans l'écoute perverse qui se dégage de l'émission

torique au point de croire que les catastrophes naturelles, les nouvelles maladies et les guerres viennent d'apparaître avec hil. Face aux problèmes de l'existence, il ne sait pas s'inspirer de l'expérience et périences sont engagées, en parti-« La morale n'a jamais été

Phistoire. Il perd sa conscience his-

une nécessité hygiénique. Ce sont ces deux modèles que nous retrouvons dans la prévention inefficace contre le sida, avec le préservatif qui a rang de sexe supplétif. Le sexe est instrumentalisé sans être signifié par la qualité de la relation avec l'autre. La surérotisation masque une angoisse de mort et la diffi-culté de communiquer avec autrui. » Si le préservatif est l'un des

de la sexualité une technique ou

modes de protection à recommander dans un souci sanitaire, c'est le discours qui l'entoure, et la façon dont la société s'empare de la sexualité des jeunes, qui pose des problèmes psychiques, sociaux et moraux. On ne veut pas s'interroger, encore moins répondre à la question : « Quel modèle de lo sexualité sommes-nous en train de fabriquer à travers la prévention du sida? » Ne voit-on pas que la propagande sur le préservatif ne fait qu'accentuer l'angoisse de la castration chez de nombreux individus, qui adoptent des conduites à risques alors qu'ils sont informés. Curieusement, cette prévention prépare un nouveau puntanisme et de nouvelles inhibitions sexuelles. Malheureusement, il est quasiment impossible de faire réfléchir sur ces enjeux la plupart des militants et des prédicateurs sanitaires.

-Ouelles solutions envisagezvous pour l'avenir ? Certains sont tentés par des réaffirmations morales fortes. Est-ce aussi votre

- La morale n'a jamais été la solution aux problèmes de société. La « génération morale » est une fiction. L'avenir dépendra de notre capacité à rebondir par rapport à cette crise de l'intériorité et de l'identité. Va-t-elle permettre une maturation ou, au contraire, déboucher sur de nouvelles régressions ? Les solutions existent. Sur le terrain, des changements s'opèrent dans les comportements et des ex-

« Le top model a remplacé le maître à penser. Quand on ne sait plus penser, on présente son corps »

justice. C'est une « violence-transgression » qui traduit une difficulté à investir les « objets » de la réalité autrement qu'en les détruisant. Il faut agresser, dégrader et briser des liens pour se donner l'impression d'exister en érotisant la violence. Le discours cynique, asocial et pervers qui circule sur certaines radios, dites pour adolescents, valorise le caractère archaique de ces conduites et montre que l'on ne sait plus ce qui fait loi pour assurer le lien social.

» Il faudrait enfin parler des « déliaisons » qui frappent, avec une ampleur extraordinaire, l'univers conjugal et familial. Le divorce, on le sait, est en augmentation constante. Il est d'un coût énorme, jamais chiffré, que ce soit d'un point de vue financier, mais aussi psychologique ou médical. Les praticions le savent bien. Certes, de tout temps, la modification des attachements affectifs, la violation du pacte conjugal, le concubinage ou différentes formes de polygamie ont existé. Mais la nouveauté est peut-être qu'aujourd'hui la société, en privatisant la sexualité, accorde une égale valeur à toutes ces pratiques. De nombreux adultes ne savent plus traiter leurs difficultés relationnelles, conjugales, affectives et sexuelles autrement que sur le mode de la cassure et de la rupture

serait plus vraie que la réflexion. Le top model a pris le relais du maître à penser. Quand on ne sait plus penser, on présente son corps. Réfléchir « prend la tête » et donne la migraine à une société qui ne sait plus discerner la signification de ce qu'elle vit et promeut. » Regardez le fonctionnement

de la télévision, qui transforme en spectacle les problèmes de société avec, pour ne citer qu'elles, les émissions comme « Chela ouate », « Ca se discute », « Tout est possible », où l'on additionne des témoignages sans analyse ni réflexion. L'animateur, comme dans les AG lycéennes des années 70, distribue la parole, alimentée par des sondages ou des « micros-trottoirs », et les échanges sont ponctués de cris, de sifflets et de chansons. Ces émissions développent plus une pensée binaire (pour ou contre, oui ou non) qu'une pensée dialectique et réflexive et, comme dans les raisonnements adolescents, la sincénté est confondue avec l'authenticité. La télévision modélise ainsi une pensée émo-

» La plupart des lois objectives et des lois morales qui favorisent le lien social, la conscience historique et la communication universelle, angoissent ceux qui les vivent comme des menaces imaginaires d'impuissance. Ils développent des discours et des conduites névro-

pour construire son identité, le sujet soi-disant libre se retrouve subjectivement aliéné » intériorité. La société n'offre nen de valable à intérioriser si ce n'est soi-même. Cette autoconsomma-

« Oubliant ses fondements anthropologiques

tion de soi s'appuie maintenant sur les psychotropes. Le débat sur les drogues dures ou douces, légales ou illégales ou sur les produits de substitution est surréaliste et erroné. Le pragmatisme biologisant actuel fait complètement l'impasse sur les problèmes psychiques qui conduisent au besoin de dépendance toxicomaniaque.

- On ne sait trop, à vous entendre, si cette crise de la subjectivité contemporaine tient à l'excès d'individualisme ou à la

« Bas les masques », là où un praticien ne s'autorise pas à poser des questions. Le pire, c'est de croire que « c'est utile » et un modèle du genre, alors que l'on saccage le vécu singulier dans l'exhibitionnisme. Un film ou une pièce de théâtre ont, pour réfléchir l'existence, une autre valeur symbolique que le fait de se mirer dans le vécu de l'autre. On se nourrit de la subjectivité de l'autre parce que l'on ne sait pas vivre la sienne.

Quels sont les effets sur l'homme de cette carence de structures mentales?

-L'homme occidental ne sait plus se reproduire et durer dans

la solution aux problèmes de la société. La « génération morale »

des leçons du passé : c'est la fuite en avant, comme si la solution magique allait s'imposer d'elle-même dans un avenir hypothétique. Un sentiment diffus plane sur la pensée contemporaine, comme s'il se dégageait une honte de nos ongines et de notre passé qui ne permettrait pas de concevoir l'avenir. Pourtant, preuve n'est plus à faire que, sans passé, il est difficile de se construire une histoire.

est une fiction »

. De ce fait, l'homme, aujourd'hui, évite souvent toute relation institutionnelle qui pourrait l'engager au-delà de lui-même et le socialiser. Il préfère se maintenir dans un présent qui dure. C'est ici qu'apparait l'individualisme, qui va du souci de soi à l'idée qu'il n'y a plus de vie devant soi. Chacun veut se suffire à soi-même et créer sa vie à partir de rien. Beaucoup souffrent de ce que j'appelle « la névrose de choix de vie . ils ne savent pas quoi faire de leur existence ni d'eux-mêmes. Ils vivent au jour le jour, en s'ennuyant et en se rassurant dans l'auto-érotisme. Cette attitude est souvent le symptôme d'images parentales peu fiables et fragiles, telles qu'elles sont renvoyées dans le discours social. Les troubles de la filiation dont se plaignent de nombreux jeunes

en sont le signe. - Cette crise de la subjectivité n'a-t-elle pas également des conséquences sur la manière dont Phomme vit sa sexualité ?

-Le développement massif de l'érotisme, à travers le voyeurisme de la vidéo et des radios, est évidemment le signe d'un appauvrissement de l'imaginaire érotique. Il manifeste un manque de ressources internes chez ceux qui ont besoin de stimulants pour occuper leur espace inténeur, alors que, pour d'autres, la pornographie devient vite ennuyeuse quand elle fait

culier dans le domaine de l'éducation, mais je ne suis pas certain que la société veuille les entendre et les prendre en compte.

» Nous restons aveuglés par les modèles des années 60 et nous manquons trop de motivations collectives dans cette crise qui est aussi morale et religieuse. La reprise économique n'y changera rien. Nous avons à nous libérer d'une sociologie de circonstance, qui se contente de justifier la pseudo-modernité sans mesurer les problèmes intersubjectifs dans le domaine de ce qui fait loi, de la famille, de l'éducation, de la sexualité, etc. Nous sommes prisonniers d'un sentimentalisme social et humanitaire qui occulte les enjeux majeurs, laissant vacante la place symbolique du père, c'est-à-dire du tiers qui favorise la différenciation et ouvre sur le réel.

▶ La véritable exclusion se situe dans cette carence, si bien que l'accès aux réalités, au sens de l'autre, et à la signification des conduites devient difficile. Nous nous maintenons dans le maternage, en cherchant la valorisation dans l'exploitation des misères du monde, sans pour autant résoudre les problèmes. Des adultes, des politiques, des enseignants, et même des prêtres, n'osent plus parler à partir de cette symbolique paternelle. Il ne faudra pas s'étonner que ce vide soit colonisé par des objets magiques et déshumanisants. Saurons-nous tirer les conséquences des questions posées et nous inscrire dans une perspective qui se substitue à l'implosion suicidaire dans laquelle nous sommes? C'est possible. Tout dépend de notre volonté collective de vivre et de savoir anticiper ou pas l'avenir l »

> Propos recueillis par Henri Tinca

Le Monde

Irritations polonaises

ES Polonais, qui au-raient bien vu lenr président aux côtés des représentants des quatre grandes puissances (Etats-Uois, Russie, Grande-Bretagne, France), dont François Mitterrand, le 8 mai à Berlin, au-ront droit à nue consolation : leur ministre des affaires étranpères s'adressera quelques jours auparavant an Parlement allemand réuni en séance solennelle. Władysław Bartoszewski, qui fut emprisonné par les nazis pois par les communistes, a uelques titres à célébrer la fin de la deuxième guerre mondiale. Alnsi prend fin un pénible « malentendu » entre Varsovie et Bonn, où les dirigeants allemands n'ont pas, nne fois encore, brillé par leur doigté.

Sans doute l'année 1995, avec toutes ces commémorations, estelle particulièrement délicate; il faut fêter la victoire sur le nazisme qui fut pour les Allemands à la fois une défaite et une libération, souligner leur ambition de vivre en paix avec leurs volsins, tout en respectant la douleur de leurs compatriotes que la fin de la guerre a chassés des terres de l'Est. La bonne volonté du chancelier Kohl n'est pas en cause. Il a eu raison de rappeler aux sociaux-démocrates qui le critiqualent qu'ao temps de Solidarnosc les dirigeants du SPD ne réservaient pas le mellleur accueil à Lech Walesa pour ne pas géner les « communistes réformistes », garants de la sacrosainte stabilité enropéenne. Mals c'est toujours avec une certaine maladresse qu'il froisse des susceptibilités à fleor de fait partie.

peau. Mettre les Polonais sur le même plan que les autres « petits peaples » européens, en occultant qu'ils oot été les premières victimes de l'agression hitiérienne, qu'ils ont lutté pendant toute la guerre contre l'occupant et qu'ils se sont retrouvés après 1945 sous un régime mmuniste dans une patrie retaillée par les grandes puissances, ne pouvait que raviver

Les hésitations manifestées en

1990 par Helmut Kohl pour reconnaître définitivement la frontière Oder-Neisse ne sont pas oubliées à Varsovie. Depuis la réunification, les Allemands et les Polonais se sont efforcés de normaliser leurs relations; le gouvernement de Bonn soutient les efforts de la Pologne pour entrer dans l'Union européenne et, plus discrètement, dans POTAN. Il dolt cependant ménager la Russie, dans un souci d'équilibre entre Moscou et Varsovie qui est la gageure traditionnelle de la diplomatie allemande. Une phrase malheureuse pent remettre en cause des trésors d'habileté ; quand, en recevant Boris Eltsine, Helmut Kohl parle de la Russie comme de « notre grand voisin », les Polooais se rappellent immédiatement que l'Allemagne et la Russie ont eu jadis une frontière commune... en Pologne. On ne saurait soupçonner le chanceller d'une telle arrièrepensée, mais la récoociliation germano-polonaise, plus encore que la reconciliation franco-allemande, est trop fragile et trop récente pour ne pas être l'objet de soins attentifs. Et le tact en

Le boulet Tapie

A gauche n'eo finit pas de payer les arriérés dn second septennat de François Mitterrand. L'arrêt de la cour d'appei de Paris sur Bernard Tapie vient ainsi alourdir la facture personnelle de l'homme d'affaires, mais aussi le passif de tous ceux qui l'avaient accuelli, il y a exactement sept ans, comme l'un des plus beaux rejetons de la ganche de gouvernemeot et de la France unie. C'est en juin 1988, en effet, aussitôt après la réélection de François Mitterrand, que le businessman-vedette des années 80 avait été transformé en candidat anti-Le Pen à la députation dans la ville de Marseille.

Aujonrd'hui en liquidation personnelle et commerciale, avec un montant de dettes astronomique - 1,5 militard de francs si l'on en croit les comptes de la cour d'appei-, inéligible à tout nouveau mandat et menacé d'être déchu de ceux qu'il détient, M. Taple fait figure de bilan de faillite à lui seul. Le hasard des calendriers judiciaires a situé le même jour la comparution de son compère Jacques Mellick devant le tribunai de Béthnne ponr snbornation de témoin. Ancien ministre comme M. Tapie, M. Mellick est de ces élus qui avaient été tentés de « prendre le maquis » au côté de l'homme d'affaires ao moment où Michel Rocard, en avril 1993, avait enlevé à Laurent Fablus la direction do Parti socia-

Il ne manquait au tableau que Jean-François Hory. L'ex-président de Radical a choisl le même jonr pour annoncer son retrait d'une compétition présidentielle dans laquelle il peinait à franchir, en intentions de vote mesurées par les soodages, la quantité dite epsilon. Si Pon se souvient de la rencontre, à l'été 1993, des anti-Rocard du PS, dont MM. Fablus et Lang, et de MM. Hory et Tapie, entourés de Paffection de l'Elysée, on huagine le sourire amer avec lequel l'ancien premier ministre a dû prendre connaissance des dernières nouvelles.

Ecarté de la candidature à l'Elysée à la suite de son échec aux élections européennes, Michel Rocard n'avait pas hésité, en plusieurs occasions, à mettre en cause les méthodes de François Mitterrand - « Les Français ont un compte à régler avec le président de la République », disait-il à la veille des élections législatives de mars 1993 - et à tirer des conclusions sévères dn comportement des dirigeants mitterrandistes dn PS. Lionel Jospin, qui se rattache, lui, au mitterrandisme, n'en a pas moins été rude dans sa critique. Peut-il. aujourd'hui, donner un semblant d'existence, en goeiques semaloes, à une vision nouvelle et différeote de la gauche socia-

liste? Entre le naufrage de la SFIO de Gny Mollet dans l'affaire algérienne et la renaissance du Parti socialiste, il s'était écoulé pius de dix ans. Les rythmes politiques semblent s'accélérer, certes, mais la tâche impartie au candidat socialiste paraît pour le moins ardue. Le spectacle donné par la droite ne fait que rendre plus fort le besoin d'une autre pratique de la politique.

Médiateur : André Laurens

: Alah Minc, president : Olivier Biffind, vice-préside

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 TEL : (2) 40-45-25-25 TERCOPICE: (1) 40-65-25-97 TELES : 206-806F STRATION : 1, PLACE HUSERT-BEDVE-MERT 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL : (1) 49-45-23-25 Tilicopicus : (1) 49-60-30-30 Tilies : 261-315F

Le trouble et la transparence

PLUSIEURS LECTEURS ont contesté le traitement, dans Le Monde, de la vente de terrains appartenant à la famille de M™ Chirac au Port autonome de Paris (numéro du 22 mars) et ont interpellé à ce sujet le directeur de la publication ou le médiateur. *Le Monde* a

eu l'occasioo d'exposer dans un éditorial (numéro du 23 mars) les raisons qui l'avaient conduit à approfoodir l'information sur cette affaire et à lui donner quelque éclat, bien que cela ne plaise ní à tous ses lec-

teurs ni à tous ses confières. il d'y aurait pas lieu de revenir sur l'exigence de transparence - de transparence pour tous qu'il avançait alors, si elle n'appelait pas, de notre part, la réciprocité: Le Monde est terru de s'expliquer sur la manière dont il demande des explications, et ceux qui nous y invitent doivent obtenir satisfaction.

La conjoncture préélectorale aiguillonne d'autant plus la fonction interpellatrice de la presse que nombre d'affaires, ces dernières années, ont révélé, sinoo une corruption généralisée, du moins un laxisme couvrant la confusion entre l'intérêt public et des intérêts privés. A telle enseigne que les responsables politiques en ont pris conscience et se sout mis en devoir d'assainir ce qui devait l'être. Dans la même ligne, les candidats à l'élection présidentielle se sont prêtés, en ce qui concerne leur patrimoine et, pour certains leurs revenus, à une publicité qui, jusqu'alors, o'était pas de mise dans la société française. Et qui, pour beaucoup, reste malvenue.

La logique de cet effort de transparence, que Le Monde juge sain, conduit à renchérir dans le

questionnement. Cest ainsi que les explications de M. Chirac sur ses revenus, que nous avions trouvées limpides, n'en appelaient pas moins d'autres questions. Elles ont été posées et certaines ont obtenu des réponses. C'est un précédent significatif et, à notre sens, positif. Il nous vant, cependant, des reproches (mais aussi des encouragements) auxquels nous ne sommes pas insensibles, surtout lorsqu'ils mettent en cause, non notre volonté d'en savoir plus, mais Péventuelle tentation d'en abuser.

Quelques lecteurs accusent Le Monde, à la limite du procès d'intention (comme certains le reconnaissent), d'instruire un... procès d'intention contre M. Chirac. L'accusation n'est pas toujours politiquement neutre, mais peu importe. Le grief porte surtout sur la présentation en première page de cette affaire et sur le titre du résumé renvoyant aux développements dans le corps du journal. Cet appel de « une » annoncait: « M. et M. Chirac ont tiré profit d'une vente de terrains au Port de Paris ». En quoi est-il contestable?

il serait hypocrite de prétendre que Le Monde se refuse à mettre en valeur, en première page, les informations dont il a la primeur dans ses domaines de prédilection (la politique internationale et intérieure. l'économie, la culture, etc.). En l'occurrence, il s'agissait de compléments d'information, que nous avions recherchés et obtenus, assortis des nouvelles questions qu'ils pouvaient soulever, concernant les revenus de l'un des principaux candidats: cela valait bien de figurer à la vitrine du journal.

Reste la formulation du titre, au-dessus d'un court texte purement informatif. Stricto sensu, scule Mª Chirac était concernée par la vente de terrains appartenant à sa famille, et non son

de Paris, qui o'est pas vraiment di-

rigé par un chiraquien grand teint,

ni même du conseil d'administra-

tion de l'EPIC, où la Ville de Paris

est très minoritaire, oo sort un

rapport de décembre 1993 signa-

lant une « mainmise excessive » de

la Ville de Paris sur le Port, sans

donner aucune explication et en

ajoutant que leurs rapports sont

« conflictuels ». Comprenne qui

pourra./-... Les journalistes posent la ques-

tion: que sont devenus les 15 mil-

lions de bénéfice de la SAPC ? Ils

ne répondent pas, mais dans l'en-

cadré oo parle du promoteur et de

Générale des Eaux: nous y voilà,

suivez mon regard, il doit bien y

avoir du financement occulte du

RPR là-dessous... On n'avance au-

cane preuverdonc on ne le dit pas

explicitement, on se contente de

de cette affaire et de ses protago-

nistes que ce que vous eo écrivez.

Je suis un simple citoyen, ni as-

sujetti à l'ISF ni inscrit au RPR ou

à un autre parti, et personne ne

m'a chargé de défendre M. Chirac

ou son épouse, ils n'oot évidem-

ment pas besoin de moi pour ça !

Je voterai Chirac, certes, mais ce

n'est pas cela qui me guide dans

ma démarche: je pense que

« mon » journal ne devrait pas

publier des articles aussi peu do-

Encore une fois, je ne connais

« penser tout haut ».

mari. Sur ce point, nous avons eu tort de parler du couple à propos de la réalisation des biens de l'épouse, même si la plus-value est comprise dans l'imposition globale du foyer fiscal.

Vous mentionnez le Port de Paris, nous dit-on aussi, pour introduire un élément de suspicion aux dépens du maire, alors qu'il s'agit d'un étabissement autonome. A cela nous avons répondu que c'est, précisément, le fait qu'un haut personnage public puisse être plus ou moins directement concerné par une transaction avec un établissement public qui réveille la viglance. Et nous avons donné tous les éléments disponibles du dossier.

Enfin, il y avait l'expression « tirer profit »: au sens propre, elle est fondée, mais nous ne saurions ignorer qu'elle a une connotation insidieuse dans un pays où le profit est traditionnellement suspect, quand il se découvre. Sans donte aurions-nous du mieux tenir compte des interprétations auxqueiles elle risquait de se

La présentation engage le fond et, en l'espèce, il s'agit de savoir si Le Monde s'est servi de sa capacité de médiatisation pour un autre but que celul d'obtenir des éclaircissements sur la situatioo d'un candidat, comme Il l'a fait avec d'autres. Notamment avec Edouard Balladur. qui n'était pas pour autant en faute avec la loi. Manier l'information n'est jamais neutre, même quand on prétend le faire avec équité, mais il y a un monde, qui n'est pas le nôtre, avec la volonté de la manipuler. Le Monde a d'autres moyens bien plus directs de s'exprimer et il n'a pas besoin, pour cela, de pêcher en eaux troubles avec l'alibi de la transparence.

André Laurens

AU COURRIER DU « MONDE »

CE QUE JE N'AIME PAS

LIRE DANS MON JOURNAL Le Monde du 22 mars sur la plus-value réalisée par M™ Chirac sur la vente d'un terrain appartenant à sa famille me paraît exemplaire de ce que je o'aime pas lire dans « moo » journal.

Tout d'abord, ce titre eo première page, qui donne le ton : « M. et M " Chirac ont tiré, profit d'une vente de terrains au Port de Paris». Pour celui qui ne va pas plus loin, il est clair que Port de Paris = maire de Paris = Chirac: lecteurs, déduisez-eo ce que vous voulez... Et ce mot de « profit » qui sent si fort son illégitimité pour dire le moins - actueilement... Bien entendu, oo va me répondre que l'exagère, que je fais un procès d'inteotion, qu'il o'y a qu'à lire l'article pour voir que ses auteurs font voe presentation complète et objective des faits.

En page 7, il o'est plus question de M. Chirac, mais seulement de soo épouse (...). Pourquoi alors l'avoir cité en première page ?

L'article commence par un exposé des faits, doot l'explication est qualifiée de limpide.

Eo effet, si les choses se sont effectivement passées comme vous l'écrivez, elles sont assez simples : sans rien connaître à cette affaire ni à l'immobilier, oo imagine sans peine an'elles se soient déroulées de cette façon. C'est sans doute trop simple pour les auteurs de l'article, qui y voient des choses « inhabituelles », « singulières » et « étranges », etc., en un mot, suspectes... mais ils ne le disent pas, prudence !

Et pourtant, dans tous les arguments développés, on ne découvre rien qui paisse justifier ces qualificatifs. Que la SAPC ait été créée poot la circonstance ne semble pas douteux, il y a beaocoup de sociétés qui sont créées pour un seul projet immobilier. Que les deux ventes, de la famille à la SAPC, puis de la SAPC au Port autocome, soient coocomitantes paraît également tout à fait oormal et de bonne gestion (..). L'actioo « de concert » entre le promoteur et le Port de Paris est en effet tout à fait vraisemblable: une affaire de ce genre est en général le résultat de longues négociations, qu'y a-t-il d'étrange à cela? Quant aux évaluations, elles ont été faites par les Domaines, qui n'ont pas la réputation d'être particulièrement tendres oo iofluençables. Vous signalez l'existence des délais de paiement accordés au Port autonome - il faut être objectif -, mais leur incidence n'est pas calculée, et pourtant ce calcul est facile à faire, et il aboutit à un mootant d'intérêt très important, mais cela ne va pas dans le sens de la démonstration puisque le bénéfice est diminué

Et comme on ne peut rien trouver du côté de la mairie de Vigneux (le maire est communiste, donc peu soupconnable de sym pathie chiraquienne), ni du Port

cumentés et remplis d'insinuations fondées sur des rapprochements plus ou moins hasardeux: la seule chose vraiment claire au milieu de ces « étrangetés » supposées, c'est qu'on cherche à porter tort à M. Chirac à travers sa

belle-famille. On me dira que je lis entre les lignes, et que rien de ce qui est écrit pe peut donner lieu à pareille interprétation. Je n'en suis pas si

Bruno Sterlin

L'AIR DE LA CALOMNIE

L'accroche de première page de ses liens avec des filiales ou sousfiliales de la Lyonnaise et de la de terraim par la famille de famille, a succion curt su Me Chirac ne m'apparaît pas très « franche du collier », si vous me passez cette expression. Comme il vous arrive souvent lorsque vous voulez jouer les « chevaliers blancs », on sent que Basile o'est pas loin et l'on entend distinctement l'air de la calonnie. Certes, les choses s'éclairent un peu page 7 mais, mais... de la page une, oo retient que les Chirac ont fait affaire avec le Port autonome de Paris... C'est toujours ça de dit qui se répétera... La rumeur, la rumeur,

Ce n'est pas le meilleur côté de votre ioumal...

Michel Davet Levallois Hauts-de-Seine

Effet D'ANNONCE

Le Monde se plaint à juste raisoo du niveau de la campagne présidentielle: pourquoi donc l'abaisser encore avec un titre racoleur en première page sur le profit qu'auraient «tiré» M. et M-Chirac de la vente de terrains au Port autonome de Paris, alors que l'article, nécessairement technique et donc relativement indigeste, contredisait ce que ce titre laissait entendre?

il fallait être un lecteur curieux et assez au fait de l'immobilier pour constater que :

 M. Chirac n'était aucunement impliqué.

- - M Chirac ne l'était qu'indil'enquête consacrée à une veote rectement et à faible degré par sa

- Le Port autonome ne dépend pas de la Ville de Paris, ses responsables ne doivent rien aux Chirac. La promesse de vente avait été signée trois ans avant que le béné-

ficiaire ne dénoue son opération, l'achat n'étant passé devant notaire qu'au moment de la revente, comme il est fréquent chez les marchands de biens.

Le Monde, qui a produit tant de scoops importants, avait-ii besoin de cet effet d'annonce des plus

> **Georges Winter** Saint-Germain-en-Laye, **Yvelines**

L'ANTIGAULLISME

L'antigaullisme est au Monde ce que la satire est au Canard enchainé. Il est inné et naturel. La liberté d'expression et de critique existe, et c'est un bien inestimable. Mais, depuis que Jacques Chirac est entré en campagne, le 4 novembre, il n'est pas un seul article qui n'ait, d'une manière on d'une autre, recélé des critiques plus ou moins directes, voire quelques flèches em-poisoonées. Même lorsqu'uo article paraît favorable (et pourquol ne pourrait-il Pêtre, en toute objectivité?), il y a toujours, dans sa conclusion, comme un regret d'avoir été trop positif, un trait fé-roce, une allusion insidieuse.

Le numéro du 22 mars a franchi la ligne jaune. Titre accrocheur, à la « une » (...). L'insinuation est évidente, pour être retenue du lecteur ou du passant pressé, car l'article lui-même, en page intérieure, ne révèle rien d'anormal.

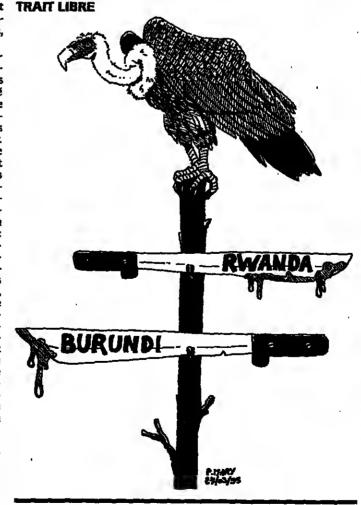
Cela est non seniement très regrettable, mais aussi quelque peu inique (...). La recherche de la transparence, tout à fait légitime, ne doit pas entraîner de dérapages

dommageables.

Si Jacques Chirac semble, au-jourd'hul, commencer à rassembler les Français, c'est qu'il incarne, aux yeux de ceux-ci, une nouvelle espérance après quinze longues anoées de mitterran-

Au contraire du candidat socialiste de 1981 et de 1988 qui oe s'adressait qu'au seul « peuple de gauche», le candidat gaulliste en appelle à tous les Français (...).

Claude Costes Boulogne, Hauts-de-Seine



Le premier statut des journalistes

Il y a soixante ans, une loi reconnaissait qu'écrire dans un journal est un véritable métier

LE 29 MARS 1935, le président Albert Lebrun promulguait une loi relative au statut professionnel des journalistes. Adoptée sans débat par la Chambre des députés le 14 mars et par le Sénat le 19, cette lol reconnaissait pour la première fois qu'écrire dans un journal n'était pas seulement une occupation, mais un métier. Pour bien les distinguer des « omoteurs », les « journalistes professionnels » pourraient désormais exciper d'une carte attribuée par la profession elle-même, chargée de faire le tri entre vrais et faux journalistes. La carte de presse, pour le grand public. La Carte, tout simple-

ment, pour ses détenteurs. Jusqu'alors, le sens commun voulait que, pour être journaliste, il suffise d'écrire dans les jnurnaux. Au cours du siècle précédent, hommes pulitiques et écrivains ne s'en étaient pas privés. Hommes de presse indiscutablement, ils n'avaient pas pour autant le sentiment d'être des journalistes professionnels. Le développement du reportage et la naissance d'une presse industrielle avaient pourtant étoffé une classe de reporters, chrnnlqueurs, secrétaires de rédaction qui n'exercaient d'autre métier que le inurnalisme. Le plus souvent mal payés, ils voyaient leurs revenus menacés par la concurrence que leur faisaient les « amateurs ». C'està-dire les instituteurs, curés, secrétaires de mairle, avocats ou sportifs and arrondissaient leurs fins de mois en écrivant dans les journaux.

Au sortir de la Grande Guerre, en mars 1918, un groupe de journalistes avait fondé le Syndicat des journalistes, « association de défense et discipline professionnelles ». Le nnuveau syndicat s'était d'emblée fixé deux objectifs : moraliser la profession en veillant au respect de la de presse la recommaissance d'un ment dans le peloton de queue en stabut professionnet. Il faudra atla Fédération nationale des jour-

mnnd (FNJF), Georges Bourdon (SNJ), Henri de Weindel (Comité général des associations de presse).

Ce texte définit le journaliste, prévoit la création d'une carte professionnelle, détermine un barème de salaires minimaux, assure la couverture du risque maladie, garantit une indemnité de rupture de contrat égale à un mois par année de présence, avec arbitrage au-delà de la quinzième année, et introduit une clause de conscience en cas de changement d'orientation du journal.

Mais les négociateurs, jonrnalistes et patrons, avaient sous-estimé l'opposition d'une partie importante des directeurs de journaux. En février 1933, Léon Bailby, directeur du Jour et du Syndicat de la presse parisienne, écrit dans une lettre que les directeurs de juurnaux n'ont jamais accepté de se plier à des règles ou a de prétendus usages et qu'ils entendent « traiter chaque cas en fait et en fonction de leurs possibilités », qu'en matière d'indemnités de congédiement, les journaux veulent être « seuls juges » de leurs déci-sinns, et que leurs directions refusent « d'être liées par une sentence arbitrale quelconque ».

La voie de la négociation est fermée, reste la vole parlementaire. En mars 1933, le député Henri Guerrut. ancien journaliste lui-même, dépose une « proposition de loi relative au statut des journalistes professionnels ». Ce texte cosigné par snixante-quatre autres députés issus de toutes les familles politiques reprend l'essentiel du projet avorté de contrat collectif.

En 1928, le Bureau international du travail BIT avait conduit une enquête sur les conditions de travail -des journalistes dans trente-trois pays. Il en ressortait que les journacharte des dévoirs du'il avait rédigée — listes français, dépourvus de tout en juillet 1918 et obtenir des patrons statut professionnel, étaient nettetendre 1925, lorsque les éditents de ropéesis, et untamment italiens. journaux se rassemblent au sein de couverts depuis 1911 par nne convention collective très géné-

cenciement comme si le départ n'était pas de son fait. Dans son exposé des motifs, Henri Guernut notait: « Tout à la fois écrivains ou artistes et employés sala-

droit commun, permet au journa-

liste, en cas de changement notable

d'orientation de la publication, de la

quitter avec des indemnités de li-

n'és », les journalistes ne sont protégés ni comme auteurs ni comme salariés. Grace à la clause de conscience, la loi Guernut devait surmonter cette apparente contradiction. Même si elle est rarement mise en œuvre -, par son existence même la clause de conscience fonde la liberté intellectuelle du journaliste -, en dépit du lieu de subordination inhérent aux salariés.

Le Parlement s'apprête donc à accorder un statut particulièrement avantageux aux journalistes. Mais qui va en bénéficier ? Comment s'assurer que des intrus ne se glissent pas parmi les bénéficiaires? En un mot, qui est journaliste? La loi ne le dit pas. Du moins pas directement La définition qu'elle en donne - qui est, à peu de chose près, toulours en vigueur solkante années plus tard - est tautologique: «Le iournaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régu-

conscience. Celle-ci, exorbitante du lière et rétribuée, l'exércice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France ou dans une agence française d'irdormations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son

> Si la loi dit ce qu'est le journaliste professionnei, elle reste silencieuse sur ce qu'est le journalisme. Il appartiendra donc à une commission de professionnels de le faire en délivrant la carte. La Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels doit être composée à parité de directeurs de jaumaux nommés par leurs fédérations et de journalistes élus par leurs pairs. Pour Brachard, « l'établissement de la carte d'identité aidera nuissamment à l'organisation méthodique d'une profession longtemps demeurée dans l'anarchie. Les intérêts moraux y vont de pair avec les intérêts matériels ». Car, pour le rapporteur, il ne fait pas de doute que la profes-sion fera le ménage chez elle. Et de fait, lors de la mise en place de la première commission le 22 mai 1936, le SNJ exulte : « L'ordre des journalistes est réalisé », titre le fournaliste dans son numéro de juin. « Vollà notre profession non pas fermée mais protégée (...). La carte professionnelle, c'est le droit permanent

de regard de la profession sur ellemême, c'est le contrôle du journolisme par les journalistes. »

Avec le recul, l'aptimisme dant falsaient preuve aussi bien le député Brachard que le Syndicat national des journalistes peut prêter à sourire. En soixante années, les dérapages jnornalistiques n'nnt pas manqué et la loi de 1935 n'a pas permis à la profession de faire le ménage qu'en attendaient ses artisans. Car rien, dans la loi, ne permet de lier l'attribution ou le retrait de la

carte à la moralité de l'impétrant. En 1992, cependant, la Commission de la carte publie un communiqué sans précédent inspiré par le traitement journalistique des événements de Roumanie et du Golfe : « Face au discrédit dont les médias font l'objet dans l'opinion, si l'on en croit les sondages et compte tenu des conditions de plus en plus scabreuses qui président à la collecte de l'information - apreté de la concurrence. hantise de l'Audimat, recherche du scoop à tout prix, poids de la publicité, vitesse occélérée de la transmission des nouvelles, réduction du temps nécessaire à leur vérification, etc. -, la Commission de la corte d'identité des journolistes professionnels, organisme paritaire de droit public créé par la loi du 29 mars 1935 portant sta-

tut du journaliste, appelle ses quelque 27 000 ayants droit d la plus grande

vigilance. » Elle « estime de son devoir d'appeler solennellement les éditeurs et les journalistes, chacun selon ses responsabilités, à conjuguer leurs efforts pour donner un coup d'arrêt à cette dangereuse dérive. » Ce communiqué s'attire une réponse cinglante du président du Syndicat de la presse parisienne, Jean Miot. Qualifiant l'initiative de « saugrenue », il lui reproche d'« ajouter au discrédit dont les journalistes font l'objet dans l'opinion publique ».

Malgré tout, en dépit de ses imperfections, la souplesse du système mis en place par la loi de 1935 lui a permis de s'adapter à une professinn en pleine évolution, sociologique et technologique, passée en snixante ans de mnins de 4 000 membres à plus de 28 000. Ce qui n'exclut pas une remise à jour d'un texte qui a pris quelques rides. Mais surtout, en accordant dès 1935 un statut très avancé aux journalistes français qui en étaient jusqu'alors dépourvus, la loi du 29 mars 1935 préfigurait les grandes lois sociales adnptées l'année suivante sous le Front populaire.

Olivier Da Lage

Depuis 1935, les dérapages n'ont pas manqué et la loi n'a pas permis à la profession de faire le ménage qu'attendaient ses artisans

naux français (FNJF), sous la présidence d'Henry Simond, directeur de L'Echo de Paris, pour que solent établis les premiers contacts. Les jourpalistes parlent de contrat collectifon dirait aujourd'hui « convention collective » - et de salaire minimal et nbtiennent un accord de principe pour poursuivre les discussions sur

Le syndicat remet donc sur le métier son projet de contrat collectif rédigé lors de sa création. La nouvelle version, qui comparte cin-quante et un articles, est transmise à Henry Simund en 1928. Une commission mixte, rassemblant syndicalistes et représentants des éditeurs de journaux, est constituée afin de négocier ce projet. Les patrons sont représentés par la fédération nationale, le Syndicat de la presse parisienne, le Syndicat des quotidiens régionaux, le Syndicat des quotidiens départementaux et le Syndicat de la presse d'opinion. Les journalistes sont représentés par le Syndicat des journalistes (devenu Syndicat national des journalistes en 1927) et par le Comité général des associations de presse, dont fait d'ailleurs partie le SNJ. La commission mixte a déjà tenu trente-trois séances et le projet est snr le point d'aboutir lorsque, le 30 juin 1930, le Syndicat des quotidiens régionaux, présidé par Bour-rageas, directeur du Petit Marseillais, adopte un nrdre du jour rejetant le principe même du contrat collectif. qui concerne des « questions d'administration intérieure des jour-

naux ». Malgré ce désaveu des journaux de province, la commission mixte poursuit ses travaux pendant près d'un an, avec d'ailleurs la participation des représentants de la presse régionale. Le 21 juin 1929, après quarante-quatre séances et deux ans de travall, la commission parvient enfin à un accord. Le contrat collectif (quarante-six articles et ses

reuse. A la suite de cette étude purement factuelle, le BIT nomme en 1929 une «commission des travailleurs intellectuels » chargée de proposer des recommandations. Les journalistes français y sont représentés par Georges Bourdon, secrétaire général du SNJ depuis 1922 et fondateur en 1926 de la FIJ (Fédératinn internationale des journa-

Pour Bourdon, qui était au cœur de toutes ces discussions, le recours au Parlement, suggéré en tout état de cause par le rapport du BIT auquel ll avalt cuntribné, était la conséquence inéluctable de l'échec des négociations avec les patrons. C'est, nn l'a vu, en étroite collaboratinn avec Genrges Bnurdon et le SNJ que Henri Guernut dépose sa proposition de loi. Mais le véritable artisan de l'adoption sans débat de la loi est son rapporteur, Emile Brachard. Nouveau député de l'Aube il a été élu en 1932 -, Brachard est lui-même journaliste, directeur du Petit Troyen et membre du SNJ de-

Son rapport-fleuve est un ardent plaidoyer pour ses confrères et un implacable réquisitoire contre les patrons de presse qui ont manqué à leur parole en dénonçant le contrat collectif signé par leurs représen-tants. La presse a été gangrenée par des affaires de corruption, de potsde-vin, de rachats par des groupes industriels et financiers, « l'accaparement des journaux par le capital centralisé, dix, vingt, cinquante Journoux entre les mains d'un homme ou d'un groupe financier ».

Comment garantir l'indépendance de ce travailleur intellectuel qu'est le journaliste? Deux réponses : des salaires décents garantis par un barème minimal - car, dit Brachard, « on conviendra qu'une bonne condition pour un homme de se sentir ferme dans sa liberté morale est d'être assuré de son indépendance



postiers mettent en avant des condi-tions de travail dégradées, des réductions d'effectifs et s'interrogent sur l'avenir de leur service public. Soumise à l'impératif d'équilibrer ses

comptes et confrontée à une concurrence de plus en plus sévère, La Poste multiplie les réorganisations pour coller davantage « aux réalités du mar-ché ». La réflexion engagée autour

du « bureau de poste de l'an 2000 » avive les craintes. © DANS LE VAR, le conflit perdure depuis le 25 février. Dans les Bouches-du Rhône, il en-tame sa troisième semaine. Dans ce

département, le courrier accuse un retard de deux à trois jours. A Or-léans, le mouvement qui se prolonge depuis plus d'une semaine a dérivé sur le terrain juridique.

sperue des valeur

La montée des conflits locaux à La Poste révèle un malaise général

La logique commerciale qu'adopte l'établissement public pour se préserver de la concurrence passe mal sur le terrain et depuis le début de l'année les régions sont agitées de mouvements revendicatifs

LES POSTIERS grognent. Sporadiquement, localement, et parfois durement. Ici, c'est l'impossibilité de poser quatre semaines de cnngés annuels d'affilée. Là, ce sont des plages horaires jugées « aberrantes ». Et les journées de travail scindées en deux vacations aux heures de pointe (tôt le matin et en fin d'après-midi) entrecoupées de longues pauses de quatre, cinq, voire six heures et les difficultés d'organisation familiale. Là encore, c'est le recours aux contractuels (* on est parfois abligé de les appeler au jaur le jaur »), pour tenir des emplois noo pourvus à la suite de départs en re-

Ailleurs, ce sont les receveurs. des chefs d'établissement traditionoellement peo revendicatifs,

qui grondent. Ils figurent parmi les grands bénéficiaires d'une réforme des classifications assez contestée à La Poste. Pourtant, combreux sont ceux qui évoquent désormais un « vrai ras-le-bal ». Certains prennent même la plume pour dénoncer « le caractère hystérique de certaines campagnes cammerciales », le dévolement de leur métier, les objectifs « irréalistes » qui leur sont fixés.

PERTE D'IDENTITÉ Depuis le début de l'année, les

micro-conflits se sont multipliés sur ces thèmes. Avant le Midi et le Centre. c'était la Bretagne, avec les Côtes-d'Armor, le Sud-Quest avec un conflit dur en Haute-Garonne. Paris ou la banlieue ont connu aussi leurs soubresauts. Au siège de La

Poste, à Boulogne, on relativise. « Il y a un climat d'inquiétude générale et, sur le terrain politique, le bras de fer que se livrent les syndicats CGT et SUD dans certaines régions nourrit les tensions. »

Derrière les exaspérations ponctuelles sur l'organisation du travail et les rapports hiérarchiques se cachent aujourd'hui des inquiétudes plus profondes. La Poste change. Ses agents, qui ont déve-loppé une vrale culture de service public, nut de plus en plus le sentiment de perdre identité et repères.

A marche forcée. La Poste adopte « une lagique commerciale » et passe « à une réalité de marché ». Cette ancienne administration a été transformée en exploitant public autonome par la réforme Quilès de 1990. Elle est

dotée, depuis octobre 1994, d'un contrat de plan, ce document qui fixe les règles du jeu entre l'exploitant public et sa tutelle. Soumise à un impératif financier très fort l'équilibre des comptes -, La Poste évolue dans un environnement de plus en plus concurrentiel qui devrait être exaspéré encore par les projets de déréglementation du secteur, en discussion à Bruxelles.

«Naus réalisons 85 % de natre chiffre d'affaires courrier - 62 milliards de francs - avec les entreprises. Certains de ces clients ont des factures de plusieurs centaines de millions de francs! Si nous l'ignorons, nous sommes morts. Et le service public avec ! > explique Claude Bourmaud, le directeur général de La Poste.

Les réorganisations s'accélèrent.

et leur automatisation, il y a eu la refonte de la filière messagerie, désormais distincte de celle du courrier. Les responsabilités ont été déconcentrées pour être davantage à l'écoute des marchés locaux et ont entraîné des effets pervers.

Délégués régionaux, directeurs départementaux qui chapeautent groupements postaux et bureaux ont ainsi acquis une large autonomie en matière d'organisation du travail, de concours, recrutement et promotioo. Teous de réaliser leurs objectifs, ces responsables « mettent la pression » sur leurs troupes. Parfois, extrêmement maladroitement, avec brutalité.

Pour de nombreux agents, «La

Après la réforme des centres de tri Poste ne ressemble plus à la Poste ». Les recommandations qui ont accompagné le lancement des colis prêt-à-poster (type Diligo et Distingo) ont été mal reçues. Les anciens colis ont été retirés de la vue du public et les guichetiers sont invités à proposer systématique-ment ces nouveaux produits. Leur zèle est survelllé puisque des clients annovmes - en fait des sortes de contrôleurs - peuvent être envoyés dans les bureaux pour juger de leur dynamisme

> Le projet du bureau de poste de l'ao 2000 attise aujourd'hui d'autres inquiétudes. Il devrait prendre forme, l'été prochain, après les élections municipales, et une fois passés, sans doute, les décrets d'application de la loi sur l'aménagement du territoire, dont la publication est prévue pour juin. « Cela se fera en concertation avec les postiers », assure-ton an siège. On parle de concentrer la distributinn en détachant les facteurs des bureaux de poste, de transformer les bureaux en agences commerciales, un peu à l'instar de celles de France Télécom. Des kiosques multimédias pourraient y être installés permettant la réservation de blllets d'avions, de trains... s'adressant de fait à un autre type de clientèle. Les agents, eux, redoutent qu'« an ne vide les bureaux » et qu'« on ne rompe totalement avec l'esprit ser-

> > Caroline Monnot

Des grèves dures à Marseille, Orléans et Toulon

• Dans les Booches-du-Rhône, le conflit des postiers entame sa troisième semaine. Partie de la recette principale de Marseille, jeudi 16 mars, la grève a rapidement touché les 282 bureaux de poste du département ainsi que le centre de tri de la gare Saint-Charles où le taux de grévistes dépasse 50 %. Six syndicats protestent contre la suppression programmée d'un millier d'emplois. Dans les boîtes aux lettres marseillaises, le courrier accuse un retard de deux à trols jours. Vendredi 31 mars, la direction départementale et les syndicats ont, pour la première fois, noué des négociations qualifiées «sérieuses». Afin de « res-

Larin a accepté de geler jusqu'en mai 1996 les suppressions d'emplois programmées à la recette principale de Marseille.

• A Orléaus, le syndicat CGT a été condamné le 30 mars «à cesser toute entrave sous astreinte de 50 000 F par jour de retard » par le TGI de la ville, à la suite de la saisie en référé de la juridiction par la direction de La Poste, qui estime que l'accès à un centre de tri a été eotravé « par des groupes de grévistes » et notamment par « des délégués syndicaux CGT ».

Après neuf jours d'une grève touchant essentiellement la Poste d'Orléans, le centre de tri de Fleury-les-Aubrais ainsi que queltawer un climat de confiance », Bernard Le ques bureaux de l'agglomération, le mouve-

ment, lancé à l'initiative des syndicats CGT, FO et SUD (Solidaire, unitaire et démocratique), a été rejoint jeudi par la CFDT. Les syndicats protestent cootre un projet de La Poste d'Orléans de réorganiser la distribution et de vouloir supprimer 61 emplois, se-Ion la CGT. Le conflit a pris une tournure juridique à la suite de la condamnation de la seule CGT, alors que FO et 5UD, impliqués également dans le conflit, ont été mis hors de cause par le tribunal.

 Dans le Var, les premiers arrêts de travail ont eu lieu le 25 février à Hyères où la grève des facteurs perdure. Depuis, elle a essaimé à Toulon et dans sa périphérie, jusqu'à bloquer la distribution du courrier.

Les négociations entre l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) et M. Brayac, directeur départemental de La Poste, sont passées par toutes les phases: de la crispation à l'exacerbation jnsqu'à l'iotroduction, par M. Brayac, contre l'intersyndicale d'une action en référé « d'heure à heure » devant le tribunal de grande instance de Touloo afin de réagir à l'occupation du centre de tri de La Valette, utilisé comme centre de transit des colis postaux pendant cette grève.

> De nos correspondants Luc Leroux à Marseille et José Lenzini à Toulon (avec AFP)

BASF achète les médicaments du groupe Boots

APRÈS QUATRE MOIS de négociations avec la première chaîne de pharmacie britannique Ces investissements importants ont a conclu le 31 mars l'acquisition entraîné en 1991 et 1992 des conflits de sa divisioo de médicameots veodus sur ordonnaoce pour sociaux très graves, avec grèves et occupations d'usines. Gérard Jaulin 840 millions de livres (6.7 milliards a dû recaurir à une saus-traitance de francs). Ce rachat permettra au ruineuse», explique Guy Nébot, groupe de Leverkusen de remooter de dix places dans le classement mondial des laboratoires

pour accéder au trentième rang. Préseot au travers de Kooli dans quatre domaines d'activités (cardio-vasculaire, système nerveux central, immunologie-oncologie et gastro-entérologie), le groupe trouve chez Boots des analgésiques, des anti-inflammatoires, des antidépresseurs, et un produit de synthèse utilisé pour les déficiences de la glande thyroide (Le Monde du 16 novembre

1994). Le rachat concerne, au nivean mondial, non seulement les médicaments sur ordonnance, mais aussi les marques, les activités de recberche et développement, la production et la distribution de

faires de BASF Pharma va ainsi augmenter de 50 %, passant de 2 liards de francs) et aux 2 700 salatiés du groupe vont s'en ajouter 5 700 autres.

TOKYO

Au niveau géographique, BASF se renforce en Grande-Bretagne, mais aussi aux Etats-Unis, eo Espagne et en France. Les ventes de Knoll dans l'Hexagone feront un bood spectaculaire passant de 290 à 680 millions de francs. Ce laboratoire détiendra ainsi 1% du marché pharmaceotique national.

La décision de Boots de céder sa branche de médicaments veodus sur ordonnance a été accélérée par ses déboires en 1993, année au cours de laquelle il lui a fallu retirer du marché le Manoplax, un traitement des maladies cardiaques. La première chaîne de pharmacie britanunique va désormais se concentrer sur la distribution de produits de santé et soins de corps ainsi que sur les médicaments de confort.

Dominique Gallois

Pain Jacquet est repris par Limagrain

Son fondateur, Gérard Joulin, qui n'a plus la confiance des banques, quitte la société

grain a repris daos la nuit du ger, est à l'origine des malheurs de marché allemand, mais aucun de pâtes surgelées à Pithiviers (Loi-Celle-ci, qui détient 35 % du marché du pain de mie en France avec les marques Jacquet et Duroi, était au bord du dépôt de bilan depuis des mois. Selon le plan de reprise, élaboré sous l'égide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), Limagrain reprendra les branches opérationnelles de Pain Jacquet (pain de mie, biscottes, pâtes surgelées) et injectera environ 150 millions de francs dans l'affaire.

Les quelque trente-cinq banquiers qui avaient prêté près de 500 millions de francs abandonnent une partie substantielle de leurs créances ou les transforment en obligations remboursables en actions. Gérard Joulin, qui voulait devenir président du cnnseil de surveillance de Pain Jacquet à l'occasinn du changement de statut de la société, va quitter le groupe. Il conservera la holding Pain Jacquet devenue une coquille vide. Il a toutefois évité le pire. Selon des proches du dissier, un dépôt de blian mettant en cause sa responsabilité aurait été financièrement ruineux pour lui. L'acquisitinn en 1987 d'un

LE GROUPE coopératif Lima- concurrent allemand, Rugenber- genberger est le quatrième sur le à Clamecy (Nièvre), l'autre de 31 mars au 1e avril la société Pain Pain Jacquet. A l'époque, l'entre- ses concurrents ne gagne d'argent, ret). « Il s'est trompé sur le coût de ter une affaire allemande et de faire boodir son chiffre d'affaires de 700 millions à plus de 2 milliards de francs.

SANS ESPOIR

Née du rapprochement eo 1972 de sept boulangeries industrielles du nord de l'Allemagne, Rugenberger est mal en point. Au fil des ans, Gérard Joulin engloutit plus de 100 millions de francs pour tenter de la redresser. En vain. « Ru-

car la distribution impase des marges très faibles. Il n'y avait donc aucun espair de rendre l'affaire profitable », explique un observateur. Le 1e mars 1995, Gérard Joulin se décide à déposer le bilan de sa filiale allemande, qui réalisait un chiffre d'affaires de 260 millions de marks (environ 910 millions de francs).

Deuxième cause d'échec, Gérard Joulin a voulu réaliser des investissements ultramodernes dans deux usines, l'une de pain de mie

Le « Napoléon » de l'agroalimentaire

« Gérard Joulin était surnommé le Napoléon de l'agroalimentaire. C'est l'écroulement d'une gloire nationale »: Guy Nébot, président de l'IDIA, qui a longtemps financé Gérard Joulin, est affligé par l'effondrement de l'apprenti boulanger qui avait transformé sa petite boulangerie parisienne en leader français du pain industriel.

L'entrepreneur n'a pas su se transformer en gestionnaire. Autocrate, il a toujours refusé d'onvrir largement le capital de Pain Jacquet à des partenaires extérieurs. Il s'est longtemps soucié de racheter les parts de son père et ses frères, sans penser à recapitaliser sérieusement la société. Ce boulanger hors pair a aussi commis l'erreur de s'implanter en Allemagne, saus disposer d'une équipe de management capable de diriger ce qui était devenu une multinationale. Ancien membre du conseil général de la Banque de France, actif dans les instances patronales agroalimentaires, Gérard Joulin vi-vait sur les lauriers de sa gloire. Mais sa société n'était plus gérée.

sauvetage est décidé. Les deux partenaires financiers de Gérard Joulin, l'IDIA et l'Union d'études et d'investissements (Crédit agri-

taires (IDIA).

cole), injectent avec le fondateur 80 millions de francs dans la société. Le montant n'est pas suffisant. Il doit être suivi d'une oouvelle augmentation de capital. Mais les hanquiers partenaires de Gérard Joulin (Crédit natinnal, Crédit lyonnais, BNP) perdent confiance. L'ancien boulanger les mène en bateau. «La crédibilité de Gérard Jaulin vis-à-vis des banques est nulle », explique un proche dn dossier. Pour les banquiers, le départ de Gérard Joulin devieot alors la condition sine qua nan du

PDG de l'Institut de développe-

ment des industries agroalimen-

En 1993, un premier plan de

sauvetage de Pain Jacquet. Arnaud Leparmentier

Le quota d'automobiles japonaises en Europe va augmenter de 1,7 %

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant En 1995, le Japon pourra exporter 1 105 000 voitures vers l'Union européenne (UE), soit 1,7 % de plus que ses livraisons autorisées de l'année précédente, alors que le marché des Quinze devrait progresser de 4,3 % pour atteindre 13 276 000 véhicules (voitures + véhicules commerciaux de mnins de 5 tonnes). Tels sont les résultats des négociations entre la Commission européenne et les autorités japonaises qui se sont achevées vendredi 31 mars, et dont l'nbjet était d'arrêter les modalités d'applica-

curd d'autolimitation conclu avec Tokyo en 1991. Les Japonais se sont engagés à limiter leurs exportations d'automobiles vers l'UE jus-qu'à la fin du siècle.

En 1993, le quota d'exportations vers l'UE à Douze avait été fixé à 993 000 véhicules, mais les constructeurs japonais n'étaient pas parvenus à le remplir. Le marché communautaire continue à se redresser cette année, mais à partir des niveaux très bas de 1993. Les mauvaises performances de l'Industrie européenne au cours des années passées ne lui nnt pas permis d'accomplir des efforts suffisants pour se hisser au niveau de ses concurrents nippons. Dans ces conditions, il était attendu que les Européeos réclament, et obtiennent, un relèvement des quotas d'exportatinn japonais nettement inférieurs au taux de progression du marché.

TROIS NOUVEAUX MEMBRES La pression exercée par Tokyo a été d'autant moins vive que les constructeurs japonals, notammeot en raison de la hausse du yen, éprouvent des difficultés à tirer pleinement parti des quotas qui leur sont accordés.

Elément nouveau cette année, l'accord a été élargi aux marchés des trois onuveaux membres de l'Union, à savoir l'Autriche, la Finque la demande de voitures japonaises dans ces trois pays puisse

être satisfaite sans restriction. L'accord de 1991 prévoit une ouverture progressive des cinq mar-chés de l'UE, qui, jusque-là, étaient protégés. Pour l'année 1995, les quotas vers ces pays ont été fixés aux niveaux suivants : 186 000 pour la Grande-Bretagne (+0,9%); 89 600 pour la France (+ 10,3 % sur 1994, soit un taux de pénétration du marché évalué à 3,9 %) ; 56 800 pour l'Italie (+ 20,8 %) ; 42 900 pour l'Espagne (+ 20.8 %); 39 000 pour le Portugal (quota inchangé).

Philippe Lemaitre

■ CHAUSSON : la filiale à parité de Renault et PSA a désormais un « interlocuteur unique » nommé le 31 mars par les pouvoirs publics. Edmond Robin, chef du service développement de l'emploi industriel au ministère de l'industrie, est chargé « du suivi des différents projets industriels et des négociations entre l'intersyndicale, l'administration judiciaire, la direction de l'entreprise et les actionnaires ». Les négocia-tions devaient reprendre lundi 3 avril pour « déterminer les conditions dans lesquelles des emplois ou des mesures sociales seront proposées » aux 1 050 salariés de Creil (Oise).

REPSOL: l'ouverture du capital de l'entreprise pétrollère espagnole va être portée de 15 % à 19 %, a annoncé, le 31 mars à Madrid, le gouvernement. Après cette deuxième privatisation partielle depuis 1989, la participation du secteur public dans cette entreprise sera réduite de 40 % à 21 %. En 1989, Repsol avait vendu 4 % de son capital au Banco Bilbao Vizcaya, puis avait placé en Bourse 26 % de son capital. La compagnie mexicaine Petroleos de Mexico (Pemex) détient pour sa part 5 % du capital. En 1992, l'Etat avait réduit sa participation de 23 % lors d'une émission d'obligations convertibles. ■ EDF-GDF : des agents de l'établissement public occupent depuis le 30 mars le centre de traitement informatique de Marseille et

bloquent les facturations pour la clientèle des centres. Les manifestants, qui agissent à l'appel de la CGT, « exigent notamment le règlement de la situation financière de la Mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) qui accuse un trou de 50 millions de francs ». Selon le secrétaire général de la CGT Marseille-Provence, Maurice Durand, 600 000 personnes sont couvertes par cette mutuelle en France.

TOKYO

1

NEICKE

NEW YORK

7

Revue des valeurs semaine du 27 au 31 mars 1995

PARIS Indice CAC 40

+ 2,32 %

Surprise partie...

SI LA « divine surprise » intervenue en milieu de semaine a fait long feu, entendez par là la baisse, jeudi 30 mars, de deux des trois taux directeurs allemands, elle aura quand même eu le mérite de permettre au marché parisien de reprendre un peu d'altitude. Avec un gain de 2,32 %; les valeurs françaises sont presque revenues à leur niveau du début de l'année. Mietix, en clôture, jeudi soir, après le geste de la Bundesbank, leurs gaius avoisinaient encore 0,7 % depuis le 31 décembre, et les analystes o'excluaient plus désormais une progression des valeurs françaises audelà des 1950/1960 points.

Ce niveau aurait pu être atteint avant le premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril, saof mauvaise surprise du côté du dollar et du franc, qui bloquerait toute

initiative de la Banque de France d'iutérêt américains, à 7,47 % en matière de taux. Mais les mauvaises surprises ne manquent pas avec le dollar. La baisse des taux allemands n'a pas réussi à soutenir durablement le billet vert, qui, vendredi en fin de journée, s'est littéralement effondré, battant des records absolus de baisse face au yen notamment (86,45 yens). La dégringolade de la devise américaine a été acceutuée par l'an-nonce d'une croissance de 5,1 % en rythme annuel du produit intérieur brut (PIB) américain au quatrième trimestre, alors que les analystes tablaient sur une progression de 4,7 %. Cette statistique, qui a rani-

(base 1 000, 31 décembre 1967) CAC 40 1 8

SBF 120 SBF 250

CHISCIE

Air liquide (L')

Gascogne

Plastic-One

Rhone Pouleric

328

Car 0.40 11

4 465

208,20 3-3,58-23

contre 7,41 % la veille. Les coupecircuits ont été déclenchés à Wall Street, le Dow Jones perdant plus de 60 points un quart d'heure après l'ouverture. SONDAGES

Créd. fon. France

Cred yor CIP

Crédit national

UFB Locabail

SOWAC

Carrefour

Casimo

Au cours de cette période préélectorale, les sondages sont légion. y compris ceux concernant les ac-tionnaires individuels. Selon une enquête Sofres réalisée du 22 au 24 mars auprès d'un échantillon représentatif de 605 actionnaires (détenteurs en direct d'actions de sociétés cotées) parue le 30 mars dans l'hebdomadaire La Vie frun-

VOLUME DES TRA					
	24-3-95	27-3-95	28-3-95	29-3-95	30-3-95
RM	5 028 449	_341219	4731 091	3 977 365	
Comptant R. et oblig.	34 775 192	119 417 340	17773547	-35366.70F	19 219 80
Actions	218 605	4 10775	273 683	2204)2	226 260
Total	40 022 246	21966271	22 778 321	29-384-484	25 679 07
INDICES					
	27-3-95	28-3-95	29-3-95	30-3-95	31-3-95
(base 1 000, 31 décembre	1990)				
SBF 120	7 251,98	2137	1 258,86	STATE SE	1 266.02

408,40 - 138 228,80 - 466

374,50 A 2 CM 560

332,30

75+ 0.13

100 131 S

+ 24 7

1 10

6.86 - 550 A

17-1

2424

2270

pour Edouard Balladur, 26,5 % se sentant « plus proches » du premier ministre que de Jacques Chirac, qui arrive en denzième positiou avec 25,5 %, Lionel Jospin étant troisième avec 16 %. Les actionnaires, qui étalent invités à choisir celui des candidats à l'électiun présidentielle dout ils se sentent le plus proches, répondent à 7 % Philippe de Villiers et à 3,5 % Jean-Marie Le Pen. 16 % ne se prononcent pas. Edouard Balladur creuse la différence auprès d'une frange d'actionnaires plutôt agés (33 % des 55-64 ans et 37,6 % des 65 ans et plus) tandis que le maire de Paris recuellie ses meilleurs ores (plus de 30 %) chez les 18-34 ss. Les détenteurs de gros porte-uilles (d'une valeur supérieure à 00 000 francs) préfèrent très net-ment le premier ministre (39 %) maire de Paris (16 %).

Ce sondage révèle également e les privatisations n'ont plus la te: 69% des actionnaires interés déciarent qu'ils ne sonscrint pas à de nouvelles privatisams. Le phénomène de rejet est particulièrement fort (70%) chez les détenteurs de petits portefeufiles (moins de 50 000 francs).

DOW JONE CAC 49 Reconnaissant à 62 % que les revenus des placements sont plus favorisés sur le plan fiscal que ceux du travail, les actionnaires sont tourefois partagés sur la proposi-tion d'appliquer la CSG (contribu-tion sociale généralisée) à tous les placements : 48 % jugent mauvaise

PARIS

7

F. Bn. VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

cette idée, 47 % la jugent bonne. Ils

sont cependant 58 % à dire qu'une

telle mesure ne les dissuaderait pas

d'acheter des actions (38 % en se-

raient dissuadés).

	Nombre de	Valeur en KF
LYMH Molt Value	1 53 12	14 at 60
Dagge ·	1 608 829	Selection !
Carrefour	419 185	77.0
EEngelian	2104743	4 456
Total	2.515 720	110
Schneider	1 785.555	14.36
Alcatel Alsthom	1 394 675	- C
L'Oréal	433 770	学节38 0
Saint-Gobein	908.819	- 18 m
Eurotunnel .	26143.350	
Easts (Cite Inc)	1 017 920	2 1000
Assessed.	722,550	TA NEW
Rhône Roulenc	3 999 897	A 1800
		Block T. Land.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGI EMENT MENSUEL)

LONDRES

*

FT 100

FRANCFORT

*

DAX 30

Valencis CII Religion	- 4
odexho	54-H7243
turo RSCG W.W.	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Dynaction	1 - A CO ()
Euro Disney	
BKC	种种取 自一
ublick	- 10 - T
iffage	建筑水准 生
VMH Most Vultzoni	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
egris indust.	No. Asset
Songrein	734 A
Cetelem '	(1) · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
icco .	- A
asilor Inti	1 10
Selibert '	

Guilbert '	1.00
Valents en baisse.	×
Valourec	Such .
Junear Cobert	HY SHOW
Sovec	A STATE OF THE PARTY OF THE PAR
Redestatistica	100
Organia -	100000
Finestel	1000000
Nordon (Ny)	1238
DMC(IME NO	- 10
GAN	Marine Spine
Alaga	1
Dessault-égiation	学学
IDIA	
Suez.	
Labiral	- 国际公司

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

	31-03-95	Diff.
Bongrain	2 880	× 8,00
Danone	825	S 52
Erklamia Béghin-Say	779	339
Fromageries Bel	4740	5.05
LVMH	947	+ 872
Pernod-Ricard	350	* \$4.36
Rémy-Cointreau	159,50	₹3,68
Salnt-Louis	1 507	+ 612

	31-03-95	Diff.
AGF	160,10	-te 329
AXA	250,90	- 1J6 T
GAN	147	3,06
SOOR SA	112	64.0 i
UAP	124,10	3 0.89
BÅTIMENT ET MA	TERNAUX	
	31-3-95	OM.

BÄTIMENT ET MATÉ	RIAUX	
	31-3-95	Diff.
Bouygues	534	7× 328
Ciments français	223	4.69
Colas	820	+ 7.16
Elffage	857	+ 11,01
Eurotunnel	19,40	1.7
CTM Entrepose	353	934
Imetal	468,10	72.120
Jamob, Phénix	50,05	÷ .0.89
Jean Lefebyre	313	+ 3/8
Lafarge-Coppée	369,10	4.450
Pollet	423	★ ′3,80
Saint-Gobain	605	-4-29.ft
SCIE	161,60	14 .10
Spie Batignodes	231,50	+ 0,43

Clarins	412,50	A 416.
DMC	233,90	2,39
EBF	947	117
Essilor int.	826	£ 7,5
Gr. André	451_	1,1,887
Moulinex	116,50	- 253 E
Oréal (L')	1 275	- 11/B
Salumon	1 934	AM :
SEB	514	4.85
Skis Rassignal	1 368	191
Sommer-Allibert	1 850	14 66
Zodiac	569	TEPOST.

CONSOMMATION HON ALIMENTAIRE

31-3-55

Zodiac	569	REPOSES.
CREDIT ET BANQL	TES	
	31-03-95	Diff.
Bancaire (Cie)	539	0.37
BNP	244,50	3,87
CCF	224,60	5 BA
Cetefern	1040	731
Comptoir entrepr.	-	11111

334 --- 0.25

Confibert .	458	7.73
Сеуение Съягодие	1357	AAL.
Pinacit-Print. Red.	1 128	- 45
Primagaz	910	3 4 253
Promodès	1111	F + 1/06
Rend	745_	4-478
ELECTROTE ET ÉLEC	RONIQUE	
	31-3-95	DLT.
Alcatel Alsthora	437,40	3.59
Alcatel-Cible	437,40 349,50	4.11

HVESTISSEMENT ET	31-63-55	
Rollant Thehea.	4323	THE
Cents	12	A
CCIP	7 066	the
CARLOTTES.	1434	17 10
Card Esta	1765	PARTY.
Lagueriera	115/6	444
Madae-Hendel	350	25,435
Havilation public	\$79	216
Nord-Est.	137	Time in
Parities	290,10	100
Seez	233	344
Worms & C*	3/0	144
Colonia Committee		1333

INMACHILLER ET PONCIE

59 322 573 69 69 2038 2038	433
073 09 64 22,0	
634 22,89	
634 22,89	
22/8	
_	To the last
20E	142 THE R
	THE PERSON NAMED IN
	**
313年	Diff
261	- 2 Mary 2
16.25	10 PO 20
123	100
67 (3)	IN COUNTY
16	原、福心 型
4,75	THE REAL PROPERTY.
5-15	14 25 10
4.0	國教 李龙
160	THE REAL PROPERTY.
	6.10 67.2 67.9 67.9 7.8 7.9 87.9

Western Deep	160	
PETROLE .		
	27-43-72	Det
Of Application	307,56	No. 10 Co.
Esso	588	130.200
Chipleyshian	274	application of the last of the
Total	29 4,30	No. of Lot, House, etc., in case, the lot, the l
BP France	136	D. 40.75
516-47	_	一种种
SCOMI OU EX-SIC	DMI	
	31-03-75	DATE.
Bail Investies,	805	The same of the same

Interball	341	111
Pilipinan	570	W. 100
Locindas	200	200
Selectionspec	140	Part Line
Delta :	40	A PART OF
Genelia	160	MARKET
lemebali	276	143
TRANSPORTS, LOISING	SERVICES	
	31-3-95	Diff.
Account	574	NOG 2050
BIS	362	34-4
Carril Plus	391	神 老兵。1
Cap Comini Security.	174	- BEE
CEP Comm.	483.10	国际企业公司
Club Méditerrapés	454	4 4 5 5 50
East (2) Int	400 A	第1200 D. Line
Ecco	629	2 X 4000
Emplify	13,10	The common
Motor Males	680	非型型性的
Hands	362,80	W Profession
Learning designs	44.5	Townson !
Publick	389	- 11 AV
ZIĀ.	60	2000 0000 00000000000000000000000000000
SPINE	382.	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Sodento	889	李顺子 和6
CAC Dalmas	.523	
Complies COA		· ·
OCF One Cest.	C	F-17-10
IFI.	45,10	THE RESIDENCE TO
WALEURS A REVENU	DCE CO INC 51-83-95	DHL

TOKYO

+ 2,48 % Indice Nikkei

Rebond

LA BOURSE de Tokyo a reboudi cette semaine après avoir atteint la semaine précédente son plus bas niveau depuis trente et un mois, même si la hausse s'est quelque peu réduite vendredi alors que le dollar restait faible par rapport au yen. L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a gagné 390,18 points, soit 2,48 %, pour clôturer la semaine à 16 139,95 points, mettaut un terme à cinq semaiues consécutives à la baisse. L'indice Nikkei avait perdu 3,1 % la semaine précédente, atteignant son

plus bas niveau depuis le 20 août 1992. Le marché a été calme durant presque toute la semaine, avec un volume quotidieo moyen des échanges limité à 282,7 milious de titres, contre 374,3 millioos au cours de la période précédente.

L'indice Nikkel, qui est reparti à la hausse lundi pour la première fois en sept jours de cotation, a gagné 3,6 % et a reculé mercredi, alors que les investisseurs étalent découragés par une nouveile fai-blesse du dollar. Après un modeste rebond jeudi, l'indice Nikkei a de nouveau perdu du terrain vendredi suite à des ventes provoquées par les réticences de la banque centrale du Japon à baisser son taux d'escompte.

lodices du 31 mars: Nikkel, 16 139,95 (contre 15 749,77); Topix, 1 307,89 (contre 1 239,67).

LONDRES

-0,49 % Indice FT 100

747

NEW YORK

Westingh. Electric

Les valeurs du Dow Jones

(B(C)(E)

Legrand

LA BOURSE de Londres a cédé du terrain cette semaine. l'impact positif de la réduction surprise du taux d'escompte de la Bundesbank ayant été effacé par des prises de bénéfices, les inquiétudes sur la chute du dollar et les chiffres du PIB américain. L'indice Footsie a terminé vendredi à 3 137,9 points, sur une perte hebdomadaire de 15,5 points, soit un repli de 0,49 %. Il avait pourtant gagné 1,1 % jeudi, jour de la baisse des taux allemands, pour clôturer à 3 176,2 points, son plus haut ni-

veau depuis le 8 septembre. Mais l'annonce vendredi d'une hausse de 601 millions de livres de l'encours des crédits à la consommation britanniques en février a été mal accueillie. Surtout, la croissance supérieure aux prévisions du PIB américain au quatrième tri-mestre (+5,1 % en rythme annuel)

a accéléré le recul. Les compagnies d'eau ont pro-gressé maleré les réductions de prix annoucées: North West Water a gagné 14 pence à 549, entrafnant Northumbrian Water qui a progressé de 9 pence à 849, blen que le projet d'OPA de la Lyonnaise des eaux ait été renvoyé par le gouvernement britannique devant la Commission des monopoles et des fusions (MMC). Iudice FT 100 dn 31 mars:

3 137,9 (contre 3 153,4).

LONDRES

FRANCFORT Indice DAX 30 -0,14 %

Deprime

LA TOURMENTE monétaire, et particulièrement la faiblesse persistante du dollar, a de nouveau déprimé la Bourse de Francfort cette semaine, l'indice DAX cédant 0,14 % sur les cinq séances. La semaine avait pourtant commencé sur une oote positive, avec une hausse du DAX de 1,12 % à 1 946,90 points. Mais le marché des actions a replongé dans la morosité les jours suivants. Mardi, l'indice des trente valeurs vedettes a même flirté avec le seuil psychologique des 1900 points, terminant à

1910,96 points en baisse de 1,85 % par rapport à la veille. « La nouvelle aiblesse du dollar a réduit à néant le début de reprise du marché », note la Commerzbank. La fermeté du deutschemark, et son impact sur la rentabilité des industries orientées à l'export, semble en fait « avoir relégué à l'arrière-plan l'évolution des taux d'intérêt comme moteur de la Bourse allemande », a estimé la WestLB. Cet argument s'est vérifié vendredi : le marché des actions allemandes n'a gagné que 0,22 % au lendemain de l'annonce surprise de la Bundesbank de baisser sou taux d'escompte d'un demi-point à 4%. L'inaction de la Réserve fédérale américaine a démoralisé le marché, estimaient par ailleurs les

Indice DAX du 31 mars : 1 922,59 (contre 1 925,42).

NEW YORK

Indice Dow Jones + 0,46 %

Records, encore

WALL STREET a battu trois records au cours de la semaine écoulée avant de subir une petite correction à la baisse, vendredi, sous la pression de prises de bénéfice et d'une augmentation des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé, vendredi, à 4 157,69 points, en hausse de seulement 19,02 points soit un gain de 0,46 % sur la semaine. Jeudi, il a établi un record absolu en clôture à

4 172,56 points. Trois événements ont marqué la semaine : la décision de la Réserve fédérale (Fed) de laisser inchangés ses tanx directeurs à l'issue de la réunion de son Comité de l'open market, la chute de 14 % des ventes de logements neufs en février et l'annonce d'une progression de 5,1 % du produit intérieur brut au quatrième trimestre 1994. Ces deux indices ont pris les marchés financiers à coutre-pied, car les analystes tablaient sur un déclin de 3 % seulement des ventes de logements et sur une estimation définitive de 4,6 % à 4,7 % de la croissance au dernier trimestre.

La forte baisse des ventes de logements neufs a provoqué une nette détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire et a permis à Wall Street d'arracher son deunième record de la semaine mercredi. Quant à la décision de la Fed, elle avait été largement anticipée par les opéra-

« Au rythme de progression du pre-mier trimestre, a estimé Ed La Vannway, analyste chez First Albany, Wall Street assurerait un rendement annuel de 30 % et cela est immaisemblable. » Les investisseurs devraient donc se tenir sur la réserve la semaine prochaine dans l'attente des résultats des entreprises au premier trimestre. Indice Dow Jones du 31 mars:

4172,56 (contre 4138,678).

hevron Corp. oca-Cola Co isney Corp. In Post New eman Kodak Co en. Electric Co en. Motors Corp. odyear T & Rubb J.P. Morgan Co Mc Donnell Douglas Herck & Co. toc. natesota Ming. & Sears Roebuck & Co

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

En Protes	318	
Miled Lyons	3\B	
Sandays Bank		
BAT industries	5 429-	
British Aerospace	ALAT I	
British Airmays	1,2600	
British Gas	计图】图	
British Petroleum	4.429.	
British Teleccom	32 337 *	
STR	1.5.3.25	Г
Cadbuty Schwep	ERA	
Corotume	78	_
Claro	7.06	
Grand Metropolitan	Page 1	
Unness	38-4444	
lanson Pic	2.32	
seat ic	5.64	
HSBC	26.5817	_
mperial Chemical	7734	_
Joyds Bank	616	_
Marks and Spencer	et ditto	_
Vational Westminst.	4-31533-n	
eninsular Orienta	3,93	_
leuters	4.76	-
eatchi and Seatchi	0.92	_
shell Transport	Sec.	
mithkine Beechman		-
Table and tide	4.70	
ate and tyle	4,5	_
Uniterer Ltd	a.)2.23	
Nelicome	10.52	
Zenecz	100 F 70	

Les valeurs du DAX En dentachements	31/3	248
Allanz Holding N	25.00	
Basf AG	- VACOTABOR	280
Bayer AG	- 37.30EF	338,50
Bay hyp & Wechselbk	250300	366
Szyer Vereinsbenk	PROPERTY.	408,50
BARW	W. W. Lab.	675
Commerzbank	E-301500	515
Continental AG	出资 ,伊	195
Dairnier-Benz AG	4629.35	ឲារ
Degussa	38	408
Deutsche Babcock A	海(分)	155
Deutsche Bank AG	764950	659,50
Dresdner BK AG FR	2007	381,50
Henkel VZ	25 LD =34	518
Hoechst AG	239	285,50
Karstadt AG	7.922 m	586
Kaufhof Holding	25C	488,50
Linde AG	2000	745
DT. Lufthansa AG	107450	172
Man AG		
Mannesmann AG	48.54.30 S	367,50
Mettaliges AG	WP65.50	
Preussag AG	S187504	406
Rive	-350 VI	457
Schering AG .	· Physical Street	T 018.30
Siemers AC .	- Lines	
	A DIRECTOR	638
Thyssen	77.40 12.	251
Veba AG .		504,50
Viag		496
Wellag AG	4-390-32	935

En years 31/8 24/ Altai elec, 358-3 352 Bank of Tolojo 1270 Bridgestone 1270 Bridgestone 1270 Carion 1
Bank of Toloyo
Selection 1,200
Canon
Dailva rec. 1883 1440 Fell Bank 1848 1690 1690 Hitachi Ltd 2005 322 Honda 1890 1380 Iapan Airlanes 1885 569 Iapan Airlanes 1885 569 Iapan Airlanes 1885 569 Iapan Airlanes 1885 569 Iapan Airlanes 1885 1885 Iapan Airlanes 1885 1885 Iapan Airlanes 1885 1885 Iapan Airlane 1885 1885 Iaran Airlane 1885 1885 Iapan Airlanes 1885 Iapan Airlanes 1885 1885 Iapan Airlanes 1885 1885 Iapan Airlanes 1885 Iapan Ai
Feji Bank
Figure F
Honds
Image
Japan Arranes 1985 1999
Kirlin Braw 3000 979
Additional Add
Marsushita EL
##Esubishi Corp. ##Esubishi Corp. ##Esubishi Corp. ##Esubishi Corp. ##Esubishi Corp. ##Esubishi Solo ##Esubi
#Ristal Martine 1007 1007 1007 Nilston sec. 1007 1007 Nilston sec. 1007 1007 Nilston sec. 1007 1007 Norman sec. 1007 1007 NTT 1007 1007 NTT 1007 1007 Saryo 1007 1007 Saryo 1007 1007 Sega Enterprises 1007 1107 Sega Enterprises 1007 Sega Enterprises
Nildo sec. 766 749 740
Nintendo # 236 5 100 Nippon Steel # 237 307 Nissan # 686 634 Nomera sec. # 630 7 1 500 NTT # 256 2 707 000 Pioneer # 277 307 1 820 Sanyo # 300 42 Sega Enterprises # 200 4 1 180
Nippon Seel
Nissan 665 634 6
Nomera sec. 1600 1500 1500 NTT 786905 701 000 Pioneer 16750 1820
NTT 786903 701 000 Pioneer 16756 1820 Saryo 9 506 402 Sepa Enterprises 4004 4180
Pionest 1820 Saryo 1820 Sega Enterprises 24 2002 1 1800
Sega Enterprises 4200 4180
Sega Enterprises 4 200 4180
Sharp 24 #10 2: 1360
Sony Carried Con
Curuli Motors 1 650
Totalia 53 trade
Toyota 553
Yamakhi sec. 7 630
548

生物を変

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL **DES CAPITAUX**

La Banque mondiale très attendue

LA DÉCISION inattendue de la banque centrale allemande de réduire son taux d'escompte de 4,5 à 4 % risque de coûter assez cher à la Banque mondiale, qui s'apprête à lancer un grand emprunt international de 3 milliards de marks et d'une durée de dix ans. Au milieu de la semaine, on estimait généralement qu'il lui suffirait de proposer un rendement de 0,12 point de pourcentage de plus que les fonds d'Etat de la République fédérale d'Allemagne. On pense au-jourd'hui qu'il lui faudra offrir au moins 0,14 point de mieux. Et entre-temps le niveau général de l'intérêt à long terme a beaucoup monté. Les obligations du Trésor allemand rapportaient 7,18 % à la veille du week-end contre 7,11 % jeudi matin quand l'opinion prévalait que la Bundesbank ne modifierait rieo à sa politique monétaire.

Cette évolution (une baisse du loyer de l'argent qui a provoqué une hausse des rendements à long terme) traduit l'inquiétude de numbreux specialistes qui craignent que la Bundesbank ne sorte de son rôle, qu'elle ne réagisse à des événements extérieurs et qu'elle ne relâche sa vigilance à l'égard de l'inflation. Lorsque le dnute s'insinue sur ce plan, les investisseurs privilégient les placements courts et refusent de s'enga-ger plus avant à moins d'obtenir des compensations de plus en plus élevées en fonction de l'éloignement des échéances.

Quoi qu'il en soit, le procham emprunt de la Banque mondiale s'annonce comme une des opérations décisives de l'année. Sa taille et le prestige de son débiteur le mettent en évidence et chacun espère que ce sera one réossite. D'autres débiteurs attendent de savoir quel sort lui sera réservé avant de se lancer. Il s'agira d'une transaction de type planétaire et la Banque mondiale tient à ce que ses titres soieot facilement négociables et le demeurent. Elle a tout mis en œuvre pour éviter de répéter l'expérience d'un précédent emprunt de ce genre dont les titres ont été enfouis au fond de nombreux portefeuilles d'où ils ne devraient pas sortir avant leur remboursement. L'affaire sera dirigée par deux établissements : un allemaod, la Deutsche Bank, et un américain, Goldman Sachs.

INTÉRÉT POUR LE DOLLAR

Le récent regain d'intérêt pour les placements en dollars s'est confirmé la semaine passée. Plusieurs empruntenrs de premier plan ont levé des fonds dans la de-

vise américaine pour des montants plus ou moins élevés et des durées variées. Les emprunts les plus courts ont été offerts en souscription publique en Europe. Les plus longs ont trouvé une audience plus étendue allant jusqu'en Asie, non seulement au Japon mais égale-ment en Chine continentale, à Hongkong, en Malaisie ou à Singa-

La plus volumineuse de ces opérations de type classique se monte à 500 millions de dollars et sera remboursée dans dix ans. Son débiteur est un des principaux établissements publics allemands, Kreditanstalt für Wiederaufban, qui proposait un rendement légèement supérieur à 7,50 % l'an, soit 0,26 point de pourcentage de mieux que les obligations do Trésor américain. La direction de l'emprunt était assurée par la Deutsche Bank.

La Caisse centrale du Crédit immobilier de France, pour sa part, a retenu le compartiment des emprunts à taux variable où elle a obtenu 400 millions de dollars pour une durée de cinq ans. L'intérêt changera tous les trois mois en fonction de l'évolution du loyer de l'argent tel qu'il est reflété par le taux du Libor auquel s'ajoutera une marge de 0,15 point de pourcentage. La transactioo était confiée à deux banques internationales, CS First Boston et HSBC. Il hri a été fait un très bon accueil. Le débiteor a cooclu un contrat d'échange de façoo à obtenir les fonds en francs français qu'il lui faudra rémunérer à 25,5 centimes de plus que le taux de référence du

Christophe Vetter

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La surprise allemande

ELLE L'A FATT I Qui donc? La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank). Jeudi, en fin de matinée, son conseil prenait tout le monde par surpose, qualifiée naturellement de « divine », en abaissant d'un demi-point soo taux d'escompte, rameoé de 4,50 % à 4 %, tandis que son taux des prises en pension à court terme (RE-PO) revenait de 4,85 % à 4,50 %, et que le Combard, balise supérieure du che-nal des taux, restait inchangé à 6 %. De plus, le REPO deviendra variable dans quinze jours, ce qui permettra à la Bandesbank de le faire baisser davan-. tage si l'affiux de capitaux internatio-.. naux sur le marché allemand s'avérait trop important. Un communiqué officiel a indiqué que ces mesures se justifizient par le bon comportement de la masse monétaire MB, dont la croissance est revenue dans la fourchette précédemment fixée, et par le « changement de l'environnement monétoire ». Naturellement, les banques centrales de la zone mark, - Belgique, Pays-Bas, Autriche - ont immédiate-

Ces mesures ont été interprétées, outre la nécessité de freiner la hausse du deutschemark et de donner un peu d'air à l'économie, comme un soutien au dollar et à l'Europe des mounaies, à commencer par la France. Elles ont été considérées comme une réponse à l'immobilisme de la Réserve fédérale des Etats-Unis, dont le comité de poli-tique monétaire (Open Market Policy Committee), réuni le 28 mars, a laissé inchangés ses taux directeurs, dans l'attente, semble-t-il, d'informations supplémentaires sur l'évolution de la croissance américaine. Selon les milieux financiers internationaux, la Fed, si elle devait relever ses taux une septième fois, ne le ferait qu'en mai prochain, et encore, tant elle craint de « sunéagir » et de trop freiner la croissance, voire de la transformer un jour

chemar l Par afficurs, un phénomène inquiétant se produit : la lente remontée des rendements du marché obligataire américain se poursuit : de 7,08 % à 7,23 % sur dix ans et de 7,35 % à 7,46 % sor trente ans, en liaison avec la baisse

ou l'autre en récession : un vrai can-

du dollar, qui inquiète les non-rési dents. Seion les opérateurs sur gra-phiques et les « elliotistes », un point de passage très important se situe à 7,48 % pour le trente ans, niveau auquel le marché devient très vulnérable.

La Banque de France n'a pas suivi la Bundesbank dans sa diminution, maintenant à 8 % le taux de ses pensions à vingt-quatre heures, instaut le 8 mars dernier pour défendre le franc. Ce maintien a dépu beaucoup d'opérateurs. A l'étranger, on jugera le nouveau gouvernement sur sa capacité à rédrire le déficit budgétaire, ce qui pénalisera le franc peut-être juqu'au mois de fuillet.

Sur les marchés, l'action de la Bun-desbank a fait basser brutalement les rendements à trois mois, le contrat Pibor était un instant bloqué à la hausse sur le Matif, passant de 92,50 à 93,10, puis revenant à 92,83, soit environ 7,80 %, contre 7,40 % la veille. Sur le Matif toojours, après un bond, jeudi, de 112,30 à 113,38 sur le contrat dix ans, on revenait à 112,42, le rendement de POAT dix ans se retrouvant à 7,91 %, contre 7,80 % il y a buit jours, avec un écart de 0,72 % avec le Bund dix ans

pides embellies

nord de la Loire

AllF					
héances 31/03	Volume	Demier prix	Plus haut	Plus bas	Cours de compens
TIONNEL 10 %					
n 95	1 642,41	71290	112,96	112,30	- 112,44
pt. 95	1 034	#11234 av	112,34	111,92	
c. 95	603	-112,14	112,14	112,10	111,76
ars 96		4.4			
OR 3 MOLS					
n 95	51 257	9514	93,14	92,58	92,73
pt. 95	13 620	3 9 A	93,49	93.16	93,24
ic. 95	7253	93,50	93,50	-93,20	93,26
rs 96	1 494	99,23	93,23	93,08	93,10
U LONG TERME					
n 95	3 422	82.78	\$2,70	82,12	82,20

DEVISES ET OR

Lourde rechute du dollar

AFFREUX I En quelques heures, le dollar a reperdu les maigres gains qu'il avait tirés de la diminution, jeudi, des taux directeurs de la Bundesbank, retombant même, vendredi, en dessous de ses niveaux antérieurs, déjà très faibles. Il a battu tous ses records de baisse vis-à-vis du yen et s'est rapétabli le mercredi 8 mars à 1,35 DM. C'est précisément cette lourde rechute qui a le plus impressionné les marchés.

Ces derniers, après le maintien mardi des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui avait décu et donc déprimé la devise américaine, attendaient impatiemment la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank du 30 mars, comptant bien sur un abaissement de son taux pour venir en aide au « hillet vert ». Ce coup-là, ils ne furent pas décus, et le dollar se trouva dopé... pendant une quinzaine

Car, dès le lendemain matin, vendredi 31 mars, après avoir bondi la veille de 1,3750 DM à 1,4220 DM, il commençait à rechuter, tombant l'après-midl à 1,3750 DM. A Tokyo, c'était pire : un sursaut le hissait d'abord de 88,50 yens à 89,50 yens, puis c'était la chute à 86,90 yens, après veau record absolu, cela malgré les interventioos répétées de la Banque du Japon.

Toujours à Tokyo, on incriminait les ventes de dollars effectuées par les investisseurs et les compagnies d'assurances japonaises avant la fin de l'exercice fiscal le 31 mars, et, aussi, d'importants dégagements émanant d'investisseurs américains, sans oublier les fonds de performance (Hedge Funds) d'notre-Atlan-

CRISE DE CONFIANCE En principe, ce serait la révision en hausse de la croissance du pro-

duit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis au quatrième trimestre 1993 (5,1 % contre 4,6 %) qui aurait fait craindre, à nouveau, la surchauffe et un regain d'inflation, crainte démentie par l'annonce d'une augmentation de 1,3 % seulement du déflateur (indice tendanciel des

Pourtaot, bien des signes montrent que la croissance des, Etats-Unis se raientit: les ventes de logements neufs ont enregistré une chute spectaculaire de 14 % (en rythme annuel) en février, et diminué de 20,3 % par rapport à celles de février 1994, par suite, certes, des intempéries en Californie, mais, surtout, en raison de la forte hausse du coût du crédit hypothécaire depuis un an.

des commandes des eotreprises en février, après + 0,7 % en janvier, un recul de l'indice de confiance de l'université du Michigan, rame-

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 27 AU 31 MARS

vrier, et un recul de l'indice des directeurs d'achats de Chicago, 55,0 en mars contre 62.7 en février. En fait, ce qui continue à se produire, c'est une crise de conflance dans le dollar, aggravée par la possibilité d'un raientissement de la croissance et d'une possible chute de Wall Street, que plusieurs « gourous", notamment M. Prechter, voient se profiler dans la zone des 4100 de l'indice Dow Jones, ac-

tuellement à 4160. THÉORIES D'ELLIOTY

Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts, ne cesse de rappeler que la dette oette externe des Etats-Unis dépasse 1000 milliards de dollars, redoutable masse dont peuvent être meurtriers. Jusqu'où

le dollar peut-il aller? En analyse technique, Philippe Caben, de la direction des marné à 90,3 en mars contre 95 eo fé- chés du Crédit lyonnais, le d'actions, oot un peu allégé la

Franc François 20,0006 (\$1,000) - 13,000 20,0006 20,0006 30,0006 31,0000 31,00

Democratic 72,3851 (75,388), 350,488, 353,668, 82,4465 (83,178) - 32,5718 (38,386, 112,079, 173,586) (123,4419 (38,386, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,456, 114,079) (37,466,

Unitation (1987) 1985 2415 1203 0464 15976 0510 1010 1013 14676 17600 050157 19800 - 15500 051115 188000

Franc subsec 87,7963 4857889 425,1097 425,1607 - 121,2006 121,3772 24,9517 ,24,952 1,35865 4,359

New York Parts Zarich Francisct Brussles Ansstandam Millan Tokyo 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3 31-3 24-3

1815 李宗教: 7,878 大河(1) 1838 7,886。 2,291 2,286:45,857 65,887 2,000(25,885 2747,0)(25,85) 140,54 学院(25,85)

- \$1400 AMON AND 1,1790 THE 1,2815 TABLE 28,42 \2016, 1,5075 (1,500) 1704 MERCOL 17,10 (1,000)

« pape » français des familiers des « vagues d'Elliott » reste pessimiste. Pour lui, le fait que la de-vise américaine n'ait pu, en deux rebonds successifs, dépasser 1,42 DM donne un important signal de baisse pour les trois prochaines semaines. Il n'exclut pas de la voir glisser à 1,32 DM, voire 1,28 DM, « sauf miracle ». Cela terminerait une descente amorcée en février 1985 à 3,47 DM, record absolu, avant une hausse pour de nombreases années, à partir du secood semestre 1995, vers la véritable valeur économique du dollar, soit 1,80 DM à 2,20 DM, toujours selon les théories d'Elliott (1932) et des

ouzième siècle).

DOFAGE DU FRANC En Europe, les décisions de la Bundesbank, tout en dopant, initialement, les marchés de taux et

suites mathématiques de Leonard

de Pise, le fameux Fibonnacci (du

pression sur les devises faibles, lire et peseta, avec, toutefois, de nouvelles pressions en fin de semaine, en liaison avec la rechute

du dollar. C'est sur le franc français que le dopage a été le plus spectaculaire. Jeudi, le cours du mark à Paris. déjà reveou la semaine dernière de 3,57 P-àr3;53 F, voire 3,52 F, chuta, d'un coup, de 3,53 E à puès de 3,48 F, son cours de la mi-février 1995. Elément réconfortant, le nouvel accès de faiblesse du doilar, vis-à-vis du mark notamment, ne se répercutait guère sur le franc, le mark ne remontant qu'à 3.4940 F à la veille du week-end.

François Renard

'IS CROISES

BONNEMENTS

L'OR		
	Cours 31-3	Cours 24-3
Or fin (k. barre)	61 000	61 000
Or fin (en Engat)	60 700	61 450
Pièce française (20F)	353	353
Place française (10F)*	355	294
Pièce suisse (20F)	351	353
Pièce latine (20F)	351	- 336
Pièce tunisienne (20F)*	348	352
Souverain	447	<'446
Sooverain Elisabeth II*	446	
Denti-souverain*	30T	500
Pièce de 20\$	2.205	2305
Pièce de 10 \$	1 297,50	1 252,50
Pièce de S\$*	655	E - 675
Pièce de 50 pesos	2 250	7 1 2 295 %
Pièce de 20 marks	451	445
Pfèce de 10 florins	366	372
Pièce de S roubles*	266	265

MATIÈRES PREMIÈRES

Le palladium en effervescence

L'ENGOUEMENT pour les téléphones mobiles, les ordinateurs personnels et les écrans de télévisions grand format dans les pays développés expliquent l'ampleur de l'envolée d'un métal qui passe habituellement inaperçu : le palladium. En moins de trois ans, son cours a pratiquement doublé. Durant le seul mois d'avril, la hausse a atteint près de 15 %. Mercredi 29 mars à Londres, au fixing, l'Once Troy (31,1035 grammes) gagnait 8,75 dollars, à 176 dollars. Tendance identique sur le New-Ynrk Mercantile Exchange (NYMEX), la seule Bourse à cnter un contrat à terme sur le palladium. L'once de métal a gagné 3,20 dnliars à 173,45 dollars. Jamais depuis six ans, les cours n'avaient atteint de tels sommets. A la fin des années 80, rappellent les intervenants, ils se traînaient aux alentours de 80 dollars

l'once. Le palladium est un platinoide. Il est issu des mines de platine - comme le rhodium. C'est un métal deux fois plus léger que le platine, son concurrent pour plusieurs types d'utilisation, deux ou trois fois moins cher que lui, et doté d'une résistance satisfaisante. Son principal défaut est d'être plus sensible à la corrosion par le plomb que le platine. Et d'avoir des propriétés de catalyseurs moins durables que ce dernier. Conducteur, il est surtout utilisé pour la fabrication de condensateurs multicouches sur céramique. Ce qui explique que les Japonais, grands manitous de l'électronique grand public, sont les principaux consommateurs de palladium. Le tiers de la demande mondiale provient de l'archipel nip-

Car si les cnurs grimpent, nbservent les spécialistes, ce n'est pas le

fait de purs spéculateurs en quête de gains rapides. Le marché du palladium n'est pas suffisamment liquide pour eux. Ils se tiennent donc à l'écart et l'abandonnent aux utilisateurs. Pour moitié, la demande mondiale est le fait des industries électriques et électroniques. Suivent, par ordre d'importance décroissant, la dentisterie, les constructeurs automobiles, enfin la bijouterie-joaillerie.

MENACES JAPONAISES

Côté production, le numéro un mondial est la Fédération de Russie. Sur les 4,3 millions d'onces de palladium extraites en 1993, près de 2,3 millions étaient d'origine russe, soit plus de la moitié. Le soide, selon les chiffres de Johnson Matthey, le plus grand groupe mundial de commercialisatinn de métaux du groupe platine, se répartit entre l'Afrique du Sud (1,4 million) et le continent nord-américain (essentiellement le Canada les Etats-Unis ne possédant qu'une seule mine de grande taille).

Aux niveaux de prix actuels, les Japonais commencent à s'interroger sur les possiblités qui existent de substituer au palladium des métaux moins coûteux. Le groupe d'électronique Kyocera Corporation a d'ores et déjà annoncé qu'il souhaitait trouver une solutioo melleur marché pour la fabrication des condensateurs sur céramique. Mais l'antienne est ancienne. Lorsque, l'automne dernier, les cours du palladium frisaient 160 dollars l'once, la menace avait déjà été évoquée. Il s'agissait, semble-t-il. d'amener la Russie à mettre sur le marché une partie de ses stocks de palladium pour faire

baisser les cours. En réalité, il n'y pas eu de déstockage massif, les cours ont crevé le plafond de 160 dollars, et les Japonais sont toujours acheteurs sur le marché. Cette fois-ci sera-t-telle la bonne? Les spécialistes en doutent et font observer que la hausse du yen face au dollar rend les importations moins onéreuses qu'il o'y paraît pour Tokyo. Résultat, c'est le plafond de 200 dollars Fonce - un prix jamais vu depuis près d'une quinzaine d'années - qui est désormais agité par les

milieux spécialisés anglo-saxons. Quel sera le comportement de Moscou au cours des prochaines semaines? Les spécialistes n'en savent trop rien. Il paraît acquis que la Russie détient encore des quantités importantes de palladium. Le principal débouché pour ce métal avant la disparition de l'ancienne Union soviétique était en effet le complexe militaro-industriel. Ses achats snnt Argent

devenus insignifiants et donnent raison à première vue à ceux qui prédisent une trivasion du marché par du palladium tusse.

Il n'en reste pas moins que cette vision se heurte à un obstacle phy-sique. Le marché réclame du palladium en poudre. C'est la présentation requise par l'industrie de l'électronique et les constructeurs automobiles. Or le métal détenn par

la Russie l'est sous forme de lingots LES MATIÈRES PREMIÈRES

BILL TO SERVICE STREET		
	31/3	30/3
Dow-Jones comptant	156,92	TALA
Dow-Jones & terme	270,61	Z ()Z
MÉTALIX (Londres)		
Culvre comptant	2 986	2967
Cuivre à 3 mois	2935	2.524
Aluminium comptant	1 872	1817
Akuminkem 3 3 mols		Tar.,
Plomb		No.
Piomb à 3 mols		4. E. T.
Etain	5 780	540 -
Etain à 3 mois	5 815	3710
Zinc	1 043	1 024,50
Zinc à 3 mois	1 066	1049
Nickel	7 670	7.590
Nickel à 3 mois	7 670	229

METAUX PRÉCIEUX (New York)

bruts, ce dont le marché n'est pas demandeur. Quels que soient les aléas du marché mondial à moyen terme, une certitude demeure : plusieurs des propriétés du palladium n'ont pas été complètement explorées notammient pour la production de vitamines, d'antibiotiques, d'arômes et de parfums. Son avenir est assuré dans tous les cas.

Jean-Pierre Tuquoi

Platine	0,80	0.80
Palladium	168,25	167
GRAINES ET DENRÉES		
Blé (Chicago)	1,24	-1.24
Maïs (Chicago)	2,41	2.41
Graine soja (Chicago)		-
Tourt. sola (Chicago)		
R de terre (Londres)	335,10	261.80
Orge (Londres)	108	107-
SOFTS		
Cacao (New York)	1 373	_£355
Café (Londres)	3 079	5 009
Sucre blanc (Paris)	_	4.
OLEAGNEOX, AGRUMES		
Coton New York	1,10	1,10
jus d'orange	1,02	
LE PÉTROLE		
Cou	rs 31-3	Cotto 24-3

Prévisions

pour le 2 avril

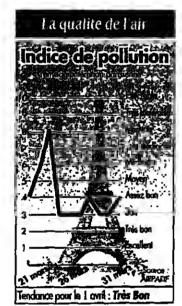
vers 12h00

Timides embellies au nord de la Loire

L'ANTICYCLONE des Açores règnera sur le pays, repoussant les perturbations an-delà des frontières. Mais l'air chaud et humide de basses couches persistera près des frontières du Nord et dans le Nord-Est. 5ur le reste du pays, la journée de dimanche sera hien ensoleillée. Seuls quelques brouillards matinaux seront observés en Bretagne et près des côtes de la Manche. Les conditions anticyclo-



Prévisions pour le 2 avril vers 12h00



niques persisteront lundi et offriront une journée printanière sem-

blable.

Dimanche matin, la grisaille dominera sur la Basse-Normandie,l'Ile-de-France, la Champagne-Ardenne, l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, la Bourgogne jusqu'au Lyonnais et au Bourbonnais. Sur la Bretagne, le Maine et l'Anjou, des hrumes et brouillards matinaux se dissiperont leotement. 5ur la Vendée, le Poitou-Chareotes, le Limousin, l'Aquitaine jusqu'à la région toulousaine, les brouiliards matinaux laisseront rapidement place à un bel ensoleillement. 5 ur les Pyrénées centrales le Quercy-Rouergue, le Languedoc-Roussilion, le sud de l'Auvergne, la Savoje, le Dauphiné, le Vivarais, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le soleil sera présent dès le lever du jour.

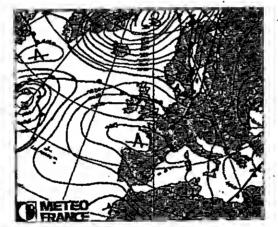
L'après-midi, les nuages persisteront sur la Normandie, l'Orléanais,le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Ile-de-France, la Champagne-Ardennes, la Bourgogne, l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté,la Bresse et le Lyonnais. Les quelques embellies seront timides et de courte durée. 5ur la Bretagne, les Pays-de-Loire, la Touraine, le Berry, le Poitou-Charentes et le Limousin, les quelques nuages n'eotameront pas impression de beau temps. Sur l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le sud de l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon, le relief alpin, Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le soleil dominera sans par-

côté mercure, il fera doux le matin au nord de la Loire avec des températures voisines de 7 degrés. La fraîcheur sera plus sensible au sud avec 3 degrés. L'après-midi,le thermomètre affichera de 14 à 22 degrés du nord au sud, jusqu'à 24 degrés sur le pourtour méditer-

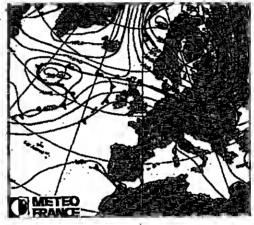
technique spécial de Météo-France.)







Situation le 1º avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 3 avril, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

'armée nouvelle

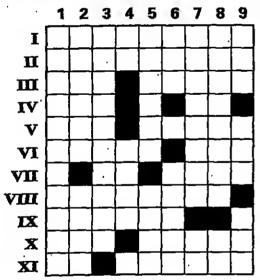
CETTE jeune armée qui a, simultanément, de l'intérieur et de l'extérieur, délivré la France et Paris vient aujourd'hul, dans Paris en fête, recevoir ses drapeaux. Fête du souvenir. Elle était profondément émouvante hier soir, cette minute de rerueillement qui figeait, immobiles et silencieux, sur l'immense avenue, les centaines de milliers d'hommes et de femmes montant lentement vers l'Arc de triomphe, soudain rendu à toute sa gloire. Mais plus encore fête du renouveau, promesse et engagement pour l'avenir. L'armée pose aujourd'hai tous les problèmes de la nation. Comment peupler ses divisioos si les classes d'appel deviennent de plus en plus squelettiques? Comment les nountr et les équiper si la production française ne reprenalt rapidement son essor? Comment maintenir leur cohésion et leur foi si le pays revenaît à ses paresses, à ses erreurs et à ses querelles?

L'armée est aujourd'hui le plus vivant symbole de notre renaissance. Un immense élan a porté vers elle les jeunes de France, ceux des Forces libres et ceux des Forces de l'intérieur, ceux qui préféraient as-sumer à Bir-Halteim ou aux Güères, au Cotentin ou au Vercors, tons les risques de l'honneur et de la liberté. Aujourd'hui elle les appelle encore à terminer la reconquête du territoire français, à terrasser définitivement l'Allemagne, à libérer l'Indochine, à vivre et à mourir pour le salut et la grandeur de la communauté française, largement dispersée mais étroitement unie à travers cinq continents. C'est assez dire que l'armée nouvelle, où pour la première fois depuis bien longtemps Pofficier et l'ouvrier se sont retrottvés et compris, doit être l'enfant chérie de la nation. A elle, en retour, de se montrer digne du rôle qui lui est dévolu, de comprendre la nécessité de soo rajeunissement, les force.

(3 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6531



HORIZONTALEMENT L Qui peut nous apporter des sommes dont on n'avait pas besoin. - II. Sont comme des perles. - III. Abrévia-

Story and one page tion pour des associés. 5'éteint. - IV. D'un auxiliaire. Branché. – V. Cap. Parfois invité sans ménagements à reculer. - VI. Comme une tolle. Dix sur dix. - VII. Fin de bail. La mer, pour un poète. - VIII. Instrument à cordes. - IX. Essava peut-être d'attirer l'attention. - X. Obtenue. Place des Anciens. - XI. Lie. Te donneras beaucoup de mal.

VERTICALEMENT

1. Vraiment court. - 2. Approuvai. Demier délai pour un paiement. - 3. Sujet d'étude pour ceux qui aiment les fleurs. - - 4. Tranche de melon. Sont moins nombreux que les appelés. - 5. Un exercice de gymnastique. Personnage hiblique. - 6. Utile pour le golfeur. Une personne parfois emportée. - 7. Qui peut nous donner la rage. Valeur du silence. - 8. Peut être mise avec les vernis. Dieu. - 9. Un point. Apparue. Unité de toute pru-

50LUTION DU Nº 6530 HORIZONTALEMENT

I. Rentières. - II. Ecaillère. - III. Sonnantes. - IV. Suc. Frs. - V. Ftane. - VI. Maven. RL - VII. Stipes. - VIII. Lentilles. - IX. Aléatoire. - X. Nus. Eté. - XI. Test. Eros.

VERTICALEMENT

1. Ressemblant. - 2. Ecouta. Elue. - 3. Nançay. Ness. -4. Tin. Pesta. - 5. Ila. Entité. - 6. Elne. Ilote. - 7. Rétro. Plier. - 8. Eres. Réer. - 9. Ses. Vissées.

Guy Brouty

PARIS **EN VISITE**

Lundi 3 avril ■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LA-CHAISE (60 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant

(Vincent de Langlade). MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'eotrée) : les antiquités romaines, 11 h 30 ; la Pieta de Villeneuve-les-Avignon, d'Eoguerrand Carton, 12 h 30; les Flandres au XVIII siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).

MLE PALAIS-ROYAL et ses passages iosoupçonnés (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal devant les grilles du Conseil / mois de mai les deux liaisons Nad'Etat (Pierre-Yves Jaslet). LE VAL-DE-GRÂCE (50 F +

prix d'entrée), 14 h 30, 2, rue du Val-de-Grace (Christine Merle). MUSÉE DU LOUVRE : thèmes de la Passion et de la résurrectioo chez les primitifs italiens (55 F + prix d'entrée), 15 heures, métro Palais-Royal côté place Colette (Paris et son histoire).

Mardi 4 avril

MUSÉE D'ORSAY (23 F + priz d'entrée) : une œuvre à voir, Les Romains de la décadence, de Thomas Couture, 12 heures : exposicioo «Les Schoelder et Le Creusot (1836-1960) », 12 h 30

(Musées nationaux).

MUSÉE DU PETIT-PALAIS (25 F + prix d'entrée): Cycle XIX., l'impressionnisme et ses soorces, 12 h 30; Images de la vie quotidienne du XVII- au XIXº siècie, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

L'HOTEL-DIEU 14 b 30, devant l'eotrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois)

MUSÉE DU LUXEMBOURG: exposition Peintures italiennes du Musée de Nantes (45 F+ prix d'eotrée). 14 h 30, 19, rue de Vaugirard (Didier Bouchard). ■ NOTRE-DAME-DE-PARIS: le trésor (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant le portail central

(Art et Histoire). LE SENTIER: la rue Saint-Denis, les cours des miracles et les «traboules » (50 F), 14 h 30. sortie du métro Bonne-Nouvelle devant la poste (Pierre-Yves Jaslet).

1

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ GRANDE-BRETAGNE. Soucieuse de faire gagner du temps à ses clients, la compagnie britannique Air UK propose depuis le 26 mars de nouvelles prestations. Les passagers ayant acquis des billets plein tarif et tarif économique peuvent choisir leur place à l'avance et faire leur enregistrement par téléphone dans les aéroports de Londres Gatwick, Londres Stansted, Edimbourg, Glasgow,

Aberdeen, Norwich, Leeds, Teesside et Humberside. ■ JAPON. japan Airlines a annoncé son intention de reprendre dès le goya-Naha et Nagoya-Yamagata, abandonnées par Japan Transocean Airlines. Elles seront desservies à raison de deux allers et retours quotidiens pour la ligne Nagoya-Naha et de quatre allers et retours hebdomadaires pour la ligne Nagoya-Yamagata.

PARIS. Le tour-opérateur françals Look Voyages, qui a enregistré en 1994 une forte progression de son trafic avec plus de 700 000 personnes transportées, vise le millioo

de clients pour 1995. Pour sa progression, le groupe mise sur la muitiplication des départs à partir de la province. - (AFP.)

■ ITALIE. Les syndicats de pilotes, d'équipages et du personnel au sol de la compagnie italienne Alitalia oot annoocé une grève de 24 heures pour le hundi 10 avril. -

GRÈCE. La Commission européenne a donné son feu vert à la construction du nouvel aéroport d'Athènes, à Spata. Les travaux qui devraient commencer dans trois mois dureront quatre ans et demi. Destiné à se substituer à l'actuel terminal international d'Hellénikon. l'aéroport de Spata pourra accueillir 16 millions de passagers dans une première phase. – (AFP, Reuter.)

ROUMANIE. Une greve « saovage » d'une catégorie de personnel a paralysé le trafic du métro de Bucarest jeudi 30 mars. Un arrêt de travail de deux jours, déclaré illégal par la Cour suprême de justice, avait déjà privé les Bucarestois de métro en début de semaine. - (AFR) GRANDE-BRETAGNE. compagnie aérienne britannique British Airways reprendra, fin avril, ses vols à destination de Damas qui avaient été suspendus il y a neuf ans. - (AFP.)

では大学を

Le Monde

LE RETOUR DES CYCLES ÉCONOMIQUES

Croissance, dépression et fluctuations conjoncturelles, l'Europe redécouvre au lendemain de la crise économique le phéno-Un dossier capital pour mieux comprendre cette nouvelle réalité économique.

LES PAYS NON ALIGNÉS

Le mouvement des pays non olignés traverse aujourd'hui une nouvelle crise d'identité. A la veille du prochain sommet de Colombie, le point complet sur un organisme au cœur des relations internationales.

Et dans ce numéro : Les dés de l'info AVRIL 1995 - 12 F

۲,

ABONNEMENTS

Ċ.,

Builetin à resvoyer accompagné de votre réglement à : Le Monde Service abomnemes 1, place l'unest-Beuve-Méry - 94852 l'vry-sur-Seine Cedez - Tél. : 33 (f) 49-60-32-90.

Je cinésis France Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas de l'Roise européens 790 F 536 F 572 F 3 mois 1 560 F 1 038 F 1 123 F ☐ 6 mois 2960 F 1890 F 2 086 F 1 an «LE MONDIL » (USPS « 1989729) is published duly for \$ 972 per year « LE MONDIE » 1, place Habert-Genre-Héry 9682 http://gre/sche. Praces, actual class possage paid at Champton H.Y. US, and additional melling offices, POSMASTER: Send address champes to INSE of RF Ben 1981, Champton H.J. 1279-139 Pour les abunements sourchs non USA: 1971-ENV/CEPAL MOSDA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Arrame Suite 404

Virginia Beach VA 23451-2003 USA Tel.: 804-021-30-03 Prénom : Nom: Adresse: Code postal: . Pays: Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bieue nº

Signature et date obligatoires Changement d'adresse: PP. Paris DTN o par écrit 10 jours avant votre départ-par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements: Portage à domicile • Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels. 33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25 Télématique 3615 code LE MONDE 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 Documentation CD-ROM: (1) 43-37-66-11 Index et microfilms: (1) 40-65-29-33 Abonnements Minitel: 3615 LE accès ABO Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE Films à Paris et en province : (1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 Filmin)

Le Monde estérit par le SA le Mande, so-ciété arroyane acc direction et conzel de suveillance. Conseile sureilland.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN: 0395-2037 Impomerie du Mande : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 hry-cedes. 1993

PRINTED IN FRANCE. Prisident directeur général : Jean-Marie Colombani Directeur général : Gérard Morax Membres du commé de direction : Descriptur Aldoy, Galle Peyou St Bleek South Mark を見る

133, avenue des Champs Elysées 75409 Paris Cedex 08 Tél.: (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

partir de sa vie de femme, de la vie, de matériaux ordinaires et d'images de tous les jours • LE MUSEE d'art moderne de la Ville de Paris lui consacre une grande

rétrospective : soit vingt-cinq ens de travail dont l'artiste a organisé le percours tortueux, où elle se cache derrière une quantité de personnages et d'images plus révéla-

trices da son humour mordent que de son histoire personnelle AU-FIL DES ANNÉES, Annette Messager la collectionneuse, qui n'était pas trop sûre d'être une artiste, a

grendi, tant et si bien qu'aujourd'hui même le Musée d'art mo-derne de New York s'intéresse à son œuvre. Après Paris et Los An-geles, l'artiste exposera au MOMA. la mort de Ma

spéroine de « I

La rétrospective Annette Messager, collectionneuse et « truqueuse »

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente vingt-cinq ans du travail de cette artiste, femme pratique, colporteuse, amoureuse, paradeuse...

Annette Messager, « Faire parade ». Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, tél.: 53-67-40-00. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures, fermé le lundi. Jus-

Depuis le jour où Annette Mes-sager (qui est née en 1943) a décidé d'être artiste, il s'est passé un quart de siècle au cours duquel être femme et artiste a cessé de paraître catastrophique. Il faut le souligner, car c'est à partir de ces deux données encore antinomiques à la fin des années 60 qu'Annette Messager a construit son œuvre. Dans un eotretien avec Robert Storr, commissaire de l'expositioo du Moma, publié dans le catalogue, elle insiste : « De toute façon je pensais que l'étais une artiste dévaluée en tant que femme. L'avais envie de mettre cette dévalorisation en évidence, je sentais que c'était à cela qu'il fallait que je m'attache. »
Ce qu'elle a fait, moyennant

quelques subterfuges, à commencer par le partage (vrai et simulé) de sa personne en collectionneuse d'une part, en créatrice de l'autre. les deux opérant dans l'appartement exigu aux fonctions séparées: la chambre, où elle collectionnait. et le séjour, commé atelier, où elle confectionnait. Cela, elle l'expliquait en présentant ses « Albums-collections » à l'ARC (1974), où on Ja, retrouve .aujourd'hui, par un croquis et une note qu'elle titrait-sur les travaux de la chambre, une double vie ?, qui ne faisait qu'entretenir une belle confusion quant au lieu où elle situait sa création, Etait-ce l'intimité de la chambre où elle accumulait les revues ? Etait-ce l'atelier où elle tricotait, comme une gamine, des chauffe-coeur pour ses « pensionnoires > - des moineaux empaillés? Elle jouait évidemment sur tous les terrains, comme elle le fera toujours. Avec beaucoup de piaussi. Que contieooeot ces « Al- sous forme de roman-photo... travaillant dans le sens d'Annette



« Mes Jalousies »; 1972 (détail). Collection FRAC Aquitaine.

bums-collections >? Des proverbes sur les femmes que l'artiste a brodés sur des tissus ; des photos d'hommes accompagnées de remarques sur ce qu'elle aime chez eux, et ce qu'elle n'aime pas ; des taches d'encre qu'elle interprète; des photos de baisers; des petits traits de belles femmes qu'elle couvre de rides et édente (ses « Jalousies »); sa vie mouvementée

Bref, on y découvre une Annette Messager qui, jouant tour à tour à la bonne ménagère et à la midinette, à la femme-enfant et à la putain, vous balance à peu près tout sur l'image de la femme faconnée par l'homme, la publicité, les magazines. Autant de gestes coutupartir de soi, qui dérangeait hier. Et dérange un peu moins anjourd'hui, où le combre d'artistes femmes Messager, aux Etats-Unis comme

Annette Messager e donc construit son œuvre à partir du quotidien des femmes. Sans rien qui puisse la faire passer pour une féministe de choc. Elle est du genre à ironiser, à se moquer d'ellemême et des autres, à se distribuer bous points et punitions, et, si révolte on provocation II y a chez elle, elle n'est jamais directe, tonjours sous le couvert de gestes modestes. C'est par là qu'elle se démarque de la plupart des femmes artistes : elle se pose d'emblée en championne de la basse cuiture, plus créative que créatrice. Il faut dire qu'elle a compté parmi les lecteurs attentifs des Cahiers de l'art brut de Jean Dubuffet, dont on faisait bien peu de cas alors. Et qu'elle est du côté de ces artistes en révolte contre le formalisme à l'américaine, contre le grand art à la française, contre l'art politique déciaré. Comme Christian Boltanski, son compagnon de route, comme Le Gac et quelques autres qui, autour de 1970, ont dit « je » et entreris de raconter leur histoire et des nistoires de vie en se servant des arts populaires, et de la photographie d'amateur notamment.

Tout au long des années 70, Annette Messager a fait proliférer ses personnages. Se déclarant successivement « femme pratique », « truqueuse », « artiste », elle a entrepris de colorier, à la façon des chromos et des dépliants touristiques, des images idylliques de couples et de grands voyages: ce sera le « bonheur illustré », rien que des cliches, de la pacotille, et une façon de parler de l'exotisme, du pittoresque, du beau, du bon. Puis elle a dessiné d'effroyables aventures, une façon de parler du laid, et de faire du noir comme dans les polars. Puis ce sera la période des « Chimères », qu'Anoette Messager, « calpor-

teuse », libère dans l'espace. Ces « Chimères », ce sont des ments de déchire, oe reteoant que des bouches dévoreuses et des yeux, pour les glisser dans des formes de chauves-souris, de croissant de hme, etc. Elle joue à se faire peur, à nous faire peur, comme dans les plus horribles contes pour enfants, mais aussi comme dans les meilleurs films d'horreur. Elle se déchaîne drôlement. Le moment est d'ailleurs propice - début des années 80 -, et la scène artistique est pour le moins prise de convul-sions: il y est fortement question de drame, de détuge, de chaos.

Après quoi Partiste, qui, en traitant du cauchemar et du vertige, a débasqué le corps, n'en lâche plus les morceaux, qu'elle cultive avec dévotion. Elle en fait des trophées, des ex-voto, pend de petites photos de pieds, de mains, de bouches, d'yeux, de sexes à des bouts de ficelles. Versant dans le sacré, elle y met les formes qu'il faut pour impressionner. Versant dans le profane, elle rompt avec le rituel de « monstrastion », en écrivant des mots et des mots, à même le mur.

luche, des animaux empaillés, des poupées de chiffon hérissées de pointes de crayon, des masques de paille pris dans des bas, portés à bout de piques, soit de nouvelles images de terreur rappelant le temps des tricoteuses. Ou bien ce sont des organes de tissu bourrés de kapok, des cœurs, des viscères et des bronches, qui pendent à des fils et qu'il faut traverser avant de les retrouver pris dans des filets de pêche noirs. Pour tout dire, on n'en peut presque plus de circuler dans ce monde de débris internes du corps, trop-plein de déchets, de régressions, dans lequel Messager finit par nous plonger, nous égarer, exprès. C'est son ultime parade que de chercher à nons prendre dans ses fils et ses filets, ses retours en arrière, pour ne pas se livrer sous forme de rétrospective ordonnée, pour ajourner tout regard distancié sur soo travail, trop proche d'elle, qu'elle veut bien montrer,

mettent en scène des jouets en pe-

« Retour de l'histoire »

« Aujourd'hui le fait d'être une femme artiste suscite moins de questionnement [aux Etats-Unis] qu'en France ou en Europe où c'est toujours une exception. C'est peut-être même un « plus » d'être une femme artiste ou artiste gay aux Etats-Unis; ce sont d'ailleurs maintenant les hommes artistes comme Félix Gonzales Torres ou Mike Kelley qui se revendiquent féministes chez vous; ils nous prennent même cela! Ils commencent à travailler avec des tissus, des rideaux, c'est déjà un re-

* Entretien d'Annette Messager avec Robert Storr, commissaire pour l'exposition au Musée d'art moderna de New York.

Des mots comme tendresse, volupté, promesse ou mensooge, qui semblent être là pour réchauffer les images, comme naguère les petits tricots des oiseaux morts, ou pour rassembler les morceaux éparpillés sur les cimaises et en faire une sorte de géographle

Cette grande période pleine de dans le parcours de l'exposition dessiné par Messager, qui, comme tout artiste, privilégie son travail d'aujourd'hui : des installations qui

tout en se cachant. Son exposition. une œuvre en soi, orchestrée tel un marasme qui ne cesse de s'amplifier, ne met rien de particulier en valeur, tout y a valeur sentimentale, de reliques, de souvenirs. La perspective, qui affiche le morcellement, la dispersion et brouille les époques, affaiblit la force plastique de beaucoup de pièces. Elle est rismarche créatrice d'Annette Messa-

Geneviève Breerette

Un Derain fauve est mis en vente à un prix étonnamment bas

LE 29 MARS, Me Loudmer orgaréalisme. Livres, revues, tracts et documeots, mais aussi des tableaux, dont une part noo négligeable provenait des héritiers de Line et de Patrick Waldberg, l'un des écrivains d'art les plus fins des années 30-50. Il avait accumulé dans sa maison de Seillans, en Proyence. une jolie collection, comme ces trois dessins d'Arp, publiés en 1929 par la revue Voriétés. A 34 000 francs, ils ont presque triplé leur estimation.

D'autres bonnes surprises, dans cette vente, sont venus des Italiens, les artistes comme les acheteurs :

ou espérait ao mieux 1 500 francs de portée de beaucoup de bourses. Rénisait une vente consacrée au sur- la Petite Aube artique (sic) du modeste Fabrizio Clerici. Elle s'est vendue dix foix plus. Peut-être à un de ces enchérisseurs venus de la Péninsule, un phénomène nouveau et surprenant compte tenu de la faible santé de la lire. Ils ont conduit les œuvres de Salvator Firme ou Renato Guttuso vers des prix étonnamment élevés. Les tableaux très drôles de l'Américain Bill Copley étaient proposés dans des fourchettes extremement basses (sous les 10 000 francs). Ils les ont naturellement dépassés. Même les dessins et collages de Max Ernst, de Man Ray ou de Magritte semblaient à la

Particulier. achète prix maximum meubles, bronzes, objets, tableaux orientalistes. Commission à tout intermédiaire

Tél.: 44-00-07-84

JUSQU'AU 16 AVRIL tapez 3615 CURIOSITEL VIT 4054 RESTAURATION POUPÉES tapez 3615 CURIOSITEL VIT 640

♦ ANTIQUAIRES – 44-43-76-23

3615 CURIOSITEL

GALERIE JOEL GARCIA

EXPOSITION

NELSON DIAS-LOPEZ

Vos contacts pour passer une annonce dans cette rubrique LE MONDE Publicité : ♦ GALERIES – 44-43-76-20

والمأتم

sultat: un nombre très élevé d'enchères et une participation active de Ces exemples montrent que la

politique des estimations modestes peut être payante. Les réceotes ventes d'art du XX siècle, organisées à Paris, ont connu des hants et des bas. Plutôt des bas. Sauf quand les commissaires-priseurs persuadent les vendeurs de proposer leurs cenvres à des estimations sérieusement revues à la baisse. Mais quand elles sont trop hautes, rien n'y fait.

Un exemple : lors d'une vente du 30 mars (Mª De Quay et Lombrail), les enchérisseurs étaient nombreux mais rarement pour la même œuvre. Cette absence de compétition explique en partie des résultats modestes: 850 000 francs pour un dessio de Reooir, 1,1 million de francs pour une vue du quai Saint-Michel, peinte par Albert Marquet depuis la fenêtre de l'atelier de Matisse, vers 1907-1908. Soit, dans les deux cas, 100 000 francs de moins que l'estimation. Il y avait d'autres belles affaires, comme cette superbe nature morte (1909) d'Herbin; un acheteur heureux l'a emporté pour 100 000 francs, la moitié de son estimation. Ou L'Herbage au Breuli-en-Auge, un Lapicque de 1943: annoncé pour 120 000 à 160 000 francs, il est parti à 70 000 francs I Estimations trop hautes. prix de réserve trop élevés ou œuvres déjà vues chez des marchands? En tout cas, bon nombre de tableaux sont restés sur le carreau. Invendu, le joli petit Signac. Ravalé, le paysage superbe de Nicolas de Stael. Et les deux Dubuffet, et les quatre Hélion dont l'étonnant

La Jeune fille et la Mort, de 1957. Quant au portrait de femme, dessiné en 1942 par Matisse, et jamais sorti d'une collection privée, une estimation à 850 000 francs était sans doute trop haute.

On attend done avec interet la vente, lundi 3 avril, qu'organise Mª Kohn à Drouot-Moutaigne. Non pas pour le dessin de Lautrec, pi pour celui de Redon, ni pour Miro, ni pour Lam, ni pour Combas. Mais surtout pour le Derain : Il a tout pour lui. Il est de la période fauve, la plus recherchée du peintre. Il provient d'une collection étrangère, et se trouve à Paris sous le statut d'une importation temporaire, c'est-àdire libre d'être réexporté au besoin. Enfin, il est beau: Les Barques échauées à Collioure rappelleront quelque chose à ceux qui ont visité l'exposition organisée par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, où étaient accrochés les Bateaux dans le port, un tableau extrêmement proche. Le point de vue de cehul que propose M. Kohn est légèrement différent, comme si Derain s'était déplacé sur la gauche entre les deux toiles. La touche, surtout, est plus fluide, plus rapide, comme s'il s'agissait d'une ébauche poussée de celui montré par le Musée. Mais sa principale qualité, en ces jours sombres, c'est son estimation, que Mª Kohn a voulu extrêmement modeste : « Le tableau presque jumeau, exposé au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avait été vendu 56 millions de francs. J'ai estimé le nôtre entre 6 et 8 millions de francs. Pespère bien qu'il fera beaucoup plus, mais en ce moment il ne faut pas décourager les acheteurs potentiels. »

Harry Bellet

DANS LES GALERIES

SYLVIA BOSSU

Galexie Aume de Villepoix, II, rue des Tournelles, 75004 Paris. Tél.: 42-78-32-24. Jusqu'au 12 avril.

L'installation de Sylvia Bossu, leune artiste multimédia, donne moins à voir des pèse-personnes reliés par des tils à des haut-parleurs - qu'à entendre. Ouoi ? Pour le savoir, il faut monter sur les balances. C'est votre poids qui déclenche la bande-son différente d'une balance à l'autre (il y en a cinq), toutes diffusant des bruits venus du dedans du corps : une respiration, un battement de cœur, un cri déchirant qu'on peut assimiler à celui d'une chute dans le vide, des mumures de plaisir... Ce dispositif, qui paraît un rien simplet, s'avère assez pervers et efficace pour vous coincer dans le secret de votre propre corps. Sylvia Bossu s'inscrit dans la lignée d'artistes du début des années 70, comme Abramovic, qui travaillaient sur la perception, et avaient l'ambition, en l'impliquant dans leurs installations, de faire prendre conscience de soi au visiteur.

LAURIE SIMMONS

Galerie Rizzo, 9, rue Saint-Gilles, 75003 Paris, Tel.: 48-87-12-00, Jusqu'au

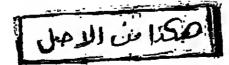
Philippe Rizzo a quitté son petit local de la rue de Lappe pour ouvrir une galerie plus spacieuse, plus élégante, un endroit bien connu puisqu'il appartenait auparavant à Gilbert Brownstone. Pour l'inaugurer, le jeune galeriste présente les demières photographies de Laurie Simmons, une artiste américaine chevronnée, qu'il a déjà exposée en 1993. On aimait ses cartes postales kitsch où des poupées-touristes se baladaient entre des monuments célébrissimes. On approuvait sa dénonciation corrosive de la femme-objet avec des images curleuses : des biens de consommation (une cuvette de WC, un accordéon, un sablier) étaient associés à des jambes féminines. Dans sa dernière série, Laurie Simmons témoigne encore de son goût de l'artifice en mettant en scène des poupées souriantes portant des habits sombres, que l'on nomme dummies (poupées de ventriloque), dont le personnage principal lui ressemble étrange-ment. S'éloignant de faits de société et du militantisme, l'artiste parie d'elle, de son enfance, des images qui out marqué sa génération, fait travailler sa mémoire pour recréer un monde aux ombres inquiétantes et aux poses stéréotypées que l'impersonnalité des visages de poupées vient renforcer. M. G.

Salle Saint-Jean Hôtel de Ville de Paris 0115

du 21 mars au 7 mai 1995

lutherie vénitienne du XVIII siècle et peintures de 1600 à nos lours

Fig. 18 AND



La mort de Madeleine Sologne l'héroïne de « L'Éternel Retour »

L'actrice du film de Jean Delannoy et de Jean Cocteau est décédée vendredi 31 mars dans une maison de santé de Vierzon à l'âge de quatre-vingt-deux ans

IL Y A cinquante-deux ans, du 15 mars à la fin de juin 1943, se déroulait le tournage de L'Éternel Retour, réalisé par Jean Delannoy d'après un scénario de Jean Cocteau « réinventant » et modernisant la légeode de Tristan et Yseult. Jean Cocteau et Jean Delannoy avaient décidé que, dans le rôle de Patrice, Jean Marais serait vêtu d'un chandail à dessins jacquard et que, dans celui de Nathalie, Madeleine Sologne, remplaçant Michèle Morgan un moment pressentie, porterait de longs cheveux blonds. Une métamorphose pour une actrice que l'on avait toujours connue brune et qui trouvait là le rôle le plus important d'une carrière dans laquelle elle était entrée presque par hasard.

Sans soo mariage avec le chef opérateur Jean Douarinou, Madeleine Vouillon, née le 27 octobre 1912 à La Ferté-Imbault (Loir-et-Cher), ne serait en effet sans doute jamais devenne actrice. Abandonnant son métier de modiste, elle prend pour pseudonyme le nom de sa région, qu'elle aimait, et débute au cinéma - après quelques rôles au théâtre -, dans La vie est à nous, de Jean Renoir (1936), où elle incarne une petite ouvrière. Sa chevelure brune lui vaut de se voir confier à deux reprises un rôle de gitane, dans Les Filles du Rhône, de Jean-Paul Paulin (1937), et Le Da-nube bleu, d'Emile-Edwin Reinert et Alfred Rode (1940).

Elle apparaît également au côté de Fernandel dans Raphaël le Tatoué, de Christian-Jaque (1940), avant d'interpréter dans Fièvres, de Jean Delannoy (1941), le rôle de l'épouse d'un chanteur (Tino Rossi), qui, ayant appris que son mari la trompe avec une riche Américaine, erre désespérée sous la pluie et vient mourir dans les bras de l'infidèle repentant. Dans L'Appel du bled, de Maurice Gleize (1942), elle parvient par instants à donner un peu de vérité à soo personnage de grande cantatrice brisée par la perte de l'enfant qu'elle attendait et qui, son mari étant porté disparu au front, doit faire seule face à la vie dans le Sud algé-

Avec Le Loup des Malveneur, de Guillaume Radot (1942), dans lequel elle incarne une jeune institutrice qui tente de percer les sombres mystères d'un château maudit, elle s'inscrit dans le con-

CORRESPONDANCE



rant fantastique et merveilleux qui traverse alors le cinéma français et conduit à L'Éternel Retour.

LES AMANTS IDÉALS

Le succès remporté par le film de Cocteau et Delannoy, auquel la critique anglaise reprochera injustement, en 1945, de se situer dans une esthétique et une thématique ouvertement « nazies », et qui paraît aujourd'hui très académique et maniéré, déclenche une vague de romantisme dans la jeunesse française et fait de Madeleine Sologne et Jean Marais le couple d'amants idéal. Il leur artive alors de tecevoir jusqu'à trois cents lettres d'admirateurs par jour. Mais le personnage «médiéval » de Nathalie a trop marqué les esprits pour que l'actrice trouve ensuite des rôles susceptibles de le faire oublier.

Le souhaitait-elle d'ailleurs, elle qui ne devait plus paraître que dans une dizaine de films médiocres, de Mademaiselle X, de Pierre Billon (1945), au Temps des loups, de Sergio Gobbi (1969), en passant notamment par Un ami

Courtney Love entraîne son groupe Hole dans un rock à tombeau ouvert

En tournée aux Etats-Unis, la chanteuse s'est blessée à la hanche après avoir plongé dans la foule et a dû reporter son concert parisien. La veuve de Kurt Cobain, le leader de Nirvana, continue de défrayer la chronique

Love roule à tombean ouvert. Avec le mai de vivre comme carburant, la haine comme moteur et le rock comme véhicule. Sur le bord de la route, les spectateurs écoutent et regardent toujours plus nombreux. Surtout depuis son équipée sauvage avec Kurt Cobain, chanteur de Nirvana, icône grunge et mari suicidé, qui a laissé sa veuve plus exposée encore. On connaît souvent moins sa musique, et les chansons de son gronpe féminin, Hole, que ses

frasques. Dommage. En deux albums, Pretty On The Inside (« Belle de l'intérieur ») et Live Through This (« En passer par là »), elle s'est révélée comme auteur et compositeur, donnant à ses ressentimeots des formes plus subtiles que la simple fureur. Mais Courtney Love, victime et actrice consentante de l'industrie du spectacle, écorchée vive, a choisi de tout déballer. Indécence désespérée ? Besoin maladif de publicité ? Elle a jeté depuis longtemps sa vie privée par les fenêtres. On o'en sait pas forcément plus pour autant. Déformée par la presse à scandale, brouillée aussi par les déclarations contradictoires d'une femme attisant les controverses par provocation, mythomanie ou paranoïa, sa biographie ne peut se décliner qu'au conditionnel.

A vingt-neuf ans, Courtney serait l'aînée de cinq enfants tous oés de pères différents. Fille de Linda Caroll, psychanalyste et militante téministe, et de Hank Harrisson, personnage évoluant dans l'entourage du groupe hippie Grateful Dead, elle aurait suivi sa mère en Nouvelle-Zélande et vécu dans une ferme communautaire avant d'être envoyée en internat. Elle y prenait, paraît-il des noms Pascal Mérigeau d'emprunt (Michelle, Ari Rodri-

DEPUIS son enfance, Courtney guez) et se serait fait reovoyer des Sex Pistols - qui l'assassina, après avoir bu des Martini-vodka avec les garçons de l'école d'en face. A douze ans, après une escale en Australie, sa mère l'expédie aux Etats-Unis, à Eugene (Oregon) dans ce qui semblait être une institution pour enfants retardés. La jeune fille souffre alors d'obésité et de bégalement.

Placée sous la direction d'un tu-

teur (cocaïnomane d'après la rumeur), elle fumerait alors ses premiers jolots et se rêve délinquante. Un T-shirt volé dans un grand magasin et une paire de draps volontairement déchirés suffisent apparemment à exaucer son voeu. Après deux ans passés en maisoo de correction, la demoiselle déméoage à Portland (Oregon). A quinze ans, elle y découvre le heavy metal, puis l'énergie revigorante et le nihilisme du punk rock. A seize ans, elle aurait commencé une carrière de stripteaseuse la menant au Japon, puis à Liverpool. La new wave anglaise bat alors son plein. Elle rencootre là Julian Cope, alors leader des Teardrop Explodes et s'initie aux acides. Courtney fait son trou dans le milieu du rock. En rentrant à Portland, elle forme son premier groupe, les Italian Whore Nuns. En 1982, elle rallie (pour un mois ou un an, seloo les versions) Faith No More, groupe de San Francisco devenu depuis un grand nom du hard rock.

Courtney Love s'installe ensuite Kat Bjelland (aujourd'hui chanteuse de Babes in Toyland) et rencontre enfin Kurt Cobain. Celui-ci lui aurait trouvé « un petit air de Nancy Spungen », la « fiancée tragique » de Sid Vicious, bassiste

croit-on, avant de mourir luimême d'une surdose d'héroine. Courtney joua d'ailleurs un petit rôle dans le film, Sid and Nancy consacré par Alex Cox à ce « couple mandit ». Elle forme Hole en 1990 et épouse Cobain fin 1991. Nirvana devient au même moment, grâce à l'album Nevermind, le phénomène rock de la nouvelle décennie et le conple, plongeant tête baissée dans tous

les excès, se retrouve constamment sous le feu des médias. Enceinte, Courtney avoue avoir continué à prendre de l'héroine, puis pose nue, cigarette au bec, en couverture de Vanity Fair. La naissance de Frances Bean Cobain n'atténue pas les scandales. La police doit intervenir plusieurs fois pour séparer les disputes de la dame et de son mari maniaco-dé-

Depuis le suicide de Kurt Cobain, le 8 avril 1994 et la mort par surdose de Kristin Pfaff, la bassiste de Hole, quelques semaines après, Courtney a encore fait parler d'elle. Insultant les uns, flirtant avec d'autres, exhibant et martyrisant son corps, s'imposant à sa facon un travail de deuil. De cette enfance déracinée, de cette adolescence éciatée, de ce vide et de cette tristesse sont nées une rage et une ambition pourvoyeuses de formes artistiques doot nous sommes les voyeurs fascinés.

Stéphane Davet

à Seattle, crée Sugar Baby Doll * Les concerts de Toulouse, le . avec Jennifer Finch (future L7) et 4 avril, Montpellier (le 8), et Lyon premières étapes annulées de la toumée française ont été reportées comme suit : Bordeaux le 6 mai, Montpellier le 7 mai, Paris le 8 mai.

La faillite de Jacques Melki

lite frauduleuse du marchand d'art Jacques Melki (Le Monde du 25 février), nous avons reçu, du cammissaire-priseur Pierre Cornette de Saint Cyr, cette lettre :

Vous indiquez que j'ai été condamné par un jugement du tribunal de grande instance de Paris du 30 janvier à payer au liquidateur judiciaire de la galerie Melki la somme de 7,6 millions de francs correspondant au prix de la vente d'un tableau de Nicolas de Staĕi effectué à la demande de Jacques Melki. Vous indiquez que ce prix de vente n'aurait pas rejoint l'actif de la galerie Melki alors que le tableau se retrouverait dans les soutes de la Société de banque occidentale (SDBO), laissant entendre que cette opération n'aurait pas été

Je dois donc préciser que la vente a été réalisée à la demande

Nogent-sur-Marne SALON **ANTIQUAIRES** A BALTARD Samed: 1. Dimarche 2, Lund

*

Après l'article consacré à la fail- de la galerie Melki, mais également à la demande de la 5DBO, créancier gagiste de la galerie Melki. Le prix de vente devait permettre de régler un prêt consenti par la SDBO à cette galerie. Le tableau a été vendu aux enchères mais l'acquéreur n'a pas

régié le prix de vente. En accord avec le débiteur, le tableau a été restitué au créancier gagiste, la SDBD, qui le reconnaît et qui a indiqué que le montant du prêt qu'elle avait consenti à la galerie Melki avait été intégralement remboursé. Le jugement que vous citez est frappé d'appel.

IL Le tribunai de grande instance de Paris n'a pas, dans son jugement du 30 lanvier, suivi le raisonnement de Pierre Cornette de Saint Cyr. Une nature morte de Nicolas de Staël a bien été adjugée, le 11 juin 1990, sous son ministère, à la société Asaki. Selon le tribunal, une vente ne peut être annulée qu'avec l'accord du vendeur et de l'acheteur. Or, dans son jugement du 30 janvier, le tribunal de grande instance de Paris affirme que « la preuve d'un accord de l'achetem ne saurait être rapportée par la seule lettre de Jacques Melki (vendeur) du 26 juin 1991. A n'est pas démontré que celui-ci était le mundataire de l'acheteur et avait le ponvoir d'annuler seul, plus d'un an après, une vente aux enchères dibment constatée ».

2. Comme le remarque incidenament le nfibunal, on peut s'étonner qu'une vente alt été amoulée « plus d'un on après », par le seul vendeur et non par l'acheteur, en l'occurrence une énignatique société japonaise Asaki, installée à Genève et dont on n'a anjourd'hui plus de trace. - M. G.]

viendra ce soir (Raymond Bernard, 1945)? Rien pour elle, sans doute, ne pouvait advenir après que Nathalie eut, diaphane, les joues creuses et le dos voûté, traversé L'Éternel Retour comme dans un songe, avant que d'aller, figure de proue dressée sur un canot, s'éteindre auprès de la dépouille de soo amant. C'est dans une maisoo de santé de Vierzon (Cher) que Madeleine Sologne a terminé sa vie, et sa mort a été rendue publique par Jean Delannoy.

AU CARNET DU MONDE

Marianne SARRAILH

Didier BOISGARD

se disent oui pour la vie, le samedi l' avril

2 avril 1945-2 avril 1995

Leurs enfagts et petits-enfants em

Micheline et Henri,

- Béatrice Pierson, Jean-Pascal Bénassy,

Carole et Thierry Me

Isabelle Bénassy. Hildegard Bénassy.

Jean Bénassy

14, boulevard de Courcelles,

Joan, Géraldine et Grégor,

s petits-enfants, les familles Garçonnot et Béna

out la douleur de faire part du rappel

M™ Jean BÉNASSY, néc Jeannine Garçonnol

nercredi 5 avril 2 9 heures, en l'église

Saint-Honoré d'Eylan, 66 bis, avenue Raymond -Poincaré à Paris 16°, en union

Nos abonnés et nos actionnaire.

<u>Mariages</u>

Noces d'or

CARNET

- Jacques Mabille, son époux. Catherine et Jean-Pietre Mabille, Ses enfants, Juliette, Elise, Léa, Noémie, Valentine, Ses pentis-enfants

Les familles Trouvin, Jacomet, Marlier,
Gomet, Paillet, Chatamet, Tournen,
ont la douieur de faire part du décès de

Hélène MABILLE.

survenu le .30 mars 1995 à l'âge de

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 avril 1995, à 14 h 30, au cimetière de

Jacques Mabille. 72, bd Seint-Germain, 75005 Paris.

- M. Edmond Teboul,

avocat à la cour, son époux, Claude et Albert Feingold, Françoise et Michel Teboul, Dominique et Gérard Teboul,

ses enrants, Caroline et Sacha, Grégory, Virginie, Vincent, Emmanuel et Alexandra, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M= Gladys TEBOUL, née Coben-Bacri,

arvenu le 29 mars 1995.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 avril 1995, à II heures, au cimetière pa-

29 rue La Boétie. 75008 Paris.

CARNET DU MONDE 15, me Feigulère, 75501 Cedex 15

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Telécopieur : 45-68-77-13 Tartf de la Sone H.T.

.. 10E F

Abonnés et actionnaires 95 F ations diverses ..., 170 F

- M= Raoul Vadepied, Guy et Scariett Vadepiod, Michèle et Patrick Rimbert,

Françoise et Jean-Michel Fanre, Ses enfants, Frédérique et Jean-Michel Reynier, Matthieu Vadepied et Emma Loyer, François Vadepled et Aguès Belkadi, Chloé, Élodie Vadepied, et Yann Raure, Hélène, Marie et Christine Rimbert

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, Ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Raoul VADEPIED.

chevalier de la Légion d'honne sénateur, conseiller général, maire bonoral président du district du pays d'Evron,

La cérémonie religieuse a lieu ce jour le samedi le avril à 14 h 30, à la basilique

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur

<u>Remerciement</u> - Igor Chelkowsky.

Pierre et Dany Pruvost,

Léa Jacque Françoise Pruvost

rcient tous ceux qui de près ou de loan out tenu à exprimer leur émotion de-vant la tragique disparition du docteur Danielle CHELKOWSKY.

du terme d'une déjà longue carrière, une trop brève existence, toniement vouée à uce que « les murs de l'asile » ne soient plus ce ou'ils étaient.

<u>Anniversaires</u>

- Pour le quatrième anniversaire de la

Jean-Michel DÉTROYAT

rappelé à Dieu le 9 avril 1991, une pensée

- Lc 2 avril 1981.

le docteur André CHAUVENET

En avril 1945, après trois aus, trois mois et trois jours dans les prisons et camps nazis, il retrouvait la liberté. Il a écrit :

« Il semble que nous n'ayons survécu que pour porter un message. » Ce message est toujours vivant.

Son épouse, Geneviève ses filles, Isabelle et Laure.

8, rue Béranger, 75003 Paris. - Il y a cent ans naissait

Simone MAHIAS, née Monmory.

Une messe anniversaire arra lieu, le mar-di 4 avril à midi en l'église Notre-Dême-« L'amour de Dien a été répandu dans nos cœurs par l'Esprit-Saint qui nous a été donné. »

Pierre Makias. 3, rue Gazan, 75014 Paris. Claude es Sylviane Mah

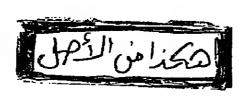
Conférence

- Sur invitation de l'Ecole normale su-périeure et du CNRS, le Dr SILVIO FANTI donnera une conférence sur l'in-froduction à la micropsychanatyse le mardi 4 avril 1995, à 17 h 30. ENS. 45. rue d'Ulm, salle des Actes (l'étage droite), entrée libre.

Soutenance de thèse

La soutenance, à titre posthume, de la thèse de Béatrice LEMEIGNAN, initialée excuse) et M. GIEGE Richard (examina-

Il a été décemé à Béatrice LEMEI-GNAN le titre de Docteur de l'université Paris-VI, avec la mention très honorable et les félicitzaions du jury.



Les yeux de Charlotte Rampling

1

L'actrice, qui a joué avec Dirk Bogarde, Sean Connery, Robert De Niro et... un chimpanzé, est à Créteil pour une rétrospective

L'HÉROINE des Damnés de Visconti, la trouble séductrice du Portier de nuit de Lillana Cavani, la somptueuse Chair de l'orchidée, c'était elle. Charlotte Rampling, à qui le 17 Festival international des films de femmes consacre une rétrospective, est présente samedi soir le avril à la projection de Stardust Memories, de Woody Allen (1980). L'actrice dit aimer



Woody Allen « pour sa façon si personnelle de montrer les femmes dans toute leur complexité et leur diversité d'émotions ». La rétrospective commence avec le troisième film de Charlotte Rampling, Georgy Girl, de Silvio Narizzano (1966). Elle se termine par son nouveau, Time Is Money, de Paolo Barzmao, où elle joue avec Max von Sydow.

* Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. M° Crétell-Préfecture. 21 heures, le 1" avril. Le Festival se poursuit jusqu'au 9 avril. Tél.:45-13-19-19.

UNE SOIRÉE À PARIS

Gregory Motton Trente ans, six pièces ; on pourrait croire le Britannique Gregory Motton pressé. Il a eu les honneurs de mises en scène de Claude Régy pour les deux pièces qui l'ont fait connaître en France : Chutes et La

Terrible Voix de Satan. A l'Odéon, l'auteur met en scène (avec Ramin Gray) Cat and Mouse, une satire de la société anglaise, jouée par les comédiens qui l'accompagnent depuis ses débuts.

Odéon-Théâtre de l'Europe, ploce et Mº Odéon, Paris-6 . Tous les jours à 18 h 30 : relache le jeudi, fusqu'ou 23 avril. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 70 F. Warren G

Même ceux qu'effraient habituellement les scansions du rap, se sont laissé séduire par le G-funk de Long Beach (Californie). Plus accessible encore que son copain - le sulfureux Snoop Doggy Dogg -, Warren G chronique la vie de ce ghetto balnéaire. Zenith, 211, avenue lean-laures, Pa-

ric. 19 AM Dorte-de-Dontin 20 heures, le 1ª avril. Tél. : 42-08-60-

00. Location Fnac et Virgin, 130 F. Arno and the Subrovnicks Sa présence scénique doit autant à ses fêlures qu'à une débauche d'énergie truculente. Par la grâce de son gosier de marin flamand, Arno mêle dans une chope à bière blues, rock européen et chanson

Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie-II), Paris-13. M. Place-d'Italie. 19 heures, le 1ª avril. Tel.: 53-79-00-11. Location Fnoc. De 105 F à

Adalberto Alvarez y su son Avec ses seize musiciens, le Cubain Adalberto Alvarez enflamme son auditoire. Son cubain, cuivres, piano et percussions indisciplinées. Compositeur, il a écrit une belle série de tubes de la salsa, dont, dans les années 80, Bayamo en coche. Pour les boléros, écouter soo dernier album, Son y nostalgias avec Gina Leon (Capitol/EMI).

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10: Mr Chateaud'Eau. 20 h 30, le 1 avril; 19 h 30, le 2 ovril. Tel.: 45-23-51-41. Location Fnoc. De 110 F à 130 F.

(43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13" (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Alesia, 14 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Maillet, 17 (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18" (36-68-20-

22,1 L'APPAT (*) (Fr.): 14-Juillet Seaubourg, 3* (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14): Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08; 36-68-75-75; res. 40-30-20-10); UGC Opéra, 9º (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); UGC Gobelins, 13° (36-68-22-27); Mistral, 14° (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Convention, 15' (36-68-29-31); UGC Maillot, 17' (36-68-31-34); Pathé We-

pler, 18* (36-68-20-22). AU TRAVERS OES OLIVIERS (Iran., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77; 36-65-70-43); Elysées Lincoin, 8' (43-59-36-14). CALENDAR (Can., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30; 36-65-70-62). CASA DE LAVA (Por.-Fr., v.o.): Le Quar-

tler Latin, 5 (43-26-84-65). CHUNGKING EXPRESS (H.-K., v.o.): Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); UGC Oanton, 6º (36-68-34-21); UGC Triomphe, 8º (36-68-45-47); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Escurial, 13º (47-07-

COUPS DE FEU SUR BROADWAY (A. v.o.): Reflet Médicis I, 5º (43-54-42-34); UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47). OELITS FLAGRANTS (Fr.): Le Quartier Latin, 5: (43-26-84-65). L'EMIGRE (Eg., v.o.): Publicis Saint-Germain, 6: (36-68-75-55); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; rés. 40-30-

EMIMÉNE-MOI (Fr.) : Racine Odéon, 6º (43-26-19-68); Le Balzac, 8 (45-61-10-EN MAI FAIS CE OU'IL TE PLAIT (*) (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, 6° (46-

33-79-38; 36-68-68-12). EXOTICA (*) (Car., v.o.): Epée de Bois, 5' (43-37-57-47). FORREST GUMP (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (36-65-70-67); UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47); v.f.: Para-mount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Les Montpar-

nas, 14 (36-65-70-42; rés. 40-30-20-FRESA Y CHOCOLATE (cubein, v.c.): Lucemaire, 6' (45-44-57-34). GAZON MAUDIT (Fr.): Rex, 2' (36-68-70-23); 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8º cais, 9º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13º (36-68-22-27); Gaumont Alesia, 14 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); bis Montparnos, 14 (36-65-70-42; res. 40-30-20-10); Gaumont STARGATE (A., v.o.): George-V, 8 (36-

(36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12º (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12- (36-68-62-33); Gaumont Grand Ecran Italie, 13-(36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (36-58-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 15- (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16* (36-68-48-56); UGC Maillot, 17* (36-68-31-34); Pathé Wapler, 18" (36-68-20-22); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96; 36-65-71-44: nes. 40-30-20-10).

OUBLE-MO! (Fr.): Epée da Bois, 5º (43-37-57-47). PETER'S FRIENDS (Brit, v.o.): Cinoches,

6 (46-33-10-82). PRETA-PORTER (A. Ko.): Gaumont les Halles, 1" (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); UGC Odéon, 6' (36-68-37-62); UGC Rotonde, 6* (36-65-70-73; 36-68-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 8* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V, 8* (36-68-43-47); 14-Julilet 8astille, 11* (43-57-90-81; 36-68-69-77). 27): Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); v.f.: Gaumont Opéra Impérial, 2* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22). PRINCIPIO V FIN (*) (Mez., v.o.): Lati-

na, 4º (42-78-47-86); Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25); Elysées Lincoin, 8' (43-59-36-14); Sept Parnas-siers, 14' (43-20-32-20). PRISCILLA, FOLLE DU OESERT (Austr., v.o.): Lucemaira, 6' (45-44-57-34);

Gaumont Marignan-Concorde, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10). 68-7-35; res. 40-30-62-10). PULP FICTION (*) (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5· (45-87-18-09); Les Trois Luxembourg, 6· (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Triomphe, 8· (36-68-45-47); Grand Pavols, 15· (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10). QUIZ SHOW (A., v.o.): 14-Juillet Haute-

feuille, 6' (46-33-79-38; 36-68-68-12); George-V, 8' (36-68-43-47); Gaumont Parnasse, 14º (36-68-75-55; res. 40-30-REGARDE LES HOMMES TOMBER (FL):

14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); Lucernaire, 6° (45-44-57-34); Sept Parnassiens, 14' (43-20-32-20). LES RENDEZ-VOUS DE PARIS (fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); Le Saint-Germain-des-Prés, Saile G. de

Saint-Germain-Ges-res, Saile G. De Beauregard, 8º (42-22-87-23); Le Bai-zac, 8º (45-61-10-60); UGC Opéra, 9º (36-68-21-24); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, 13* (47-07-28-04); Sept Parnassiens, 14* LE ROI LION (A., v.f.): Club Gaumont

(Publicis Matignon), 8°; Grand Pavols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10). LES ROSEAUX SAUVAGES (Fr.): 14-Julilet Beaubourg, 3º (36-68-69-23); Epée de Bois, 5" (43-37-57-47); 14-Juillet Par-nasse, 6" (43-26-58-00; 36-68-59-02); Le Balzac, 8' (45-61-10-60); La Bastille, 11' (43-07-48-60). LES SILENCES OU FALAIS (Tun.-Fr., v.o.): Lucemaire, 8 (45-44-57-34).

DRACULA (*) (A., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23) samedi 23 h 50. EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) samedi 21 h. LE FELS PRÉFÉRÉ (Fr.) : Grand Pavois, 15º

(45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 19 h 15. manche 19 n 15. L'ILE MLIE (Jap., v.o.): Studio Galande, 5: (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) samedi 16 h. LE LAURÉAT (A., v.o.): Grand Pavois, 15" (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) samedi 19 h.

PETIT PIERRE ALI PAYS DES RÉVES (ALL. v.f.): Oanfert, 14 (43-21-41-01) dimanche 9 h 30. LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr. Tch.) : Acca-

tone, 5 (46-33-86-86) dimancha 13 h 30. LES QUATRE OINOSAURES ET LE CIRQUE MAGRQUE (A., v.f.): Gnoches, 6" (46-33-10-82) dimanche 13 h 55. RENCONTRES AVEC DES HOMMES RE-MARQUABLES (Brit., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) dimanche

SHORT CLITS (A., No.): Grand Pavols, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) sa-medi 21 h; Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) samedi 20 h 45. SIMPLE MEN (A., v.o.) : 14-Juillet 8eau-

bourg, 3 (36-68-69-23) dimanche 10 h 45. LA SOIF DU MAL (A., v.o.)': Denfert, 14 (43-21-41-01) dimanche 20 h 10. THE ADJUSTER (Can., v.o.): Studio Galande, 5* (43-26-94-08; 36-65-72-05; ris. 40-30-20-10) dimanche 20 h 30. THIRTY TWO SHORT FILMS ABOUT GLENN GOULD (Can., w.o.): Reflet Mé-dicis I, 5º (43-54-42-34) dimanche 12 h. TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : 8rady, 10° (47-70-08-86) samed 15 h 05, 16 h 35, 18 h 30, 20 h, 21 h 55. UN JOUR SANS FIN (A., v.o.): Grand Proofs, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10) dimanche 19 h 30. VUK LE PETIT RENARD (Hong., v.f.); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85; rés. 40-

LES REPRISES

AMERICA, AMERICA (A., v.o.): Action Christine, & (43-29-11-30; 36-65-70-AU HASARD, BALTHAZAR (Fr.) : Espece

Salat-Michel, 5 (44-07-20-49). BLUE VELVET (4) (A., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23); Seint-Lambert, 15* (45-32-91-68). LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. KO.): ACtion Ecoles, 5º (43-25-72-07; 36-65-70-

pace Jacques-Yati, 5º (43-54-51-60). L'HOMME D'ARAN (Brit, v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49). METROPOLIS (All.): Reflet Médicis. salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34). MOUCHETTE (Fr.): Accatone, 5 (46-33-

LA CORDE (A., v.o.): Le Champo - Es-

86-86), ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit. v.o.) Cinoches 8 (46-33-10-82) ... LE PORT DE L'ANGOISSE (A. vo.): Action Ecoles, 5' (43-25-72-07; 36-65-70-

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., V.O.) : Reflet Médicis II, 5º (43-54-42-34). VERITES ET MENSONGES (Fr.-Iran., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-VIVA ZAPATA (A., v.o.): Le Quartier La-tin, 5° (43-26-84-65).

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT(47-04-24-24)

DIMANCHE Gaumont: Cabinet d'amateur, 15 h. MARDI

Gaumont: Conférence de Pierre Sor-lin, 18 h 30; Ciné-dub des Cahiers du cinéma: A la campagne (1994), de Ma-nuel Poirier; Martin et Léa (1978), d'Alain Cavalier, 20 h 30. SALLE RÉPUBLIQUE(47-04-24-24) DIMANCHE

Les Cinquante ans de la Série noire : Films FEMIS, 17 h; le Doulos (1962), de Jean-Pierre Melville, 19 h 30; Pour toi, j'ai tué (1949, v.o. s.t.f.), de Robert Siodmak, 21 h 45.

CENTRE GEORGES POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DIMANCHE Description of the control of the co

(v.o. s.t.f.), 17 h 30; la Fausse livre d'o 55, v.o. s.t.f.), de Yorgos Tzavellas, 20 h 30.

Le Cinéma grec: Ciel (1962, v.o. s.t.f.), de Takis Kanellopoulos, 14 h 30; le tieu du trâne (1973, v.o. s.tf.), de Kos-tas Aristopoulos, 17 h 30; les Pâtres du désordre (1967, v.o. s.tf.), de Nico Papatakis avec Olga Karlatos, George,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, grande galerie, porte Saint-Eus-tache, Forum des Halles (40-26-34-30)

L'Argent: Un drôle de paroissien (1963), de Jean-Pierre Mocky, 14 h 30; le Paradis des riches (1978), de Paul Barge, 16 h 30 ; Léon la Lune (1956), d'Alzin Jessua ; le Signe du lion (1962), d'Esic Rohmer, 18 h 30 ; les Aventuriers (1966), de Robert Enrico, 20 h 30.

L'Argent : Histoire d'un crime (1977), de Marie-Geneviève Ripeau et Liliane Korb; la Ville est à nous (1975), de Serge Poljinsky, 14 b 30; les Gangsters de l'exposition (1937), d'Emile G. de Meyst, 16 h 30; l'Argent (1983), de Ro-bert Bresson, 18 h 30; les Débats de le SCAM 30 h 30 SCAM, 20 h 30.

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

(47-03-12-50) DIMANCHE

Otage de Marcel Hanoun ; Je meurs de vivre (1994), de Marcel Hanoun, 15 h; le Huitième Jour (français), de Marcel Hanoun, 17 h. MARDI La Vielle Dame indigne (1965), de Re-

né Allio, 18 h 30.

FESTIVALS

LANGLOIS (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). Sunny Lake a disparu, sam. 12 h, 14 h 15, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; le Septième Sosau, dim. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Gumshoe, lun. 12 b, 14 h 15, 16 b 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Mean Streets, mar. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. A LA RENCONTRE DE BULLE OGIER, L'Emprepôt, 14" (45-43-41-63). le Gang des otages, sam. 20 h, dim. 22 h, kın. 18 h, mar. 14 h ; Céline et Julie vont en bateau, sam. 18 h, lun. 16 h, mar. 16 h 30; le Pont du Nord, lun. 19 h 30, mar. 14 h : Tricheurs, sam. 16 h, dim. 18 h, lun. 22 h, mar. 20 h ; Personne ne m'aime, sam. 16 h, lun. 14 h, mar. 22 h;

100 ANS DE CINÉMA VUS PAR HENRO

le Charme discret de la bourgeoisie, sam. 18 h; dim. 14 h, 20 h, lun. 16 h, mar. 16 h, 22 h; Regarde les hommes tomber, sam. 14 h, 22 h, dim. 16 h, lun. 14 h, 20 h, mar. 18 h. ABBAS KIAROSTAMI (v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). Où est la maison de mon ami?, sam. 12 h. ABEL FERRARA (v.o.), Grand Pavois, 15

(45-54-46-85). 8ad Lieutenant, mar. 19 h 30, 21 h 20. L'ART DU CINÉMA, Studio des Ursu-lines, 5º (43-26-19-09). le Mécano de la "Genaral", dim. 10 h 30 ; Parade, dim.

12 h 30. AVANT-PREMIÈRE, Studio 28, 18º (46-06-36-07), la Belle et la Bête, kur. 21 h. CENT ANS DE CINÈMA DANOIS (v.o.), Europa Panthéon (ex-Reflet Pan-théon), 5º (43-54-15-04). le festin de Babette, mar. 18 h 05; Twist and Shout, lun. 18 h 10; la Faim, sam. 17 h 40; l'Inconnu, mar, 22 h; CŒurs flambés, mar, 14 h; les Tentations d'une grande ville, lun. 22 h 15; Pelle te Conquérant, dim. 15 h 45; Europa, lun. 14 h; Un mariage pendant la Ré-volution, lun. 16 h 10; l'Arbre de la connaissance, sam. 13 h 50; Coublepatte et Patachon, les z'héros du cinéma, sam. 16 h; Veilleur de nuit, sam. 20 h 10; Pages arrachées du livre de Satan, sam. 22 h 20, mar. 16 h 10; Moi et Mama mia, dim. 14 h; l'Hôpital et ses faritômes, dim. 18 h 45 ; les Garçons de St-Petri, kin. 20 h 10 ; la Danse avec Regitze, mar. 20 h 05. CINÉ-CLUB CLAUGE-JEAN PHILIPPE,

L'Arlèquin, 6 (45-44-28-80). la Chambre verte, dim. 11 h. LES COURTS D'ENFER, Denfert, 14º (43-21-41-01). Avant__ mais après, sam. 11 h 40, mar. 20 h 30. CYCLE DE COURTS MÉTRAGES, Le Ré-

publique, 11° (48-05-51-33). Films sur-prise, mar. 20 h 30. DEUX COMEDIES AVEC AUDREY HE-**8URN (v.o.), Le Champo - Espace** Jacques-Tati, 5 (43-54-51-60). Vacances romaines; .sam. 13 h 35, 20 h 10, lun. 13 h 35, 20 h 10 ; Sabrina, dim. 13 h 35, 20 h 10, mar. 13 h 35, 20 h 10. entaire sur grand ecrai

L'Entrepot, 14 (45-43-41-63), Brass Un-bound, dim. 14 h, Arbiul Honegger, dim. 16 h; Bird New, dim; 17 h 45, 22 h 15; le Quatuor des possibles, dim.

FESTIVAL IRLANDAIS (v.o.), L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). Reefer et le Modèle, sam. 16 h, dim. 14 h, lun. 16 h, mar. 14 h, 22 h; Hush-a-Bye, Baby, sam. 20 h, dim. 22 h, lun. 20 h; High Boot Benny, dim. 16 h, mar. 16 h, 20 h; Bishop's Story, sam. 14 h, lun. 14 h, 22 h. LES FILMS DE LA NATIONAL GALLERY OF ART (v.o.). Auditorium du Louvre, 1= (40-20-52-99). John James Audubon: les oiseaux d'Amériqua, sem. 15 h ; David Smith, sculpteur américain, sam. 17 h; le Festin des dieux, sam. 19 h; Picasso: The Saltimbanques, dim. 15 h; l'œil de Thomas Jefferson, dim. 17 h; Art da l'Indonésie, dim.

Champo - Espace Jacques-Tati, 5º (43-54-51-60). la Loi du silence, sem. 15 h 50, 18 h, 22 h 15; Mr and Mrs 5mith, dim. 15 h 50, 18 h, 22 h 15; le Faux Coupable, lun. 15 h 50, 18 h, 22 h 15 ; les Trente-Neuf Marches, mar. 15 h 50, 18 h, 22 h 15. HUITIÈME PRIX GLACES GERVAIS, L'Ar-lequin, 6° (45-44-28-80). Personne ne

HITCHCOCK AU CHAMPO (v.o.), Le

m'aime, sam. 16 h, dim. 18 h; Mina Tannenbaum, sam. 13 h 30, dim. 22 h; Rosine, sam. 18 h, dim. 16 h; Regarde les hommes tomber, sam. 20 h, dim. 14h, mar. 14h, 16h, 18h, 20h, 22h; Petits Arrangements avec les morts, sam. 22 h, dim. 20 h, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIC, Le République, 11º (48-05-51-33). Classi-fied People, lun. 20 h 30. INGMAR BERGMAN (v.o.), Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89). Cris et Chucho-tements, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; la Source, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; le 5llence, kun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h,

JOURNÉES OU CINÉMA FRANCO-PHONE, Espace Effel-Branly, 7 (44-18-98-98). Sango malo, sam. 18 h; les Si-lenoss du palais, dim. 11 h 45; le franc dim. 13 h 30; Birobero, prince des rues, dim. 14 h; l'Afrique de toutes facons, dim. 15 h; le Ballon d'or, dim. 15 h 45; Clips du Sud, dim. 17 h; Hyènes, dim. 18 h 45 ; Rêves d'Afrique, n. 11 h 45; Au nom du Christ, lun. 14 h; les Héritiers de Mahé et de La Bourdonnais, lun. 16 h; la Mémoire platrée, lun: 16 h 30 ; le Chant de Baye Fell, lun. 18 h 30; Octan Indien, m 11 h 45; les Femmes, la force du Viet-nam, mar. 12 h 30; Yelema, mar. 14 h 30; Identité culturelle, mar. 16 h 15 ; la Vacrie et le bananier, mer. 17 h; Femmes du Sehel, mar. 18 h 15, NANNI MORETTI (v.o.), Reflet Médicis l, 5* (43-54-42-34). Palombella rossa. turn. 12 h 05; Sogni d'oro, mar. 12 h 05. PARIS V PRÉSENTE (v.o.), Reflet Médicis I, 5º (43-54-42-34). Morocco, sam. 11 h 45. RÉTROSPECTIVE JOHN CASSAVETES

1000円で

5

-

(v.o.), Studio Galande, 5* (43-26-94-08). Love Streams, kun. 16 h.
(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films Interdits aux moins de 16

CINEMA

Tous les films de la semaine, une sélection des films en exclusivité et des reprises.

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA, OFFECTIVE CHIENS ET Film américaln de Tom Shadyac VO: Forum Orient Express, 1 (36-65-70-67); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); Gaumont Marignan-Concorde, 8 G6 68-75-55; res. 40-30-20-10); UGC No. mandle, 8 (36-68-49-56): La Bastille, 11' (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13'

11° (43-07-48-07); UGC GODERIN, 13° (36-68-22-27); Sapt Parnasslans, 14° (43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24).
VF: Rex (le Grand Rex), 2° (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 9° (36-68-70-14); Paramount Opéra, 9° (36-6 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75mont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14° (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-20-20-36-48)

BEFORE SUNRISE Film américain da Richard Linklater VO: Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08: 36-68-75-75; res. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) : Gaumont Alésia, 14º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10). FADO, MAJEUR ET MINEUR

Film français de Raoul Ruit space Saint-Michel, 5" (44-07-20-49). LA JEUNE FILLE ET LA MORT

VO : Gaumont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Grand Action, 5° (43-29-44-40; 36-65-70-63); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83; 36-68-68-12); La Pagode, 7º (36-68-75-07; rès. 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, 8º (43-59-04-67; rés. 40-30-20-10); Max 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13* (36-68-75-13; res. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55 ; res. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, 16 (36-68-48-56); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22)-VF: Gaumont Opéra Français. 9º (36-

68-75-55; res. 40-30-20-10); Les Na-

tion, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14° (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

LA LUNE ET LE TÉTON Film franco-espagnol de Bigas Luna VO: Forum Orient Express, 1º (36-65-70-67); UGC Danton, 6" (36-68-34-21); UGC Rotonde, 6" (36-65-70-73; 36-68-70-14); Gaorge-V, 8 (36-68-43-47); UGC Opera, 9 (36-68-21-24); UGC Go-belins, 13 (36-68-22-27); Mistral, 14 (36-65-70-41; res. 40-30-20-10). MARIE DE NAZARETH Film français de Jean Delannoy George-V, 8' (36-68-43-47); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88); Sept Parnassiens, 14* (43-20-32-

LE MONSTRE Film franco-italien de Roberto Benjon Him franco-realien de Roberto Berngri VO: Forum Orient Express, 1* (36-65-70-67); UGC Odéon, 6* (36-68-37-62); UGC Rotonde, 6* (36-65-70-73; 36-68-70-14)VF: UGC Normandie, 8* (36-68-49-56); UGC Opéra, 9º (36-68-21-24); UGC Lyon Bastille, 12º (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13º (36-68-22-27); Mistral, 14º (36-65-70-41; rés. 40-30-20-(10); Biervende Montparmasse, 15° (36-65-70-38; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15° (36-68-29-31); Pathé Weplar, 18° (36-68-20-22); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés.

40-30-20-10). STAR TREK GÉNÉRATIONS Film américain de David Carson VO: Forum Orient Express, 1* (36-65-70-67); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23; 36-68-75-55; res. 40-30-20-10).

VF: Rex, 2* (36-68-70-23); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Montparnos, 14' (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15' (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18' (36-68-20-22); Le Gambetta,20' (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-

LES EXCLUSIVITÉS

ANNA (Fr.-Rus., v.o.): Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10). L'ANNÉE JULIETTE (Fr.): Gaumont les Halles, 1# (36-68-75-55; res. 40-30-20 10) : Gaumont Opéra Impérial, 2 (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillat Hautefeuille, 6º (46-33-79-38: 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08; 36-68-75-75; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88); Les Nation, 12°

Il y a combien de temps que vous n'êtes pas tombé amoureux d'un film?

un garcon CHUNGKING aime une fille



une fille aime un garçon

68-43-47); v.f.: Rex. 2* (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6* (36-65-70-14; 36-68-70-14); George-V, 8* (36-68-43-Convention, 15t (36-68-75-55; res. 40-30-20-10): Pathé Wepler, 18t (35-63-20-

ILG/JLG, (Fr.): La Pagode, 7º (36-68-75-UNE FEMME FRANÇAISE (Fr.): Gau-JOUR OF FETE (Fr.) : Reflet Médicis II, 5 mont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Darnton, 6" (36-68-(43-54-42-34). JOHRNAL INTIME (It., v.o.): Lucemaire, 34-21); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Saint-Lazare-Pas-AUSTE CAUSE (*) (A., v.o.): Gaumont les Halles, 1* (36-68-75-55; rés. 40-30quiec, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Normandie, 8* (36-68-49-56); Pa-20-10); UGC Odéon, 6º (36-68-37-62); Gaumont Marignan-Corcorde, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V, 8º (36-68-43-47); Gaumont Gobelins Fauvette, 13º (36-68-75-55; rés. 40-30ramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobe-lins, 13* (36-68-22-27); Miramar, 14* (35-65-70-39; res. 40-30-20-10); Mis 20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); 8ienven0e tral. 14 (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); Gaumont Kinopenorama, 15' (43-06-50-50; 36-68-75-15; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15' (36-68-29-Montparnasse, 15' (36-65-70-38; res. 40-30-20-10); v.f.: Rex. 2' (36-68-70-23); UGC Montparnasse, & (36-85-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opéra, 5* (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-31); Majestic Passy, 16: (36-68-49-55); UGC Maillot, 17: (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18: (36-68-20-22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés.

> LA VIE EST IMMENSE ET PLEINE OE DANGERS (Fr.): Espace Saint-Michel, 5

LOIN OF LA MAISON (A., v.f.): Ci-noches, 6" (46-33-10-82). LUDWIG VAN 8 (A., v.o.): Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Cirroches, 6º (46-33-10-82); UGC Montparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); Publids Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; 36-68-75-55; rés. LES MISÉRABLES (Fr.): Geumont les

Hatles, 1º (35-68-75-55; res. 40-30-20-

10); Rex, 2. (36-68-70-23); 14-Juillet

Odéon, 6 (43-25-59-83; 36-58-58-12);

Bretagne, 6' (36-65-70-37; rés, 40-30-

20-10); Biarritz-Majestic, 8: (35-68-48-

56); Gaumont Marignan-Concorde, 8

27); Mistral, 14 (36-65-70-41; rés. 40-

(36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gambet-

LITTLE ODESSA (*) (A. v.o.); Le Quar-

40-30-20-10).

tier Latin, 5º (43-26-

1-20-10): Gaumont Convention, 15°

(46-35-10-96; 35-65-71-44; rés.

VANYA, 42 RUE (A. V.O.): 14-JUILLET

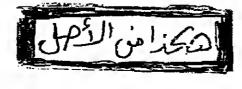
WALLACE ET GROMIT (8rit., v.o.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20). LES SÉANCES SPÉCIALES

L'ANTRE OE LA FOLIE (*) (A_ v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-54-46-85; res. 40-

30-20-10) samedi 19 h 15. BRAZIL (Brit, vo.): Studio Galande 5 (43-26-94-08; 36-65-72-05; res. 40-30-20-10) dimenche 16 h 10. CHOMSKY, LES MEDIAS ET LES HLU-SIONS NECESSAIRES (Can., v.o.): L'Entrepot, 14" (45-43-41-63) dimanche

CONTES BANGRAUX (**) (Fr.): Accatone, 5 (45-33-86-86) dimanche 21 h 40.



étranger.

TF 1

ź

Les Vieux de la veille. Présenté par Patrick Sébastien. Invi tés: Lova Moor, Caroline Loeb, Sophie Forte, Marlène, Jean Arna-dou, Olivier Chiabodo, Elie Kakou,

22.45 Magazine : Ushuaïa. Venezuela. Bain de couleurs à Los Roques; Beau comme un camion Clive et les rhinocéros; Nuits blanches pour les orques; Au-des-

Laurent Baffie, André-Philippe Gagon, les Sudarchikov.

sus de l'Orénoque. 23.50 Magazine: Formule foot. 0.25 Journal et Météo. 0.35 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.); 0.55, Histoires naturelles (et 3.00, 5.05); 1.50, TF1 nuit (et

2.50, 3.55) 2.00, Les Aventures du

jeune Patrick Pacard (1); 4.55, Musique.

FRANCE 2

20.50 Divertissement: N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.

23.25 Spectacle : Les Vamps. Enregistré le 24 juin 1989 au Palais des glaces. 0.25 Les Films Lumière.

0.30 Journal, Météo. Journal des courses. 0.50 Magazine : Le 25° Heure. D'autres regards sur le sida.

1.45 Programmes de muit. L'Heure du golf (rediff.); 2.15, Taratata (rediff.); 3.35, Bouillon de culture; 4.45, Délirenlair; 5.00, Magazine: Revue de campagne;

SAMEDI 1" AVRIL FRANCE 3

20.50 Téléfilm : Meurtre au 43° étage.

De John Carpenter. 22.25 Magazine: Ah! Queis titres. Présenté par Philippe Tesson et Patri-cia Martin. Les Farces et Attrapes de la littérature, invités : Jean d'Ormes son ; Jean Orizet ; Marcel Julian Philippe Val (Allez-y, vous n'en reviendrez pas); Jean-Michel Ribes; Julian Barnes (Metroland).

22.30 Météo, Journal. 23.55 Magazine: Ruban rouge. Présenté par Serge Hefez et Elisa-beth Martichoux. 25° emission. Invitée : Line Renaud.

1.25 Musique et compagnie. Truite et pince à linge, par Jean-François Vindiguerra, baryton, et Jean-Marc Bouget, piano. 2.25 Mosique Graffiti. 44 duos pour deux violons, extraits, de Bartok, par Miklos Szenthelys et Josef Lendway (15 min). M 6

20.45 Téléfilm : V. De Kenneth Johnson et Richard T.

0.20 Série : Les Profes La Fille qui tombe à pic. 2.30 Radiffusions.

Heffron.

E = M 6; 2.55, Spécial Mode 6 (Thierry Mugler); 3.20, Culture pub; 3.45, Chine impériale et milé-naire; 4.40, La Ferté-Alais 1991; 5.35, Fréquenstar.

Le Père des géants, de Tete Moraes 36 15 LEMONDE (24 min).

CANAL +

20.30 Tělěfilm : Le Prophète du mai. De Jud Taylor. 22.00 Flash d'informations

22.15 Magazine: Jour de foot. 23.00 Sport : Boye. En direct de Levallois

0.00 Magazine : Le Journal du hard. 0.05 Cinèma : Jalousies ron Film franco-italien, classé X, d'Alex

Рету (1994). 1.25 Cinéma : Profii bas. 🗆 Film français de Claude Zidi (1993). 3.15 Cinéma : Critters 3. [] Film américain de Kristine Peterson

4.35 Cinéma : Belle Epoque. 🖩 🗎 Film espagnol de Fernando Trueba (1992, v.o.). 6.20 Documentaire : Les Allumes...

(1991).

ARTE

20.40 Téléfilm : L'Hôpital et ses fantôm De Lars von Trier. (4/5). Un corps

21.30 Ernst Jünger a cent ans. Documentaire de Gero von Boehm et Rolf Hochhuth. Une figure incontournable de la lit-

térature allemande. 23.00 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vali. Aretha Franklin ; Cachao.

0.15 Série : Johnny Staccato 13. Un coin de paradis, de et avec John Cassavetes (v.o.).

Episode réalisé par Cassavetes kui-0.50 Téléfilm

4

. -- -,

L'Ecole de la haine. De Hanno Brühl, avec Björn Jung, Roman Rien (105 min.).

CÂBLE

TV 5 19,00 Y'a pas match, 19,30 Météo internationale (et 21,55), 19.35 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Le Oemier Mot. Oe Gilles Béhat (1991), avec Maria Schell. 21,30 Les Francofolies de Montréal. 22,00 Journal de France 2. Edition de 20 heures, 22.40 La 9º Nuit des Molières. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min). PLANÈTE 19.40 Allegretto. De Nancy

Emanuelle et Valérie Gaudissart, 20.30 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [21/38]. 8 26 Marauder Martin. 21.25 ► Rugby : Cent ans de finales. De Jacques Alain Raynaud. Voyage dans la mémoire du rugby français. 22.30 La Télévision en otage. De Jean-Marc Seban et Claire Emzen, 23,30 15 jours sur Planète, 23,55 80 : Spécial X. Qe Christophe Heili. 0.25 Force brute. De Robert Kirk [6/65]. Navires de guerre

octobre 1917. 21.50 Série: Les monstres nouveaux sont arrivés. Froid dans le dos. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T'as pas une idée?

Invité: Alexandre Arcady. 23.15 Série:

Private Eye. Le Contrat. 0.50 Quatre en

SÉRIE CLUB 19.00 Le Club. 19.10 Série :

23.05 Embouteillage. 0.05 Les Vamps

CANAL J 18,00 Bétes pas bêtes, 18,15

Série : Un bon petit diable. Avec Alice Sapritch. 18.30 Série : La Baie des fugl-

tifs. 19,00 Regarde le monde. 19.15

Série : Souris noire, L'Affaire du collier.

19.30 Zazoo U. 20.00 Dessins animés.

Le Brave Petit Tailleur; Oans la forêt

CANAL FIMINY 21,00 Série : Les Aven-

tures du jeune Indiana Jones. Palestine,

Story. De Jimmy Levy (90 min).

profonde (60 min).

un (30 min).

Force de frappe. 19.55 Série: Miami PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album, 20.00 Café-théatre. Vice (et 0.00). Y'a des jours comme ca. 20.30 Equitation. En direct. Coupe du 20.45 Série: Au plaisir de Dieu. 22,15 5érie : Cosmos 1999. Une autre Terre. monde : jumping International de Paris, au Palais omnisports de Paris-Bercy. 23.10 Série : O'Hara. 0.50 Série : Julien

Fontanes, magistrat (85 min).

MCM 19.00 Autour du Groove. 19.30 L'Invité de marque. Le Suprême NTM. 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 21.30 MCM Backstage, 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Oance Club

MTV 19.00 European Top 20, 21.00 Concert : Björk Unplugged. Enregistré à Londres, le 1 septembre 1994, 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag 5how. 0.00 Yo I

EUROSPORT 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A: 12 tour retour. Villeurbanne-Lyon, à Villeurbanne, 21,45 Motocyclisme, En différé. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie, essais des DIMANCHE 2 AVRIL

FRANCE 3

500cc, à Shah Alam, 22.15 Equitation. En différé. Coupe du monde : jumping international de Paris, au POPB. 0.15 Tennis. En direct. Tournoi féminin de Hilton Head Island (Caroline du 5ud).

Demi-finales.

CINÉ CINÉFIL 18.05 Actualités Pathé n∞ 1, 2 et 3. 20.40 Le Club. Invité : Bob 5waim. 22.00 Classic Hollywood. Oe Peter Jones. 23.00 La mort frappe trois fois. Film américain de Paul Henreid (1964, N., v.o.), 0.50 Adrien, [] Film français de Fernandel (1943, N.,

CINÉ CINÉMAS 18.55 USA 1994 au cinéma. Les Grands Drames, 19.15 USA 1994 au cinéma. Les Grands Rôles. 19.45 Le Bazar de Ciné-Cinémas. 20.30 Téléfilm : The FBI Story, Alvin Karpis. Oe Marvin Chomsky, avec Oavid Wayne, Kay Lenz, 22.10 Fortune Cookie, 22.30 Toiles d'Arménie. 23.05 Cayenne Palace. Film franco-sulsse d'Alain Maline (1987), 0.40 Monaco Falcon (80 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole Récital Okna Zam Tsagam (1994), 20.00 Le Temps de la danse. Châteauvalion fête ses trente ans. Avec Angelin Prellocaj et Gérard Paquet. 20,30 Photo-portrait. Gérard Tisserand neintre, 20.45 Fiction, Nort des moses. de Sylvie Germain. 22,35 Musique: Opus. Marc Perrone, accordéoniste tonique et diatonique. 0.05 Clair de nuit: Christophe Bourseiller (Messages reçus).

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste, Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Solitude, de Gounod; Le Mariage des roses, Roses et Papil-lons, Noctume, de Franck; La Cloche, Clair de lune, L'Attente, Les Pas d'armes du roi ean, de Saint-Saëns ; La Chanson du fou, de Bizet; L'ile heureuse, Vitanelle des petits canards, Les Cigales, de Chabrier; Poème d'avril : que l'heure est donc brève, de Massenet; Le Temps des lilas, les papillons extrait des mélodies op. 2, de Chausson, Hartmut. Holl, piano. 20,05 Soirée lyrique. Donnée en février, à l'Opéra national de Paris, Luda di

Lammermoor, de Donizetti, par le chœur et l'Orchestre national de Paris, dir. Maurizio Benini, sol. June Anderson (Lucia), Roberto Alagna (Edgardo), Gino Quilico (Enrico). 23.00 Musique pluriel. Concert danné le 24 octobre 1994, au Théâtre des deux rives, à Rouen, par les solistes de l'Ensemble inter-contemporain : Ohime pour violon et alto, Invece pour violoncelle, de Dusapin; La Chauette huiotte, Le Taquet rieur, de Messiaen ; Musique fugitive pour trio à cordes, de Dusapin; Trio pour violon, violoncelle et piano, d'Ives. 0.05 Auto-portrait. Augustin Dumay, violoniste.

Les programmes complets de radio, de telévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lunci, Signification

▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision »; 🗆 Film à éviter; Il On peut voir; II Ne pas manquer; MMM Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

12.20 Jeu : Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vrai dire.

13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Arabesque. 15.10 Série : La Robelle.

15.55 Série : Les Dessous de Palm Beach. 16.55 Disney Parade.

Thème: les 101 Oalmatiens; La Montagne du courage, 2º partie. 18.00 Des millions de copains Avec la série : Alerte à Malibu.

19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Chirac. 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.45 Cinéma: L'Année du dragon. 🗷 🗷 Film américain de Michael Cimino 23.10 Magazine : Ciné dimanche.

23.20 Téléfilm : Alice boit du petit lait. De Jean-Pierre Richard, avec Odette Laure, Fiona Gélin. Une super mamie est engagée pour une campagne publicitaire. 0.50 3 000 scénarios

contre un virus (et 2.50). 0.55 Journal et Météo. 1.10 Concert : Ensemble orchestral de Normandie Œuvres de Mozart. Enregistré à Aixen-Provence.

1,44

ź

2.55 Programmes de nuit. TF1 nuit (et 3.55, 4.35) 3.05, Les Aventures du jeune Patrick Pacard (2): 4.05, Histoires naturelles (et 5.25); 4.45, Intrigues; 5.10,

CÂBLE

PLANETE 19.10 Le Grec. De Jean Afanas-seff. 19.40 Escales : Los Angeles. De Pierre Brouwers. 20.35 Adieu, Barbiana. De Ber-nard Kleindienst. 21.40 Pêche au gros. De James G. Bridge (277). Cabo Marzo. 22.35

Allegretto. De Nancy Emanuelle et Valérie Gaudissart. 23.20 Les Alles de légende. De Barry Cawthorn [21/38]. B 26 Marauder

Barry Cawtnorn (2038). B 25 Marauder Martin. 0.20 Rugby: Cent ans de finales. De Jacques-Alain Raynaud. Voyage dans la mémoire du rugby français (65 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's Ctub. 20.00 Café-théárte. 20.30 L'album (64.0.00). 30.00 Lardies de ricon.

(et 0.00), 21.00 Jardins de pierre.

américain de Francis Ford Coppola (1987, v.o.). 22.50 Concert : Aldo Romano Quar-

tet. Ervegistré au Festival « Jazz à Vienne »

FRANCE 2



12.05 L'Heure de vérité (et 1.30). Invité: Edouard Balladur.

12.50 Météo (et 13.15). 12.55 Loto, Journal, Point route. 13.25 Dimanche Martin (et à 15.50). 15.00 Série : L'Homme à la Rolls. 17.25 Documentaire: Cousteau

à la redécouverte du monde. 18.20 Magazine : Stade 2 (et à 4.55). 19.25 Série : Les Gromelot et les Duninson. 19.59 Journal, Météo.

Film américain de Ted Post (1973). 23.00 Première ligne. Les Bataillons du cœur ou la Machine humanitaire. D'Alain Las-

23.53 Les Films Lumière. 23.55 Journal, Météo, Journal des courses.

Gérard Caussé, altiste, Marielle Nordmann, harpiste. 2.15 Programmes de nuit.

20.50 Cinèma : Magnum Force. MM

farques.

0.10 Magazine : Musiques au corur. François-René Duchable, un pianiste dans tous ses états. Œuvres de Liszt, Schubert, Brahms, Schumann. Avec

12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal.

13.00 Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Rapp. Hom-mage à Paul-Emile Victor. Un réveur dans le siècle [1/3]. Les Années

14.00 Coupe de l'America. 14.25 Magazine : Sports dimanche. Cyclisme : Tour des Flandres ; 15.20

Tiercé à Longchamp; 15.35, Cyclisme: Tour des Handres (suite); 16.40, Basket-ball: Antibes-Limoges.

18.00 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région.

20.15 Divertissement : Benny Hill.

20.50 Série: Inspecteur Derrick. Aversion mortelle, de Herbert Reinecker, avec Horst Tappert, Fritz Vepper.

21.55 Téléfilm : Police des polices. Raison d'Etat, de Michel Boisrond, avec Martin Lamotte, Chantal Alves. 22.50 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Lederc, invité: Lionel Jos-pin; suivi de: A la une sur la 3,

animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre. 23.35 Météo et Journal. 23.55 Cinéma : Break up. Film italo-français de Marco Ferreri (1965, vo.).

1.20 Musique : Musique Graffiti.
Die lunge Norme, de Schubert, par
Christine Barbaux, soprano, Christian Ivaldi, piano (15 min).

M 6

12.25 Série : Mariés, deux enfants. 12.55 Série :

13.50 Série : Les Têtes brûlées. 14.46 Série : Poigne de fer et séduction. 15.15 Magazine: Fréquenstar (et 2.30). Présenté par Laurent Boyer.

Ensemble contre le sida. 16.15 Série : Le Joker. 17.15 Téléfilm : Aldo tous risques. Mascarades. De Michel Lang, avec Aldo Maccione, Charly Bertoni.

18.55 Série : Enquêtes à Palm Springs. 19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Filles à papas. 20.40 Sport 6 (et 0.35).

20.45 Magazine: Zone interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Spé-cial élection présidentielle. Invité: Lionel Jospin. 22.20 Magazine: Capital. Les Sondages.

22.30 Magazine: Culture pub (et 5.15). Media buildings. L'architecture. 23.00 Téléfilm : Le Maîtresse de Salgon. De Joe D'Amato, avec Monica Seller, Steven Rogers. Une jeune et jolie gouvernant

suisse est engagée par une famille saigonnaise riche mais désunie. 0.45 Musique : Boulevard des clips (et 5.40). 3.25 Rediffusions. You Africa; 4.20, Nature et civilisaCANAL +

EN CLAIR JUSQU'À 16.00 12.30 Flash d'informations. 13.35 La Semaine des Guignols.

14.05 ▶ La Journée de la télé. 1* et 2* parties. A 19.55, 3* partie; A 0.50, 4* partie. 17.45 Sport: Football En direct. Lens-Nantes, match de 31º journée du championnat de France de D1; 17.59: Spot Sida

avec David Ginola; 18.00 coup d'envol; 18.45 Flash d'informa tions. - En CLAR JUSQU'À 16.00 -

20.55 Magazine : Le Journal du art. Spécial télé.

21.00 Cinéma : Benny et Joon.

chick (1993).

1.20 Cinéma :

22.35 Flash d'informations.

22.40 L'Equipe du dimanche. Spécial basket américain.

Film américain de Jeremiah Che-

D'une femme à l'autre. 🗌

Faust, de Berlioz (première partie et début de la deudème), par l'Orchestre de la Radio lyrique, dir. Louis de Froment, sol. Guy Chauvet (Faust), Jacques Mars (Mephisto-phélès), Denise Monteil (Marguerite) (1966), 22,30 Les Greniers de la mémoire.

Musiques italiennes... Luigi Dallapiccola 23.00 Les Magidens de la terre. Festivaj Total vocal : le chanteur basque Benat

Achlary et le choeur Ama Lur; Le groupe gitan de Hongrie Kek Lang; le chanteuse Cherifo, le chanteur zairois Lokua Kanza; Festival Silex: le chanteur et clannettiste Erik Marchand et l'ensemble roumain de

Taraf de Camsebes. 0.05 Les Muses en dia-logue. Musique catalane du XVIP siècle, par l'Ensemble la Colombina, dir. Josep Cabré.

1.00 Les Nuits de France-Musique.

Film franco-britannique de Char-lotte Brandström (1993, v.o., 98

LA CINQUIÈME

12.00 Pose ton cartable. Téléchat; La Vie devant mol : le Grimmy: Dracula sang pour sang; Poisson rouge en danger; Rintin-tin: Rusty joue les Cupidons (v.f.)

13.90 Jeu: Ça déméninge. 13.30 Les Grandes Séductrices. Michèle Morgan.

14.30 Megazine : L'Esprit du sport. Invité : Bernard Prot. 15.30 Megazine : Jeux d'encre. 16.00 Détours de France. Le centenaire de Marcel pagnol. 17.00 Le Sens de l'Histoire. Les dissidents soviétiques. Invité:

Leonid Pliouchtch. 18.30 Magazine: Va savoir, Montréal,

ARTE

19.00 Série : Max Linder.

Mon pantalon est déchiré ; Max veut divorcer. 19.30 Métropolis (et 0.45). Hommage à Paul-Emile Victor : conversation avec Jean Rouch ; La Bibliothèque nationale de France; Salles de cinéma ; Jean-Loup Sieff ; L'abécédaire de Gilles Deleuze :

C comme culture (2º partie). 20.30 8 1/2 Journal

20.40 Soirée thématique : est le nerf de la guerre. Proposée par Vivien Marx et Christoph lorg. Le monde de la Bourse avec ses spéculateurs, ses mécanismes et ses cauchemars.

20.41 Documentaire: O'Anthony Sampson et Mick Cszaky. 21.35 George Soros,

passionnément spécula De John Williams. 22.30 Court métrage : Une vie de pêche. De lan Kessner et Amos Poé.

22.45 Cinéma : Raiders. # Film américain de Colin Bucksey

0.15 Le Goût du risque, De Bruno Le Dref. 1.45 Le Cotton Club au Ritz. De Nigel Finch (rediff.). 2.50 3 000 somarios contre un virus. De Michel Meyer (5 min).

France-Culture, 11 heures : Jorge Semprun, « De la fin des illusions » (« Le Rendez-vous des politiques »).

Radio J, 14 h 30 : Michel Rocard (« Forum »). Radio Shalom 94.8, 18 heures : Charles Pasqua (« Grand Débat exceptionnel »).

en 1994 (70 min). 0.30 ▶ Le Canal du savoir. L'Aventure de la création. Avec Pierre Boulez et Claude Samuel (60 min). CANAL J 18.00 Les Yeux de la découverte. direct. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie à Shah Alam. 10.00 Marathon. TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.30 Météo internationale (et 21.55). 19.35 lournal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot [5/13]. La Vie, l'Œuvre et le Destin de Modigliani. 22.00 lournal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Les Seins de glace III Film français de Georges Lautner (1974). 0.35 Court métrage. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min). 18.30 Série : Le Chemin de la réussite.

19.30 Zazoo U. CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. Le CANAL JEMBY 20.00 Série: Seirréid. Le Coiffeur. 20.30 Série: Dream On. 21.00 Top bab. 21.40 Série: Monty Python's Flying Circus. 22.10 Chronique New Age. 22.15 La Semaine sur Jimmy. 22.25 Série: New York Police Blues. 23.15 Série: Les Envahisseurs. 0.05 Tour de France auto 93. De Gilbert Lesseur (50 min) SERIE CLUB 19.10 Série : Force de frappe.

19.55 Série : Miami Vice. Il faut une fin à
tout. 20.45 Série : Cimarron Strip. Le

Monstré de la vallée. 22.15 Série : Cosmos 1999. Le Cerveau ordinateur. 23.10 Série : O'Hara. Yakusi. 0.00 Série : Au plaisir de Dieu. Si j'étais pape (90 min). MICM 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends d'ub. Spécial ABBA. 22.30 Cinémascope. 23.00 Concret : Die Embatischen Mer. Serentete Concert: Die Fantastischen Vier. Enregistré le 2 février à Cannes. 0.00 Blah-Blah Groove, Special reggae, 0,30 Blah-Blah Metal, 0,55 Player One, 1,00 Vidéoclips, MTV 19,00 US Top 20, 21,00 T20 Minutes, 23,00 Beavis and Butt-Head, 23,30 Head-

EUROSPORT 6.00 Motocyclisme. En

bancers' Ball (150 min).

The same of the sa

de Malaisie à Shah Alam. 10.00 Marathon. En direct. Marathon de Londres. 13.30 Cyclisme. En direct. Coupe du monde : tour des Flandres à Meerbecke (Belgique). 19.00 Arts martiaux. Résumé. Festival d'arts mar-tiaux aux Pays-Bas. 20.00 Motocyclisme. Résumé. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie. 22.00 Formule Indy. En direct. Grand Prix de Phoenix (Arizona). 0.00 Tennis. En direct. Toumoi féminin de Hilton Head Island (Caroline du Sud). Finale. CINE CINETEI. 18.00 Tarzan et la femme-énoard. civic Civicina. 16.00 larzan et la terrine-téopard. Il film américain de Kurt Neu-mann (1946, N., v.o.). 19.10 Le Club. 20.30 Le Couple invisible. Il Il film américain de Norman McLeod (1937, N.). 22.00 Sea Fury. Il film britannique de Cyril Raker Endireki (1958, N., v.o.). 23.40 Au cœur de l'orage. Il Il film firancias de Jean-Paul Le Chanois (1946, N.). 1.00 L'Hontme aux limettes

(1946, M). 1.00 L'Homme aux lunettes d'écadle. I Film américain de Douglas Sirk (1947, N., v.o., 90 min). CINE CINEMAS 18.05 Intervention Delta. Film américain de Douglas Hickox (1976). 19,35 Fortune Cookie. 19,55 Toiles d'Arméne. 20.30 Le Dossier 51. **Bla B** film francais de Michel Deville (1978). 22.15 Léviathan. [] Film américain de George Pan Cosmatos (1989, vo.). 23.55 The Indian Rumner. **Bla Film américain** de Sean Penn (1990, 125 min).

RADIO FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de créa-

tion radiophonique. Armand Gatti - Nicolas Frize, 1972-1995. Berlin, les personnages de théâtre meurent dans la rue. 22.25 Poésie sur parole. 22.35 Le Concert. Enregistré le 8 février du Festival Présence 95. Ciuvres de Reibel, Ballif, Hersant, par Anne-Marie Hol-let, maszo soprano, Lukas Hemleb, récitant, Louise Bessette, piano, un octuor de trom-bones et les choeurs de Radio-France dirigés par Guy Reibel. 0.05 Clair de nuit. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Musique aujourd'hui. Concerts donnés les 2 et 3 décembre 1994, à la salle Olivier Messiaen, par le quatuor Arditi : Triveni pour flûte indienne et bande Upic, de Bernard, Henri Tournier, flûte indienne ; Illusions in Desolates Fields pour san-gen, voix et bande Upic, de Shimazu (création mondiale), Kazuko Takada, san-gen et voix ; Moires, de Mache: Yuu'upic pour trio à cordes et bande Upic, d'Estrada ; Geste de l'écrit pour bande Upic, de Teruggi; Ariadne's Thread pour quatuor à cordes et bande Upic, de Reynolds (création mondiale). 21.30 Voix souvenirs. La Damnation de

Les interventions à la radio

RCJ, 11 h 30 : François Bazoin.

RTL, 16 h 30 : Pierre Mauroy (c Grand Jury »).

Fessée

par Alain Rollat

« POURQUOI LES FESSES, qui nous sont si familières, sontelles si mai connues? » Cette question fondamentale méritait d'être posée, et il faut remercier Bernard Pivot de l'avoir fait. Sans san «Bauillon de culture » consacré aux plaisirs partagés de la chère et de la chair, aaus n'aurians sans doute jamais apprécié à leur vraie valeur ces « deux parties charnues qui forment - selon le petit Larousse illustré - le derrière », ce fabuleux trésor sur lequel aous vivons assis. Nous n'aurions pas mesuré,

par exemple, à quel point la respoasabilité de l'Eglise est, une fois de plus, engagée dans la campagne de désinformation permanente qui tend à considérer la fesse comme une part inférieure de l'humanité sous prétexte qu'elle appartient à sa face cachée. Nous savons maintenant que la faute en incombe d'abord à saint Augustin et à saiot Thomas d'Aquin, qal furent les premiers à pervertir la dactrine origiaelle des maîtres grecs de la statuaire antique. Il nous reste heureusement assez de sculptures athéniennes aux postérieurs assez rebondis pour attester que les docteurs ès chaires latines se livrent à une manipulation indécente chaque fois qu'ils s'emploient à donner à l'endroit de l'homme (ou de la femme) une primauté sur l'envers. Ce cher Bernard était donc parfaitement fondé à le dire: «On o toujours été foux cul ovec le derrière ! » Nous laisserons à d'autres le soin de trancher la sous-question de savoir si le faux cul est vraiment « redeve-

nu à lo mode ».

SOMMAIRE

Conjoncture: la glissade du dollar

fragilise la reprise en Europe et au Ja-

Tchétchénie: les forces russes affir-

ment contrôler les principales villes 3

Suisse: la droite populiste favorite

aux élections dans le canton du Tes-

Burundi : la frontière tanzanienne se

ferme devant le flot des réfugiés 4

Guatemala: l'accord sur les dioits

des Indiens débloque les négocia-

Japon: l'efficacité de la police re-

mise en question après les récents at-

INTERNATIONAL

tions avec les rebelles

Naus insisterons davantage sur la portée des deux avancées enregistrées au cours de ce débat philosophique. Bien que Bernard Pivot a ait peut-être pas visé juste quand il s'est demandé si, chez la femme, le sein ne porte pas ombrage à la fesse, son interrogation a permis d'apprendre, grace ao témoignage d'une dame savante, que « la femme n'a généralement aucune estime pour ses propres fesses » parce que, devant soa miroir, « elle n'a aucun dialogue avec elles » et qu'« elle passe son temps à se demander si elles sont conformes » aux canons de la beauté. Il y a donc là des traumatismes à traiter, même s'il semble que la réhabilitatiog de la fesse féminine soit en marche grâce à la rénovation de la statuaire, engagée sous l'influence de l'art publicitaire. Il est d'ailleurs significatif que « les femmes commencent à oser dire publiquement que les fesses des hommes les intéressent ».

Mais il convient surtout de tirer toutes les conséqueaces utilitaires de la conclusion à laquelle l'aréopage hédoniste de ce « Bouillon de culture » est parveou à l'unanimité: «Lo fesse est un stimulant cérébral facile à activer à coups de pied. » Ce n'est pas parce qu'Anatole France l'a déjà vantée, à propos de l'éducation des enfants, que la fessée o'est plus d'actualité. Dans le climat électoral d'aujourd'hui, il est plus que lamais nécessaire de rappeler que la meilleure facon d'inculquer la probité et le respect d'autrui est de faire « entrer les vertus par le cul», et que cela vaut aussi pour l'éducation des adultes.

HORIZONS

naises : Le boulet Tapie

lettres de nos lecteurs

ENTREPRISES

révèle un vrai malaise

Anatrella

Le tribunal de Bastia relaxe les fonctionnaires pour la catastrophe de Furiani

Le constructeur des gradins est condamné à deux ans d'emprisonnement

de notre envoyé spécial Se tenant par le bras, trois femmes vêtues de noir descendent silencieusement l'escalier du tribunal de Bastia. Les hommes suivent, tout aussi silencieux et par petits groupes. Là-bas, dans la salle d'audience, une femme crie encore sa foreur. Les juges sont partis, et il n'y a qu'une foule de gendarmes embarrassés pour écouter sa colère. Derrière le palais, quelques paeus sont enflammés. Des CRS interviennent, et le calme revient après une brève bousculade. Tout à l'heure, quand le président, Pierre Gouzenne, a terminé la lecture du jugement, d'autres cris ont fusé des bancs des familles de vic-times : « Assassins ! » « C'est une honte ! » « Vous avez intérêt à les protéger ! »

A l'évidence, c'est la relaxe des représentants de l'Etat qui est le phis mal supportée. En effet, si la citation directe délivrée cootre Henri Hurand, ancien préfet de la Haute-Corse, par quelques parties civiles, est jugée recevable, il est néanmoins relaxé comme son directeur du cabinet, Raymond Le Deun, et son ancien directeur de l'équipement, Didier Canville. Le procureur de la République avait estimé que la citation de l'ancien préfet était irrecevable, mais il avait demandé un an de prison avec sursis contre M. Le Deun et six mois avec sursis contre M. Cau-

Jean-Marie Bolmond, directeur à la société Sud-Tribune et constructeur des gradins qui se sont effondrés le 5 mai 1992 au stade de Furiani, faisant deux mille trois cent cinquante-sept victimes, dont dixsept morts, n'est pas venu assisté à son jugement. Il est condamné au maximum de la peine prévue pour homicides et blessures involontaires, soit deux ans de prison et 30 000 francs d'amende.

La même peine a été infligée à Michel Lorenzi, anclea vice-président du Sporting Club de Bastia, reconnu coupable de faux et usage de faux. Etienne Galéazzi, secrétaire général de la ligue corse de football, et Ange Paolacci, directeur administratif de la ligue corse, sont condamnés à dix-huit mois d'emprisoaneme ot

30 000 francs d'amende pour homicides et blessures involontaires et un an de prison et 30 000 francs d'amende pour faux et usage de faux, les deux peines étant confoodues.

Yves Bartolini, vice-président de la ligue corse de football est condamné à un an d'emprisonnemeat et 30 000 francs d'amende pour faux et usage de faux. Contre ces quatre derniers, Roland Mahy, procureur de la République de Bastia, avait demandé une peine de dix-huit mois de prison, doot six avec sursis.

Bernard Rossi, ingénieur à la Socotec est condamné à dix-huit mols de prisoa et 30 000 francs d'amende pour homicide et blessures involootaires alors que le parquet avait demandé cootre lui une peine de deux ans de prison. Enfin, Luc Pilard, ancien président de la commission de la coupe de France, et Michel Cagnion, ancien directeur de la Fédératiaa française de faotball (FFF), soat condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis, soit six mois de plus que les peines requises. Aucun mandat de dépôt a'a été prononcé à l'audience, et les peines ne seront donc exécutables que si elles sont confirmées en appel, l'avocat de Rossi avant déià annoncé son intention de contester le jugement. Le cas de M. Boimond était le

reconnu une série d'erreurs dans la construction de la tribune. Dans son jugement, le tribunal multiplie les formules sévères en relevant notamment de « graves carences », des « fautes techniques grossières » et «un camportement d'imprévoyance cansciente [qui] exclut toutes circonstances atténuantes ». Le tribunal ajoute : « Il a démontré en l'espèce un orgueil technique incompatible avec l'ampleur du projet, manifestant une négligence et une incompétence en l'espèce éminemment coupable. » Le jugement est aussi sévère envers Galéazzi, Paolacci, Bartolini et Lorenzi, qui ont participé à la ré-daction d'un document a en-tête

Quand le président eut terminé la lecture du jugement, des cris fusèrent

« Assassins ! »

de la ligue corse de football et se présentant comme un procès-verbal de la commission de sécurité. Ce document a été adressé au directeur général de la FFF afin de billets. Aussi les juges déclarent que ces quatre responsables du football en Corse sont «à l'épicentre de lo dérive sécuritaire de la rencontre et ont fourni, avec ce procès-verbal, l'élément fatal de lo catastrophe. Eu égard à leurs responsabilités (...), ils devaient prendre toutes les précautions utiles et s'assurer de la régularité sur tous les plans de cette opération. Bien au contraire, ils ont fait leurs les projets frauduleux, des dirigeants du club allant jusqu'à vendre au sein de la

de conseil » qui pèse sur tout ceux qui concourt à la réalisation d'un ouvrage comme une tribune. L'argumentation est particulièrement intéressante et peut constituer un rappel des règles dans plusieurs domaines professionnels car le jugement stipule en se référant à un arrêt de cassation du 3 novembre 1993 : « Le prévenu avait le devoir, en qualité de conseil technique, soit d'aller au-delà de sa mission, soit de la refuser purement et element, soit éventuellement de l'accepter en explicitant au moyen de réserves écrites les limites de son contrôle pour attirer l'attention des autres parties sur la nécessité de ré-

des bancs des familles :

gler cette question sans son intervention. » Mais il s'agirait là d'une faute civile que le tribunal assimile à une faute pénale dans une interprétation des textes qui fera le répermettre la vente immédiate des gal des juristes. Les responsables administratifs sont relaxés dans une motivation exclusivement juridique. Ainsi le tribunal observe que, le préfet Hurand ayant délégué ses pouvoirs à son directeur de cabinet pour présider la commission de sécurité, il ne peut être retena dans les liens de la prévention. On reprochait principalement au directeur du cabinet, M. Le Deun, de ne pas avoir, en tant que pré-

lique des billets aux prix illicites. » Concernant plus particulièrement les responsables de la ligue corse, les magistrats déclarent « la collusion qu'ils ont mis en place avec les dirigeants du club pour évacuer les risques d'un contrôle technique au profit de basses considérations financières a abouti à l'effacement complet des devoirs de vigilance et d'inquiétude dont ils étaient inves-

L'action de la justice est éteinte pour Jean-François Philippi, président du club de Bastia assassiné le 26 décembre 1994. Aussi le tribuaal s'est-il tourné vers l'ancien vice-président du club, Michel Lorenzi, en lui infligeant la même peine qu'à Jean-Marie Boimond.

Les magistrats se montrent plus cléments à l'égard du directeur général de la commission de la coupe de France et de l'ancien directeur général de la FFF. Cependant, le jugement relève que les deux responsables « ont manifesté à l'occasion du match à risque Bastio-OM une indifférence et un aveuglement coupables molgré les différentes alertes qui leurs parvenaient. Ils se sont limités à un simple rôle d'enregistrement des demandes locales et ont ainsi nié le pouvoir fédéral qui

est le leur ». La coadamnation de Bernard Rossi repose sur une motivation plus délicate. Ingénieur à la Socotec, il a toujours affirmé que Boimond ne lui avait demandé que de vérifier la résistance du sol. Boimond soutenait de son côté qu'il avait chargé Rossi de contrôler la tribune. Dans son jugement, le tribunal déclare : « La preuve formelle et indiscutable d'un tel contrat n'est

roumaine Tarom suspend ses vols d'Airbus plus simple. Cet ingénieur, qui a déjà subli six mois de détention avant d'être remis en liberté, avait pas suffisamment rapportée. Le déjà subli six mois de détention avant d'être remis en liberté, avait néficier à M. Rossi. » Cependant, RUCAREST les juges invoquent « Pobligation de notre correspondant

La compagnie roumaine Taxon a décidé, vendredi soir 31 mars, de maintenir au sol les deux Airbus A 310-300 de sa flotte jusqu'à ce que soient connues les conclusions de l'enquête ouverte à la suite de l'accident intervenu quelques heures plus tôt à l'un de ses avions en partance pour Bruxelles.

Recit

La compagnie

Pour des raisons encore indéterminées, un Airbus de la Tatom s'était écrasé moins de quatre minutes après son décollage de l'aé-roport international de Bucarest provoquant la mort de tous ses passagers : trente-deux Belges, un Français, un Néerlandais, trois Américains, ainsi que les dix membres roumains de l'équipage. Parmi les victimes figure le consul de Belgique à Bucarest.

« EXCELLENT ÉTAT »

Les raisoos de l'accideot demeurent inconnues pour le moment. L'avion en provenance de Bangkok via Abou Dhabi avait fait une escale d'une heure à Bucarest pour refaire le plein et changer d'équipage. La soclété Airbus a fait état dans un communiqué d'une tempête de neige au moment de l'accident. Des experts du consortium européen, ainsi que de la direction générale de l'aviation civile, doivent collaborer avec la commission spéciale d'enquête créée par le gouvernement roo-

Le président de la Tarom, Nicolae Brutaru, a estimé que l'appareil accidenté était dans « un excellent état » et n'a exclu « oucune hypothèse ». Dans l'état actuel de l'enquête, alors que la « boîte noire » n'a toujours pas été retrouvée, rien ne pennet de privilégier la thèse de l'attentat, même si plusieurs témoins ont affirmé avoir entendu une explosion.

L'Airbus accidenté était le troisième avion de ce type exploité par la compagnie roumaine depuis 1992. Construit en 1987, il était loué pour une période de dix ans à la société américaine Pratt and Whitney et avait porté précédemment les couleurs de la Pan Am et de Delta. Des techniciens de la Swissair assuraient la maintenance de l'appareil depuis sou arrivée en Roumanie il y a tout juste un an.

L'accident mortel de vendredi est le onzième dans le monde impliquant un appareil du consortium européen dont trois, avec celui de Bucarest, concernent des A 310-300.

Maurice Peyrot

Christophe Chatelot

Patricia - 3-5-1

Vivre sans

sident de la commission de sécuri-

té, exigé l'avis écrit de la Socotec

avant de rendre un avis favorable. Le tribunal constate qu'aucune dis-position légale ou réglementaire

ne lui impose une mesure qui in-

combe aux constructeurs. Le direc-

teur de la direction départemental

de l'équipement est lui aussi re-

laxé, les juges constatant : «En

droit, le prévenu n'avait aucun pou-

voir spécifique. En fait, il ne dispo-

sait d'aucune possibilité d'action. »

Quant aux deux officiers de sa-

peurs pompiers, les lieutenants

Michel Andrei et Christian Fili, le

jugement les relaxe de façon indis-

cutable en considérant qu'ils « ne

sauraient (...) être comptables » des avis pris par la commission de sé-

MUTUELLE AUTONOME GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION

Publicité

ÉLECTIONS DES DÉLÉGUÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CALENDRIER ÉLECTORAL

lundi 3 avril 1995 annonce des élections

du hadi 3 avril au mercredi 19 avril 1995

consultation et rectification des listes élec mercredi 19 evrit 1995

date l'imite de rectification des listes électorales à 17 heures date limite de dépôt des listes de candidatures à 17 heures vendredi 21 avril 1995

affichage des listes de cont

hındi 24 avril 1995 affichages des listes de candid

mercredi 26 avril 1995

date limite de contestation relative aux candidatures à 17 heures naine đu 2 mai au 5 mai 1995

expédition du matériel électoral ndredi 19 mai 1995

date limite de demande de matériel électoral vendredi 26 mai 1995

scritin, dépouille

la proclamation des résultats à 17 heures

landi 29 mai 1995 affichage des résultats du scrutiu

mercredi 31 mai 1995

FRANCE

Justice: la cour d'appel de Paris donne un coup d'arrêt à la carrière politique de M. Tapie Presidentielle: M. Balladure multiplie les promesses en faveur des personnes ágées

Enjeux : la construction européenne au cœur de la politique étrangère 8 Régions : le budget de la Haute-Normandie sera géré par l'Etat

SOCIÉTÉ

Laïcité : le Conseil d'Etat examine la questian de l'école le jaur du shab-

queuse » Classique : les archives de la firme russe Melodia seront exploitées par le groupe Allemand Bertelsmann 19

Débats: un entretien avec Tony

Éditoriaux : Frictions germano-polo-

Caurrier: l'avis du médiateur; les

Histoire: Le premier statut des jour-

Poste : la montée des conflits locaux

Exposition: la rétrospective Annette

Messager, collectionneuse et « tru-

SERVICES

Finances et marchés Abonnements Météorologie Mots croisés Guide culturel

Radio-Télévision

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

MICHEL BON, L'ÉPICIER DE L'ANPE: l'ancien PDG de Carrefour, devenu directeur général de l'ANPE, revendique un droit à la parole inconnu chez les grands commis de l'État. Iconoclaste, dérangeant et parfois maladroit.

Tirage du Monde daté samedì 1= avril 1995 : 482 605 exemplaires



Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires minitel 3617 VAE Surveillance des ventes judiciaires

par abonnement

Activité et dépt. de votre choix.

Demandez dossier par fax 78 22 53 46

FOOTBALL: Paris SG a battu Cannes (2-1), vendredi 31 mars au Parc des Princes, en match avancé de la trente et unième journée du championnat de France de football. Les buts parisiens ont été marqués par José Cobos (18°) et David Ginola (37°). Cannes a réduit l'écart grâce à

Laurent Charvet (87°). ■ VOILE: PAustralien John Bertrand, vainqueur de la Caupe de l'America en 1983, s'est qualifié pour la finale des challengers en battant Nippon de 2 min 41 s, veodredi 31 mars au large de San Diego. En fi-

nale de la Coupe Louis Vuitton, One-Australia sera opposé à Team-New-Zealand (Peter Blake) à partir du 11 avril. Chez les défenseurs du trophée, l'équipage mixte de Mighty-Mo-ry a devancé Stars-and-Stripes (Dennis Conner) de 2 min 04 s. Les deux bateaux sont à égalité au classement. En cas de défaite de Stors-and-Stripes, samedi 1ª avnil contre Young-America (Kevin Mahaney), déjà qualifié pour la finale de la Coupe Citizen, une régate supplémentaire serait organisée le 2. Le jury de la Coupe de l'America ne s'est toujours pas prononcé sur les

protestations qui mettent en cause la régularité du changement de quille effectué sur Stars-and-Strives. ■ PRESSE: L'Équipe et son supplé-ment hebdomadaire L'Équipe magnzine ne soat pas parus, samedi 1º avril, en raison d'une grève de vingt-quatre heures décidée par la rédaction. Les deux tiers des cent quatre-vingt rédacteurs du quotidien sportif, qui revendiquent une augmentation de 1 000 francs par mois, se sont prononcés pour l'arrêt de travail. L'Equipe doit reparaître lundi